

Étude sur les besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord

Isabel Heck
Jean-François René
Claude Castonguay

Avril 2015

En collaboration avec :

Les assistants de recherche et stagiaires :

Mounia Chadi
Alexandre Claude
Idir Guermah
Véronic Lapalme
Elsa Lavigne
Nomez Najac
Sandra Najac
Joseph Westres

Le comité de recherche et la direction de l'IUPE :

Isaac Acevedo (Accorderie de Montréal-Nord)
Diomedes Caicedo (citoyen)
Aziz Elasri (SHAPEM)
Julie Demers (*Parole d'excluEs*)
Jean-Marc Fontan (IUPE)
Étienne Grondin (*Parole d'excluEs*)
Rose-Andrée Hubbard (SPVM)
Williamson Lamarre (Café Jeunesse Multiculturel)
Maria Ponce (citoyenne)
Patrice Rodriguez (*Parole d'excluEs*)
Richard Vallée (CSSS Ahuntsic Montréal-Nord)



Le contenu de ce Cahier de recherche n'engage que son/ses auteur(s).

Cahiers du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)
Collection Études de cas - no ES1503
« **Étude sur les besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord** »
Isabel Heck, Jean-François René et Claude Castonguay

ISBN : 978-2-89605-383-4

Dépôt légal : 2015

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives nationales du Canada

PRÉSENTATION DU CRISES

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire qui étudie et analyse principalement « **les innovations et les transformations sociales** ».

Une innovation sociale (IS) est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement.

Les chercheurs du CRISES étudient les innovations sociales à partir de quatre axes complémentaires voués à l'analyse d'autant de dimensions de l'innovation sociale et de son inscription dans des processus de transformation sociale :

Axe 1 : Innovations sociales et transformations dans les politiques et les pratiques sociales

Cet axe regroupe des projets qui se structurent autour de **la construction et l'application des politiques publiques et du rôle qu'y jouent les demandes sociales**. Les travaux des membres de cet axe se déclinent en 5 thèmes :

- L'IS à travers l'évolution historique des régulations sociales
- Les nouvelles pratiques démocratiques et sociales
- Le transfert des pratiques sociales et construction des politiques publiques
- Les IS et la transformation sociale dans la santé et la communauté
- L'IS dans le logement social.

Axe 2 : Innovations sociales et transformations dans le territoire et les collectivités locales

Les projets qui se regroupent dans cet axe analysent les **innovations sociales dans la perspective du rapport des collectivités au territoire**, ce qui les amène à privilégier l'intersectorialité et à examiner l'effet des diverses formes de proximité (physique et relationnelle) sur la structuration et les nouvelles dynamiques des collectivités territoriales. Les travaux des membres de cet axe se déclinent en 5 thèmes :

- Les actions innovatrices de revitalisation des communautés
- L'IS en milieux ruraux et forestier

- L'action communautaire contre la pauvreté et l'exclusion
- Les modalités innovatrices de gouvernance territoriale
- Les nouvelles aspirations et la mouvance identitaire.

Axe 3 : Innovations sociales et transformations dans les entreprises collectives

Regroupés autour de l'objet de **l'entreprise collective et de ses relations avec la sphère de l'économie dominante**, cet axe regroupe des projets qui analysent des innovations sociales qui se déploient autour des entreprises d'économie sociale, des sociétés d'État et des nouvelles formes hybrides d'entreprises. Les travaux de cet axe se déclinent en 5 thèmes :

- Les modèles de gouvernance et de gestion des entreprises sociales et collectives
- Le financement solidaire et l'accompagnement de l'entrepreneuriat collectif
- L'évaluation de l'économie sociale
- L'économie sociale et la transformation sociale
- Les modèles hybrides : partenariats publics-privés-économie sociale.

Axe 4 : Innovations sociales et transformations dans le travail et l'emploi

Les membres de cet axe abordent **l'IS en lien avec l'évolution des politiques d'emploi et les conditions de réalisation du travail**. Ils analysent la qualité de l'emploi et du travail dans une perspective sociétale d'intégration socioprofessionnelle. Six thèmes de recherche seront privilégiés :

- L'IS dans les relations industrielles et la gestion des ressources humaines
- Les stratégies émergentes dans l'action syndicale
- Les nouveaux statuts d'emploi et le précaire
- Les problèmes et aspirations en matière de protections sociales
- Les nouvelles stratégies d'insertion en emploi
- La gestion des âges et des temps sociaux et la conciliation travail-famille.

Retrouvez le descriptif complet des axes de recherche du CRISES sur :

<http://crises.uqam.ca/recherche/axes-de-recherche.html>

LES ACTIVITÉS DU CRISES

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires postdoctoraux et la formation des étudiants, le **CRISES** organise toute une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Le Centre dirige également plusieurs collections de Cahiers de recherche qui permettent de rendre compte des plus [récents travaux des membres](#).

Juan-Luis Klein
Directeur

NOTES SUR LES AUTEURS

Isabel HECK (Ph. D. en anthropologie, Université de Montréal) travaille comme chercheure en milieu communautaire à *Parole d'excluEs*. Ses recherches portent sur les enjeux liés à la participation citoyenne et aux pratiques transformatrices d'intervention pour réduire les inégalités sociales. Elle est également professeure associée à l'Université du Québec à Montréal, collabore régulièrement avec le Centre de recherche sur les innovations sociales et est membre de l'Incubateur universitaire de *Parole d'excluEs*.

Jean-François RENE est professeur à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal et membre de l'Incubateur universitaire de *Parole d'excluEs*. Docteur en sociologie et diplômé en travail social, il s'intéresse depuis plusieurs années aux questions touchant à la pauvreté et à l'exclusion des jeunes et des familles. Ses travaux récents portent sur les pratiques et les méthodologies de recherche qui facilitent la participation citoyenne.

Claude CASTONGUAY, assistante de recherche à *Parole d'excluEs*, complète actuellement une maîtrise en travail social à l'Université du Québec à Montréal. Son mémoire de recherche porte sur la prise en compte des citoyens dans les démarches d'action collective et de défense des droits sociaux.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier tout d'abord les citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord qui ont partagé avec nous leurs visions et expériences du quartier et qui ont décidé de passer à l'action pour relever collectivement les défis identifiés. Nous adressons également un grand merci à toute l'équipe de recherche et au comité de recherche, dont les membres ont contribué avec beaucoup de dévouement à toutes les étapes de l'étude. Ils ont rendu le processus de cette recherche éminemment stimulant et ont contribué à sa qualité. Nous tenons aussi à remercier les partenaires du modèle d'action pour leur facilitation de la mise en contact avec les citoyens et pour leur aide lors de l'organisation d'évènements liés à la recherche ainsi que pour leurs suggestions et commentaires. Nous remercions de même les acteurs des milieux communautaires et institutionnels de leur participation aux ateliers, à l'occasion des présentations des résultats de la recherche. Enfin, nous soulignons notre gratitude pour la contribution financière de la Fondation Lucie et André Chagnon qui a facilité la réalisation de cette étude sur les besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET CARTES	XIII
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES	XV
RÉSUMÉ / ABSTRACT	XVII
INTRODUCTION	19
PRÉSENTATION ET INTENTION DU RAPPORT	19
PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE DE <i>PAROLE D'EXCLUSÉS</i>	21
OBJECTIFS DE L'ÉTUDE	24
1. CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES, HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR NORD-EST	25
1.1 Caractéristiques sociodémographiques	25
1.2 Histoire et développement du secteur	27
2. FONDEMENTS ET FONCTIONNEMENT DE L'ÉTUDE	33
2.1 Fondements de l'étude	33
2.2 Fonctionnement de l'étude	36
3. COLLECTE DE DONNÉES, MÉTHODE D'ANALYSE ET PERTINENCE	39
3.1 Collecte de données	39
3.2 Population jointe	42
3.3 Méthode d'analyse	43
3.4 Complémentarité avec les études antérieures sur le secteur	45
4. PERCEPTIONS ET EXPÉRIENCES DES CITOYENS : CONSTATS GLOBAUX	47
4.1 Appréciation globale du quartier par les citoyens	47
4.2 Vue d'ensemble des sujets abordés	49

5. LES GRANDS DÉFIS : VIVRE ENSEMBLE (DÉFI 1)	51
5.1 Introduction	51
5.2 Relations entre les citoyens.....	51
5.3 Relations de voisinage	52
5.4 Cohabitation.....	53
5.5 Sentiment de sécurité et rapport au quartier	53
5.6 Discussion et résumé.....	55
6. LES GRANDS DÉFIS : PRÉJUGÉS ET DISCRIMINATION (DÉFI 2)	57
6.1 Introduction	57
6.2 Préjugés et discriminations en raison de l'origine ethnique	58
6.3 Préjugés et discriminations en raison du lieu de résidence.....	61
6.4 Préjugés en raison du statut professionnel.....	62
6.5 Motifs de préjugés implicites au sujet des « jeunes qui se tiennent dehors »	62
6.6 Discussion et résumé.....	64
7. LES GRANDS DÉFIS : LA SITUATION DES JEUNES (DÉFI 3)	65
7.1 Introduction	65
7.2 Le point de vue des jeunes	66
7.3 Le point de vue des parents et adultes.....	68
7.4 Discussion et résumé.....	69
8. LES GRANDS DÉFIS : CONDITIONS DE VIE ET PAUVRETÉ (DÉFI 4).....	71
8.1 Introduction	71
8.2 Pauvreté.....	71
8.3 Logement.....	72
8.4 Accès à l'alimentation.....	73
8.5 Emploi.....	74
8.6 Éducation.....	75
8.7 Ressources et services	76
8.8 Autres enjeux soulevés	77
8.9 Discussion et résumé.....	77
9. DISCUSSION : L'ARTICULATION ENTRE LES GRANDS DÉFIS	79

10. LES PISTES D’ACTION PROPOSÉES PAR LES CITOYENS	83
10.1 Pistes concernant le vivre ensemble.....	83
10.2 Pistes concernant les préjugés et la discrimination	84
10.3 Pistes concernant la situation des jeunes	85
10.4 Pistes concernant les conditions de vie et la pauvreté.....	86
11. CROISEMENTS	89
11.1 Analyse croisée des défis et types d’échange	89
11.2 Le point de vue des professionnels.....	91
11.3 Croisements avec les études antérieures sur le secteur	94
11.4. Résultats par rapport aux études sur Pelletier et Viau	96
CONCLUSION.....	99
SYNTHÈSE DES RÉSULTATS	99
CONTRIBUTIONS	101
TRANSFERT DES CONNAISSANCES ET PERSPECTIVES	103
BIBLIOGRAPHIE.....	105
ANNEXES	109

LISTE DES TABLEAUX, GRAPHIQUES ET CARTES

TABLEAUX

Tableau 1 : Acteurs du modèle d'action de mobilisation citoyenne par le logement communautaire	21
Tableau 2 : Statistiques de la zone d'étude	27
Tableau 3 : Participation par origine	43

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Démarche de <i>Parole d'excluEs</i>	23
Graphique 2 : Vue globale des sujets abordés	49
Graphique 3 : Les tensions et dynamiques du vivre ensemble	51
Graphique 4 : Facteurs de discriminations et de préjugés	58
Graphique 5 : Préjugés et discriminations en raison de l'origine ethnique	61
Graphique 6 : Propos sur les « jeunes qui se tiennent dehors »	63
Graphique 7 : L'articulation des défis	79

CARTES

Carte 1 : Localisation de Montréal-Nord dans l'agglomération de Montréal	25
Carte 2 : Densité de la population, 2011, Zone Nord-Est	26
Carte 3 : Les principaux projets de développement dans le secteur selon la RUI	30
Carte 4 : Aires de diffusion du secteur, 2011, Zone Nord-Est	110

Carte 5 : Population, 0-6 ans, 2011, Zone Nord-Est.....	111
Carte 6 : Population, 6-14 ans, 2011, Zone Nord-Est.....	112
Carte 7 : Population, 15-29 ans, 2011, Zone Nord-Est	113
Carte 8 : Population, 0-29 ans, 2011, Zone Nord-Est.....	114
Carte 9 : Population, 30-54 ans, 2011, Zone Nord-Est	115
Carte 10 : Population, 55 ans et plus, 2011, Zone Nord-Est.....	116
Carte 11 : Personnes par ménage, 2011, Zone Nord-Est.....	117
Carte 12 : Familles monoparentales, 2011, Zone Nord-Est.....	118
Carte 13 : Taux global de non-réponse, 2011, Zone Nord-Est	119
Carte 14 : Minorités visibles, 2011, Zone Nord-Est.....	120
Carte 15 : Scolarité, aucun diplôme, 2011, Zone Nord-Est.....	121
Carte 16 : Taux de chômage, 2011, Zone Nord-Est.....	122
Carte 17 : Taux d'activité, 2011, Zone Nord-Est	123
Carte 18 : Taux d'emploi, 2011, Zone Nord-Est	124
Carte 19 : Revenu moyen par ménage, 2011, Zone Nord-Est.....	125
Carte 20 : Population consacrant 30 % ou plus du revenu au logement, 2011, Zone Nord-Est	126

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET SIGLES

ARR.	Arrondissement
ATD-Quart monde	Agir tous pour la dignité – Quart monde
CRISES	Centre de recherche sur les innovations sociales
CSSS	Centre de santé et de services sociaux
DPJ	Directrice de la protection de la jeunesse
ENM	Enquête nationale auprès des ménages
Gérécomm	Gestion des ressources communautaires
HLM	Habitations à loyer modique
IUPE	Incubateur universitaire de <i>Parole d'excluEs</i>
MCC	Maison culturelle et communautaire
PE	<i>Parole d'excluEs</i>
RAP	Recherche-action participative
RUI	Revitalisation urbaine intégrée
SHAPEM	Société d'habitation populaire de l'Est de Montréal
TGN	Taux global de non-réponse
UQAM	Université du Québec de Montréal

RÉSUMÉ

L'étude sur les besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord s'inscrit dans la démarche de *Parole d'excluEs*, un organisme qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale par la participation citoyenne. Elle jumèle l'approche ethnographique à la recherche-action participative, en encourageant la prise de parole citoyenne et l'action collective. L'étude poursuit un triple objectif : cerner la perception des citoyens de leur quartier; identifier les changements auxquels ils aspirent; les mobiliser pour des changements ciblés. Au terme d'une période de six mois, nous avons échangé avec 209 citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord aux profils divers et dans une variété de contextes informels et formels. Tout au long de la collecte de données, nous avons veillé à ce que les enjeux émanent du terrain, selon les priorités et préoccupations des citoyens. Nous n'avions pas de cadre conceptuel ni de grille analytique préétablis. Une analyse thématique inductive et transversale des données nous a permis de regrouper différents enjeux identifiés et d'en dégager quatre grands défis transversaux qui constitueront la base des actions à mener par *Parole d'excluEs* et ses partenaires dans le quartier : le vivre ensemble; les préjugés et la discrimination; la situation des jeunes; et les conditions de vie et la pauvreté. Chacun de ces défis reflète des perceptions et des expériences diverses – voire, opposées – qui illustrent des dynamiques, mais aussi des tensions sociales présentes dans le secteur. L'analyse inclut également plus de 250 pistes d'action proposées par les citoyens pour agir sur les défis. Une discussion analytique qui propose différents croisements permet de dégager les contributions de cette recherche. La présente étude représente en effet non seulement une valeur ajoutée en termes de connaissance des dynamiques sociales et des besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord, mais propose également un processus et une méthode de recherche innovants, en jumelant la recherche-action participative et l'approche ethnographique.

Mots-clés : Recherche-action participative, Ethnographie, Participation citoyenne, Action collective, Savoir expérientiel, Pauvreté, Exclusion sociale, Transformation sociale, Montréal

ABSTRACT

The study on the needs and aspirations of Northeast citizens of Montreal North is enshrined in Parole d'excluEs, an organization that fights against poverty and social exclusion through citizen participation. This research combines ethnographic methods and participatory action research by encouraging citizens to speak out and take collective actions. The study has three objectives: identifying citizen's perceptions of the neighbourhood; identifying changes they would like to see and mobilize citizens for targeted changes. After a period of six months, we exchanged with 209 citizens of the North East Montreal North sector with various profiles in a variety of informal and formal settings. During data collection, we have ensured that the issues originated from the field, according to the priorities and concerns of the citizens. We had no conceptual framework nor pre-established analytical grid. Inductive and transversal thematic analysis of the data allowed us

to consolidate various issues we identified and we were able to identify four major crosscutting challenges that will form the basis of actions carried out by Parole d'excluEs and its partners in the neighbourhood: living together; prejudice and discrimination; the situation of young people; and living conditions and poverty. Each of these challenges reflects various – at times even opposite – perceptions and experiences of citizens that illustrate the dynamics, but also the social tensions present in the area. The analysis also includes more than 250 courses of action proposed by citizens to address the challenges in the neighbourhood. This study contributes not only to the knowledge of social dynamics and the needs and aspirations of the citizens of the North-East of Montreal North, but also to the development of innovative research processes and methods, combining participatory action research and ethnographic approach.

Key words: Participatory action research, Ethnography, Citizen participation, Collective action, Experiential knowledge, Poverty, Social exclusion, Social change, Montreal

INTRODUCTION

Le Nord-Est de Montréal-Nord est l'un des secteurs les plus densément peuplés de la Ville de Montréal. C'est un milieu de vie multiculturel qui compte beaucoup de jeunes et de familles tout en étant caractérisé par un taux élevé de chômage et un faible taux de diplomation. Stigmatisé, le secteur est souvent associé aux gangs de rue et à la criminalité. En 2008, il a fait les manchettes, suite aux émeutes qui ont suivi la mort de Freddy Villanueva.

C'est dans ce contexte que *Parole d'excluEs* et la SHAPEM ont développé le troisième volet de leur projet de mobilisation citoyenne par le logement communautaire. Déjà implanté dans les secteurs de l'îlot Pelletier à Montréal-Nord et de l'ancienne biscuiterie Viau dans Hochelaga-Maisonneuve, le projet s'est enrichi, entre autres, avec la création d'un poste de chercheur en milieu communautaire.

Parole d'excluEs, un organisme à but non lucratif qui lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, a ouvert un local communautaire sur la rue Lapierre et a invité les résidents du secteur à une démarche de participation citoyenne, visant à améliorer leurs conditions de vie.

L'étude que nous présentons ici fait partie intégrante de la démarche de cet organisme, qui favorise la coconstruction des connaissances et le croisement des savoirs. Nous avons mené une recherche-action inspirée de l'approche ethnographique qui vise à favoriser la prise de parole citoyenne afin d'identifier les besoins et aspirations des citoyens du secteur. Nous nous sommes intéressés à la perception et à l'expérience que les citoyens ont de leur quartier et nous avons fait ressortir ce qu'ils désirent transformer. L'étude a également une fonction mobilisatrice, étant donné qu'elle invite les citoyens à participer pour agir collectivement sur le quartier. Les citoyens sont au cœur de cette démarche qui associe aussi des intervenants et des chercheurs.

L'analyse des propos des citoyens a permis de dégager quatre grands défis pour le quartier et de nombreuses pistes d'action qu'ils proposent pour y améliorer les conditions de vie. Les résultats de l'étude serviront de base pour les actions à développer dans le secteur par *Parole d'excluEs* et ses partenaires, qui accompagnent les citoyens dans le développement de projets collectifs et transformateurs.

PRÉSENTATION ET INTENTION DU RAPPORT

Nous entamons ce rapport par une présentation de la démarche de *Parole d'excluEs* (PE) et des objectifs de la présente étude. Ce cadre global étant clarifié, nous dresserons le profil du Nord-Est de Montréal, en cernant ses caractéristiques sociodémographiques, son histoire et son développement (chapitre 1). Puis nous expliciterons les fondements et le fonctionnement de l'étude (chapitre 2) avant d'en exposer les méthodes et les modes de collecte des données

(chapitre 3). Nous dresserons ensuite un portrait d'ensemble des perceptions que les citoyens ont de leur quartier (chapitre 4). Tout le long de la présentation des résultats, nous essaierons de refléter la diversité des perceptions et expériences des citoyens. L'ampleur des sujets soulevés nous amènera à les regrouper en quatre défis dont nous exposerons, un par un les principales dimensions, dans le cadre d'une analyse transversale. Ces défis sont au cœur des dynamiques et enjeux soulevés dans nos échanges avec les citoyens. Nous les présenterons successivement, comme suit : le vivre ensemble (chapitre 5); les préjugés et discriminations (chapitre 6); la situation des jeunes (chapitre 7); les conditions de vie et la pauvreté (chapitre 8). Ensuite, nous cernerons les articulations entre les différents défis (chapitre 9). La présentation des résultats sera corroborée par les pistes d'action proposées par les citoyens (chapitre 10). Nous procéderons enfin au chapitre 11 à différents croisements de nos données : croisement des données et types d'échanges pour montrer la pertinence d'avoir fait appel à différents modes de collecte de données (11.1), croisement des propos des citoyens avec ceux des professionnels (11.2), croisement avec les résultats de recherches antérieures sur le secteur (11.3) et, finalement, le croisement avec les études antérieures de *Parole d'excluEs* (11.4). En conclusion, nous présenterons une synthèse des résultats et nous discuterons des contributions de l'étude et des perspectives à venir.

La recherche a été menée par Isabel Heck, chercheure en milieu communautaire à *Parole d'excluEs*, et Jean-François René, professeur en travail social à l'UQAM et membre de l'IUPE. Ces deux chercheurs ont conduit cette étude en collaboration avec une équipe d'assistants de recherche et de stagiaires ainsi qu'avec un comité de recherche (intervenants, chercheurs et citoyens) qui guidaient et conseillaient les chercheurs à toutes les étapes du processus. L'écriture du rapport a été dirigée et réalisée par Isabel Heck en collaboration avec Jean-François René et Claude Castonguay. Mounia Chadi s'est jointe à l'équipe pour la révision du rapport.

Puisqu'il s'agit d'une étude imbriquée dans la démarche d'une organisation et menée par deux chercheurs participant au modèle d'action de *Parole d'excluEs*, il importe de préciser la position des deux chercheurs. Ceux-ci adhèrent à la mission de *Parole d'excluEs*, qui consiste à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, en partant de la prise de parole citoyenne pour développer des actions collectives et transformatrices et en impliquant la coconstruction et le croisement des savoirs. Toutefois, l'objectif de cette recherche étant de comprendre la vision que les citoyens ont du quartier, elle exclut (sauf pour la section 11.2) les positions des intervenants, y compris de celles de *Parole d'excluEs*¹. De plus, aucune importance particulière n'a été accordée à des domaines d'intervention sur lesquels *Parole d'excluEs* travaille dans d'autres sites, par exemple l'accès à l'alimentation, l'emploi ou l'exclusion numérique. Le « nous » utilisé dans ce rapport désigne et engage uniquement les auteurs de ce rapport et non l'organisation *Parole d'excluEs* ou le CRISES.

¹ Dans ce rapport, nous distinguons les citoyens habitant le quartier des intervenants qui y travaillent en considérant que les intervenants adoptent une posture différente des citoyens lorsqu'ils s'expriment sur le quartier. Dans le cas où un intervenant habite aussi le quartier, le statut professionnel prime sur le lieu de résidence. Il n'y a donc pas de double statut, dans le souci de laisser le plus de place possible au savoir d'expérience.

Le rapport s'adresse à un large public, principalement des chercheurs, mais aussi à des intervenants sociaux et institutionnels et d'autres personnes intéressées par les dynamiques sociales en milieu urbain, par la pauvreté et l'exclusion ainsi que par les enjeux liés à la mobilisation et à la prise de parole citoyenne. Dans un souci d'accessibilité, nous avons évité l'utilisation de jargon spécialisé. En complémentarité de ce rapport, des documents plus synthétiques et vulgarisés seront produits à l'intention d'un lectorat plus large. Enfin, dans le seul but de ne pas alourdir le texte, le genre masculin est utilisé comme générique.

PRÉSENTATION DE LA DÉMARCHE DE *PAROLE D'EXCLUÉS*

Parole d'excluEs - une organisation fondée en 2006 par Patrice Rodriguez - vise à renouveler les pratiques pour contrer l'exclusion sociale et la pauvreté, en misant sur des approches collectives et transformatrices. Partant en tout temps des besoins identifiés par ceux et celles qui vivent des problèmes d'exclusion et de pauvreté, *Parole d'excluEs* favorise la collaboration entre citoyens, intervenants et chercheurs dans la mise en œuvre des actions et des projets.

Un modèle d'action innovant de mobilisation citoyenne par le logement communautaire a été développé par *Parole d'excluEs* et ses partenaires. Ce modèle est présentement opérationnel dans trois secteurs de Montréal : deux sont situés dans l'arrondissement de Montréal-Nord (îlot Pelletier et le Nord-Est) et un dans l'arrondissement de Hochelaga-Maisonneuve (Secteur de l'ancienne biscuiterie Viau). Sur les sites de l'îlot Pelletier et de l'ancienne biscuiterie Viau, le modèle a été mis en place entre 2007 et 2009, alors que dans le Nord-Est, l'intervention est plus récente. Le local communautaire y a été inauguré en début 2014.

Tableau 1 : Acteurs du modèle d'action de mobilisation citoyenne par le logement communautaire

SHAPEM Participer à la revitalisation et à la dynamisation urbaine et sociale par la réalisation de logements communautaires	COMITÉ PROMOTEUR Soutenir la mise en œuvre du modèle d'action de mobilisation citoyenne par le logement communautaire	ACCORDERIE Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à travers un système économique d'échange de services qui permet de renforcer la solidarité et d'améliorer les conditions de vie
<i>PAROLE D'EXCLUÉS</i> Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à travers la prise de parole, la mobilisation et l'accompagnement de démarches citoyennes pour développer des actions collectives et transformatrices	INCUBATEUR UNIVERSITAIRE (IUPE) Accompagner les démarches citoyennes par la réflexion et l'incubation en appliquant la coconstruction des connaissances et le croisement des savoirs expérientiels, professionnels et universitaires	REGROUPEMENT CITOYEN Développer des actions collectives pour améliorer le milieu de vie et lutter contre la pauvreté et réduire l'exclusion sociale (mission variable selon les sites)

Source : Auteurs.

À la base de ce modèle d'action se trouve une alliance fondatrice entre *Parole d'excluEs* et la SHAPEM (Société d'habitation populaire de l'est de Montréal). Ensemble, ces deux parties

identifient un secteur d'intervention marqué par des problèmes de pauvreté et nécessitant une revitalisation urbaine et sociale, dont une meilleure offre en logements subventionnés. Après l'identification du secteur, la SHAPEM y développe un nombre significatif de logements communautaires par la rénovation ou la construction.

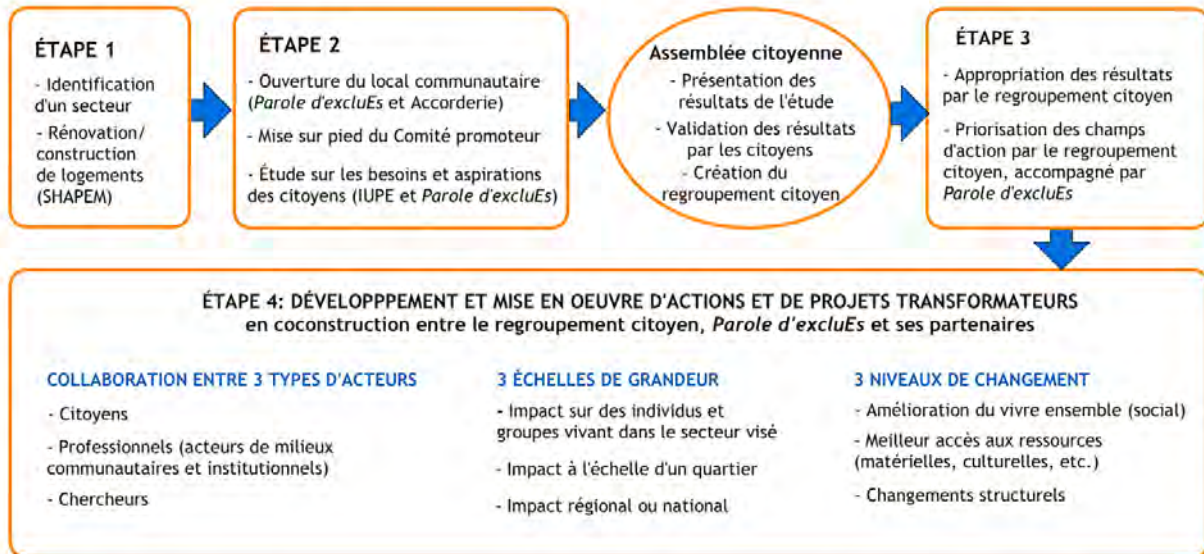
Un des logements développés est converti en local communautaire. Il sert de lieu privilégié de rencontre pour favoriser la prise de parole citoyenne et pour élaborer des actions et des projets collectifs. Les résidents des logements de la SHAPEM constituent une base importante pour la démarche de *Parole d'excluEs*, mais la démarche ne se limite pas à eux seuls, elle s'adresse à tout le voisinage. Le local communautaire est animé par *Parole d'excluEs* et l'Accorderie, un autre acteur du modèle d'action. Partageant la mission de contrer l'exclusion sociale et la pauvreté, les deux organismes travaillent en complémentarité. L'Accorderie propose un système économique basé sur la monnaie temps qui permet des échanges de services (individuels et collectifs), en vue de renforcer le lien social, la solidarité et d'améliorer les conditions de vie.

Parole d'excluEs et la SHAPEM sont également appuyés par un « Comité promoteur ». Il s'agit d'un groupe d'acteurs du milieu qui partage leurs visions et valeurs et qui les soutient dans la mise en œuvre du modèle d'action. Le modèle d'action compte aussi un acteur universitaire : l'Incubateur universitaire de *Parole d'excluEs* (IUPE). Petite unité de recherche affiliée au Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES)², l'IUPE est un lieu de réflexion et d'incubation de problèmes et questionnements soulevés par l'accompagnement des démarches citoyennes sur les sites d'intervention de *Parole d'excluEs*. Entre autres, l'IUPE effectue sur chaque nouveau site, une étude de terrain qui cerne les besoins et aspirations des citoyens, telle l'étude que nous présentons dans ce rapport. Enfin, une fois que l'étude en question est terminée, présentée à la population et validée par celle-ci lors d'une assemblée citoyenne, un regroupement citoyen est formé, afin de travailler sur des projets et actions collectifs et transformateurs. Ce regroupement – distinct de *Parole d'excluEs* – constitue le sixième acteur du modèle d'action et il est accompagné et soutenu par *Parole d'excluEs* et par les autres acteurs du modèle d'action, autant que nécessaire.

Dans un premier temps, le regroupement citoyen s'approprie les résultats de la recherche et identifie ses priorités d'action. Ensuite, des actions et projets liés à ces priorités sont développés en coconstruction entre citoyen, intervenants et chercheurs. Ceux-ci peuvent viser différents niveaux de changement : améliorer le vivre ensemble, faciliter l'accès aux ressources (matérielles, culturelles, etc.) ou viser des changements structurels, en travaillant par exemple sur des lois ou des politiques publiques. En termes d'impact, différentes échelles peuvent être visées : des retombés sur des individus et groupes vivant dans le secteur visé, sur un quartier entier ou alors un impact plus large, au niveau régional ou national.

La démarche de *Parole d'excluEs*, décrite ci-dessous, est illustrée dans le graphique suivant :

² Le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) est une organisation interuniversitaire et pluridisciplinaire qui regroupe plus de 40 chercheurs membres réguliers provenant de 10 institutions.

Graphique 1 : Démarche de *Parole d'excluEs*

Source : Auteurs.

Afin de mieux illustrer les divers niveaux et échelles de changements, citons quelques actions et projets développés sur les sites de l'îlot Pelletier et de l'ancienne biscuiterie Viau : À l'îlot Pelletier, un espace de stationnement de 3 570 m² a été converti en « Voisinerie », un espace vert convivial facilitant les rencontres et les échanges entre les familles du secteur, qui abrite entre autres un jardin communautaire. La Voisinerie a non seulement transformé l'image visuelle du secteur, mais a aussi contribué à un meilleur vivre ensemble et à améliorer l'accès aux ressources par le jardin communautaire. Également à l'îlot Pelletier, un réseau d'entraide de personnes qui veulent intégrer le marché du travail (REVE – Réseau d'entraide vers l'emploi) a été mis sur pied, auquel des personnes en dehors du secteur ont participé. À Hochelaga-Maisonneuve, *Parole d'excluEs* et ses partenaires ont développé un projet sur l'exclusion numérique, qui vise les inégalités d'accès à l'informatique. Ce projet a amené, entre autres, à l'organisation de plusieurs assemblées publiques à l'échelle du quartier et à la mobilisation autour d'une pétition qui sera présentée à l'Assemblée nationale. Enfin, le projet le plus ambitieux qui jusque-là a émergé de la démarche concerne l'accès à l'alimentation. Suite au constat d'un problème d'accès à l'alimentation souligné par l'étude sur les besoins et aspirations de l'îlot Pelletier, une première réponse apportée fut la création d'un groupe d'achat par l'Accorderie. Pour aller plus loin, *Parole d'excluEs* et plus d'une douzaine de partenaires ont créé une coopérative de distribution alimentaire (en démarrage) et développent aujourd'hui un système alimentaire alternatif, qui vise un impact régional ainsi que des changements structurels³. Ces projets, tous développés à partir des besoins identifiés par les citoyens, mettent en lumière diverses formes d'action dans le cadre de la démarche de *Parole d'excluEs*.

³ Pour de plus amples renseignements sur ces projets, voir le site de *Parole d'excluEs* : <http://parole-dexcludes.ca>.

OBJECTIFS DE L'ÉTUDE⁴

Pour l'organisation *Parole d'excluEs*, l'étude sur les besoins et aspirations des citoyens d'un secteur détermine les grands domaines dans lesquels s'inscrivent les actions et projets à y développer. On part du principe que c'est aux citoyens qui vivent le quartier d'identifier l'objet des actions à mener, dans l'esprit de valoriser le savoir expérientiel des personnes en situation d'exclusion sociale et de pauvreté, et afin d'apporter des réponses conformes à leur situation. Ainsi, le modèle de *Parole d'excluEs* commence par une étude de terrain.

Cette étude, qui se veut une recherche-action encourageant la prise de parole et l'action citoyennes, a un triple objectif : 1) cerner la perception que les citoyens ont de leur quartier; 2) identifier les changements auxquels ils aspirent; 3) mobiliser et solliciter leur participation aux changements désirés. Ainsi, à travers les échanges, les citoyens sont sensibilisés à la démarche et à l'intérêt de l'action collective et sont invités à y participer activement.

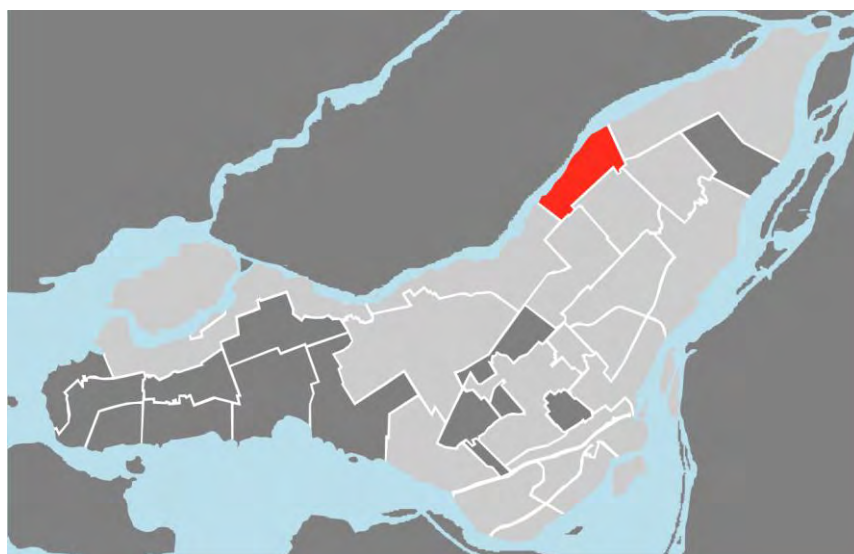
⁴ Au sujet de la pertinence scientifique de l'étude, voir la section 3.4.

1. CARACTÉRISTIQUES SOCIODÉMOGRAPHIQUES, HISTOIRE ET DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR NORD-EST

1.1 Caractéristiques sociodémographiques

Le secteur d'étude et d'intervention se trouve dans l'arrondissement de Montréal-Nord (en rouge, sur la carte ci-dessous) de la Ville de Montréal⁵.

Carte 1 : Localisation de Montréal-Nord dans l'agglomération de Montréal



Source : http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/f/f6/Carte_localisation_Montréal_-_Montréal-Nord.svg/1280px-Carte_localisation_Montréal_-_Montréal-Nord.svg.png.

Il correspond à la zone d'étude et d'intervention, telle que définie par le comité de recherche (voir section 2.2.), soit au quadrilatère situé à l'intérieur des rues Rolland (ouest), Allard (est), Maurice-Duplessis (sud) et Léger (nord)⁶. Selon les statistiques de 2011, la zone comprend 8 670 habitants sur une superficie de 40,3 hectares.

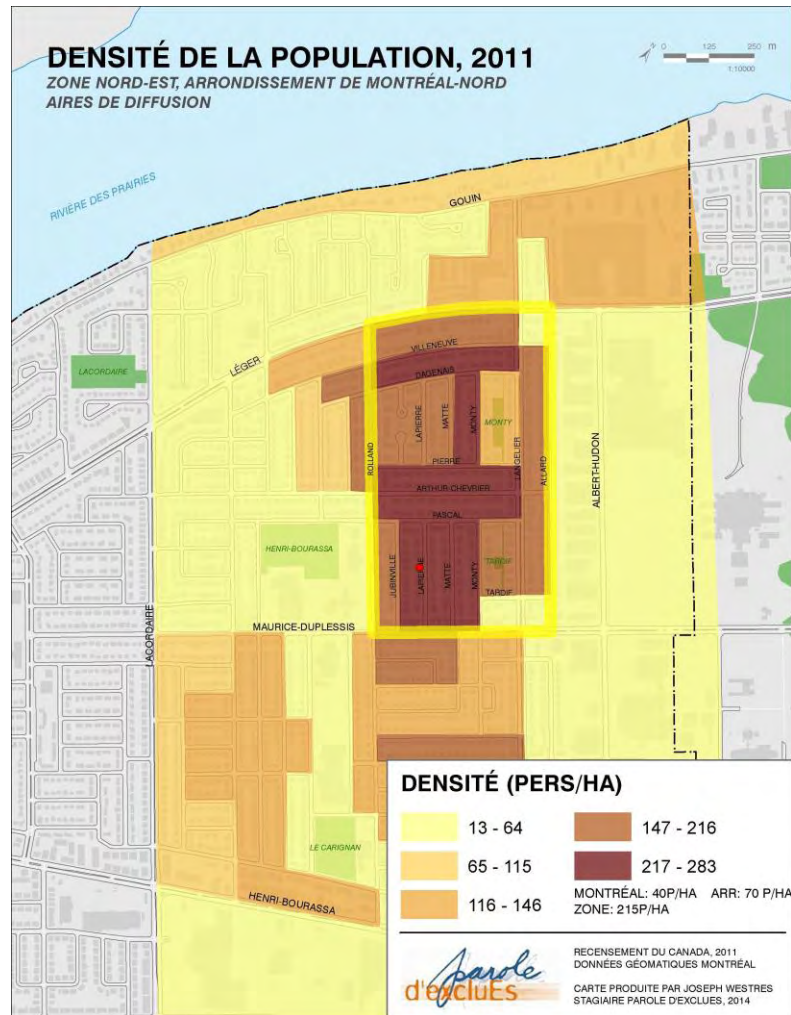
Les limites de la zone ont été choisies en raison des caractéristiques sociodémographiques communes et des dynamiques sociales cernées par les membres du comité de recherche. La zone est caractérisée par une forte densité et un cadre bâti dominant, soit des immeubles multiplex de

⁵ Cet arrondissement est délimité par les arrondissements Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles à l'est, St-Léonard et Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension au sud, Ahuntsic-Cartierville à l'ouest ainsi que par la Rivière des Prairies au nord.

⁶ La zone d'étude n'est pas à confondre avec le voisinage « Nord-Est » du territoire du CSSS d'Ahuntsic et de Montréal-Nord, qui s'étend jusqu'aux limites de l'arrondissement à l'est et jusqu'au boulevard Gouin au nord (CSSS AM-N, 2006). Pour voir les aires de diffusions de la zone d'étude, voir la carte 4 en Annexe 1.

moins de 5 étages. Dans la carte ci-dessous, la zone est encadrée en jaune. Le point rouge représente le local communautaire de *Parole d'excluEs*, situé sur la rue Lapierre.

Carte 2 : Densité de la population, 2011, Zone Nord-Est



Source : *Parole d'excluEs*.

Selon les données de Statistique Canada (2011), le secteur ciblé par la présente étude est jeune, dense et mixte⁷. En comparaison avec la moyenne de la Ville de Montréal, il a une densité cinq fois plus élevée. Aussi, 28 % de l'ensemble de la population a moins de 18 ans, soit 10 % de plus que pour la Ville de Montréal. Tout comme le reste de l'arrondissement de Montréal-Nord, la zone délimitée a une plus forte proportion de minorités visibles que pour l'ensemble de l'île, soit 42 % comparativement à 29 %.

⁷ Pour une note sur le recensement de 2011 ainsi que pour d'autres cartes géoréférencées illustrant les statistiques du secteur Nord-Est, voir Annexe.

La zone est aussi marquée par la pauvreté. Le revenu moyen par personne se situe 22 777 \$, soit près 13 000 \$ en deçà de la moyenne montréalaise. 15 % de la population active est au chômage et plus d'une personne sur trois n'ont pas de diplôme d'études secondaires, ce qui constitue presque le double du pourcentage des personnes non diplômées sur l'ensemble de la Ville de Montréal. Enfin, près d'une famille sur deux dans la zone est monoparentale (44 %), représentant, encore une fois, le double de la moyenne montréalaise.

Tableau 2 : Statistiques de la zone d'étude

	Zone	Montréal-Nord	Ville de Montréal
Densité	215p./ha	70p./ha	40,2p./ha
Population de moins de 18 ans	28 %	22 %	18 %
Personnes 18-29 ans	18 %	15 %	18 %
Personnes 30-54 ans	36 %	34 %	36 %
Personnes de 55 ans et plus	19 %	29 %	27 %
Minorités visibles	42 %	41 %	29 %
Familles monoparentales	44 %	28 %	21 %
Personnes sans diplôme	37 %	32 %	19 %
Personnes au chômage	15 %	12 %	9 %
Revenu moyen par personne	22 777 \$	25 858 \$	35 693 \$
Population consacrant plus de 30 % du revenu au logement	48 %	36 %	40 %

Source : Statistique Canada, recensement de 2011.

Nous nous sommes questionnés sur le terme par lequel les résidents de la zone désignent le secteur de cette étude. En février 2015, lors d'une rencontre du regroupement citoyen, les personnes présentes ont affirmé qu'elles disaient « Montréal-Nord » pour qualifier le secteur et leur milieu de vie. Bien que les citoyens attribuent plutôt l'appellation « Montréal-Nord » que le « Nord-Est » à leur quartier, leurs points de référence sont en grande partie circonscrits dans le Nord-Est de l'arrondissement, voire dans la zone d'étude. Le terme « Nord-Est » semble peu connu des citoyens. Dans le but d'éviter toute ambiguïté, nous utiliserons, dans ce qui suit, les termes « quartier », « zone », « secteur » et « Nord-Est » de façon interchangeable pour nommer le secteur de notre étude.

1.2 Histoire et développement du secteur

Afin de mieux comprendre les dynamiques et enjeux d'aujourd'hui, il est pertinent d'examiner comment Montréal-Nord, et en particulier le secteur Nord-Est, s'est transformé à travers les années.

En 1915, la paroisse Sault-au-Récollet devient la Ville de Montréal-Nord (Béliveau, 2013). En raison de son endettement élevé, la nouvelle Ville est rapidement mise sous tutelle et le restera pendant 37 ans, jusqu'en 1958 (Béliveau, 2013). Cette longue période de mise en tutelle

influencera, les décennies suivantes, le discours de la mairie sur la gestion de la Ville. Malgré cette tutelle, la période d'après-guerre y souffle un vent de prospérité et le développement s'y intensifie. En 15 ans, la population passe de 8 000 habitants en 1946, à 48 433 en 1961 (Béliveau, 2013).

C'est en 1950 que la Ville commence à accueillir des immigrants. La première communauté à s'établir à Montréal-Nord est la communauté italienne. Elle représente 4 % de la population nord-montréalaise en 1961, avant de bondir à 12,2 %, 10 ans plus tard (Béliveau, 2013). Comme le souligne Béliveau, « souvent engagés dans la promotion des sports et des loisirs ainsi que de la vie communautaire en général, plusieurs Nord-Montréalais d'origine italienne travaillent dans les services, les commerces ou les industries. Plusieurs démarrent leur propre entreprise à Montréal-Nord » (*ibid.* : 82).

C'est à partir de 1960 que la présence des ressortissants d'Haïti est de plus en plus importante dans la Ville. Selon Lagacé (2013), Montréal-Nord a connu trois vagues d'immigration en provenance de Haïti. En 1981, les Haïtiens représentent un peu plus de 5 % de la population et cette proportion a continué d'augmenter les années suivantes. Les Haïtiens de Montréal-Nord s'y distinguent par leur implication dans la communauté. Ils y sont à l'origine de plusieurs initiatives, telles que la mise sur pied de différents organismes communautaires.

C'est entre 1950 et 1970 que la majorité des logements situés dans la zone d'étude ont été construits, lors d'une vague de constructions accélérées de logements peu coûteux (Reyes, 2010). En plus du manque de standards de construction, ces immeubles n'ont reçu que très peu d'entretien et ont rarement été rénovés (Frenette, 1992, dans Séraphin, 2009). La prolifération de la construction de logements illustre ce que Béliveau (2013 : 80) appelle « un véritable tsunami démographique ». En 1972, les premières habitations à loyer modique (HLM), Place Normandie, ouvrent leurs portes dans le secteur Nord-Est de Montréal-Nord. Pendant les années 1980, les tensions entre différentes communautés culturelles montent. Plusieurs initiatives – communautaires et municipales – naissent dans les années 1980, pour répondre aux problèmes sociaux du quartier.

En 2001, le maire Ryan se retire de la politique municipale. Après 38 ans à la mairie de la Ville, son bilan semble plutôt controversé (Béliveau, 2013). D'un côté, il a maintenu un des plus bas taux d'endettement municipal de la province. De l'autre, selon plusieurs acteurs de la communauté, cet ancien maire ne s'est pas adapté aux changements de la métropole, ni aux besoins de la population (Gagnon, 2009). L'équipe Ryan aurait ignoré les problèmes sociaux et la pauvreté, pourtant très présents au sein de la population (*ibid.*).

En 2002, Montréal-Nord devient un arrondissement de la Ville de Montréal. De plus, la diversité culturelle continue de s'accroître en accueillant de nouvelles communautés immigrantes (*ibid.*), dont des ressortissants d'Amérique latine et du Maghreb. Lors du Sommet de Montréal en 2002, la Ville de Montréal décide d'intervenir dans certaines zones de concentration de pauvreté (Séraphin, 2009). Elle met en place un projet de revitalisation urbaine intégrée (RUI), pour agir

tant sur le cadre physique et bâti que sur les facteurs socioéconomiques dans l'objectif d'améliorer, de façon durable, les conditions de vie des personnes. Un des projets pilotes s'implante donc dans le Nord-Est de Montréal-Nord (*ibid*).

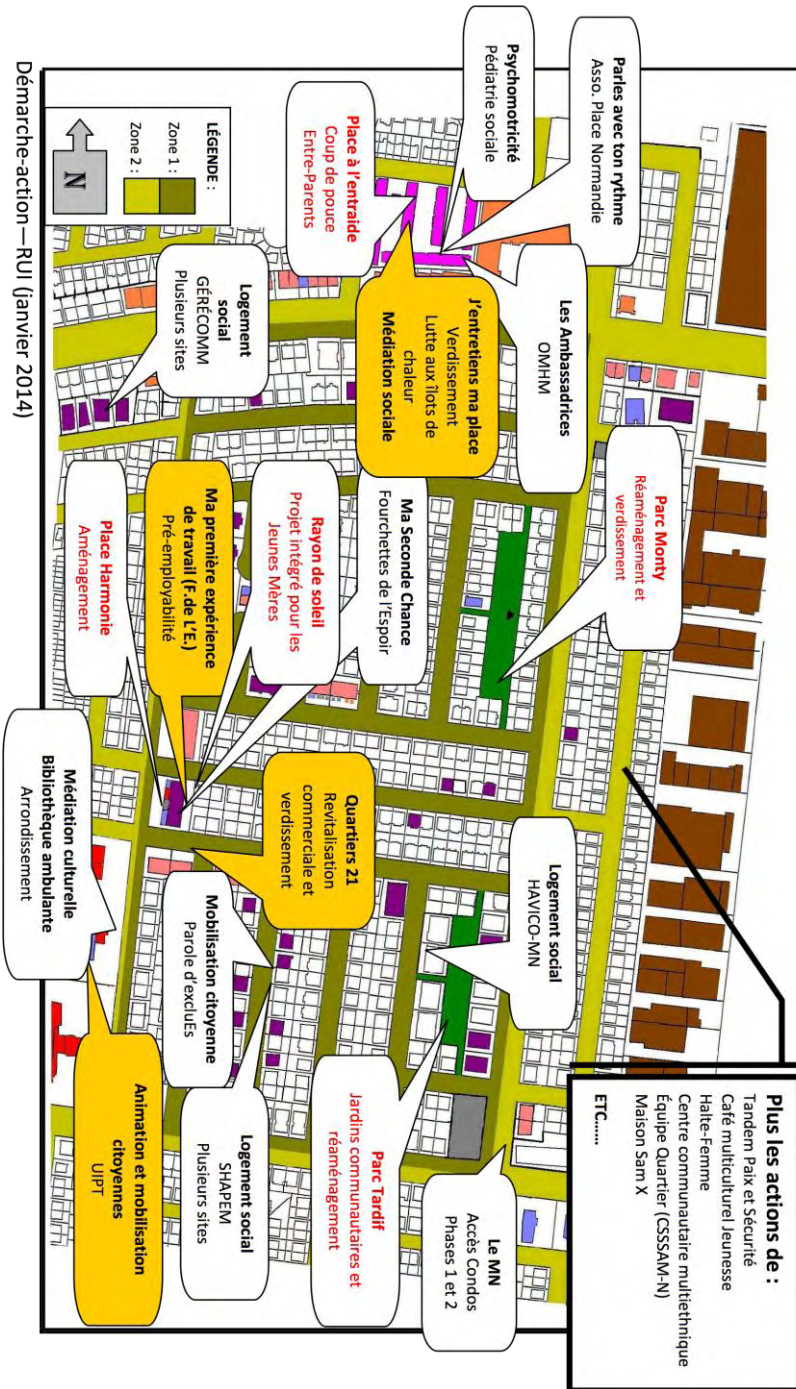
Au courant des années 2000, divers autres programmes, organismes et centres sont mis sur pied à Montréal-Nord. Ils interviennent entre autres sur l'économie et la réinsertion sociale, sur la défense collective des droits et la santé. Des groupes de concertation liés à des secteurs d'intervention spécifiques se forment. En 2006, la Maison culturelle et communautaire (MCC) ouvre ses portes et abrite la première bibliothèque municipale dans le Nord-Est, ainsi que l'organisme communautaire *Un Itinéraire pour tous* (*ibid*).

En 2008, un évènement tragique secoue tout Montréal-Nord: la mort de Freddy Villanueva, qui a perdu la vie sous les balles d'un policier. Ce triste évènement, suivi des émeutes dans le Nord-Est, pousse les instances municipales à rallier divers acteurs, des organismes communautaires jusqu'aux ministères. Il en ressort une démarche baptisée « L'urgence d'agir ensemble » qui regroupe divers chantiers, dont le logement, la jeunesse, l'emploi et l'économie (Convercité 2009).

En 2010, la SHAPEM acquiert les premiers immeubles dans le secteur. Cinq ans plus tard, le nombre de logements rénovés par la SHAPEM s'élève à 120. *Parole d'excluEs* et l'Accorderie y ouvrent leurs portes en début 2014. Le secteur compte alors plus d'une douzaine d'organismes et programmes qui interviennent et offrent des services et activités dans une panoplie de domaines, dont l'alimentation, les femmes, les jeunes, le logement, la sécurité, la santé, l'emploi, l'éducation des jeunes et des adultes, les sports et loisirs.

La carte qui suit, tirée d'une publication de la RUI (Montréal-Nord, 2014), donne un aperçu des projets réalisés dans le secteur Nord-Est depuis 2009.

Carte 3 : Les principaux projets de développement dans le secteur selon la RUI⁸



Source : Montréal-Nord, 2014 : 7.

⁸ Légende : Dans les bulles jaunes se trouvent les projets liés au plan d'action triennal 2010-2013 de la RUI. Les bulles blanches à écriture rouge correspondent aux projets où la RUI a été impliquée comme intervenante ou interlocutrice. Les autres bulles sont les projets qui ne sont pas en lien avec la RUI, comme le projet de *Parole d'exclus*.

Spécificité de la démarche de *Parole d'excluEs*

La démarche de *Parole d'excluEs* s'inscrit en complémentarité des autres actions et interventions du secteur. Tel qu'exposé en introduction, *Parole d'excluEs* a développé un modèle d'action axé sur la mobilisation citoyenne et l'action collective transformatrice, en vue d'agir sur la pauvreté et l'exclusion sociale. La mise sur pied des projets – dont les priorités sont choisies par les citoyens – est réalisée en coconstruction par l'engagement de trois groupes d'acteurs, soit les citoyens (regroupement citoyen), les intervenants (PE et ses partenaires) et les chercheurs (Incubateur universitaire).

2. FONDEMENTS ET FONCTIONNEMENT DE L'ÉTUDE

2.1 Fondements de l'étude

Diverses approches et méthodes ont balisé cette étude. Ces approches confèrent toutes, à leur manière, une place aux premiers concernés à l'intérieur même de la démarche de recherche. Elles sont au nombre de trois : la recherche partenariale, la recherche action participative et l'approche ethnographique.

Recherche partenariale

Notre étude s'inscrit premièrement dans le courant de la recherche partenariale (*Community based research*), qui occupe une place importante au Québec ainsi qu'ailleurs dans le monde (Bussièrès et Fontan, 2011; Bussièrès, 2014). La recherche partenariale reconnaît l'apport des divers acteurs concernés par une étude (organismes, intervenants, citoyens, etc.), ainsi que leurs différences, sans chercher à les niveler (Tremblay, 2014 : 29). Elle facilite un « rapprochement des savoirs » (Dumais, 2011), se distinguant du modèle conventionnel de production de la connaissance, plus restreint au savoir universitaire.

Dans des écrits récents portant sur *Parole d'ExcluEs*, il est également question de recherche-intervention, qui trouve entre autres ses fondements aussi loin qu'à la fin du 19^e siècle. On pense aux *University Settlement*, qui faisaient la promotion de l'engagement des universitaires dans les milieux de vie, en proposant un modèle de production des connaissances visant à « rapprocher le monde savant du monde populaire » (Fontan et René, 2014 : 101). Ici, les affinités sont évidentes avec le pragmatisme en sciences sociales, et plus particulièrement avec les travaux de John Dewey. Ce dernier perçoit l'enquête sociale et la coproduction des connaissances comme un moyen de réduire la fracture sociale entre les classes riches et pauvres et d'atteindre ainsi un idéal démocratique. En ce sens, une étude des besoins et aspirations des citoyens, comme moyen pour documenter de la manière la plus juste possible ce que les gens vivent et ce à quoi ils aspirent pour leur quartier, se révèle une étape essentielle à la mobilisation citoyenne (*ibid.* : 91).

On trouve également des affinités affirmées avec le modèle brésilien de l'incubateur technologique de coopérative, implanté durant la décennie 1980, et dont les pratiques portent sur le développement d'entreprises coopératives et d'économie solidaire. Pour Dubeux, l'incubateur permet la rencontre entre le savoir universitaire et le savoir populaire, en formant et en accompagnant des groupes populaires qui désirent créer des entreprises d'économie solidaire (Dubeux, 2004 : 150). Les promoteurs de *Parole d'excluEs* se sont inspirés de ce modèle en créant l'Incubateur universitaire de *Parole d'excluEs* (IUPE). Ils l'ont adapté à la réalité québécoise et à l'approche du mouvement. L'IUPE « a pour mission de croiser des savoirs et des pouvoirs d'action afin d'accompagner, par la recherche-intervention, les démarches de mobilisation

citoyenne appuyées par le modèle d'action développé par *Parole d'excluEs* » (Fontan, Longtin et René, 2013 : 128).

Inspirée du mouvement ATD Quart Monde⁹, l'approche du croisement des savoirs est inscrite dans les fondements de la pratique de *Parole d'excluEs*. Pour ATD Quart Monde, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion des plus démunis passe par l'expression des savoirs d'expérience des personnes en situation de pauvreté. Elle doit engendrer un partage, voire un croisement de leurs savoirs d'expérience avec d'autres savoirs, ceux des praticiens, politiciens, universitaires, qui s'intéressent et interviennent au sujet de la pauvreté (Brun, 2002 : 57). Le croisement des savoirs est un processus de coconstruction de la connaissance qui amène les personnes qui y participent à « s'exposer au savoir et à l'expérience de l'autre [...]. L'enjeu n'est pas seulement une meilleure compréhension réciproque, mais également la mise en œuvre d'une démarche permanente de démocratie participative au sein de laquelle les personnes en situation de pauvreté seraient acteurs à part entière » (ATD Quart Monde, 2006 : 4).

Recherche-action participative

Notre étude s'inscrit dans le courant de la recherche-action participative (RAP) (Longtin, 2010), le second fondement de notre projet. C'est l'une des multiples formes actuelles de recherche qui veut favoriser une plus grande collaboration entre les équipes de chercheurs, et les personnes ou communautés qui font l'objet d'une étude (René, Champagne et Mongeau, 2013). À la différence de la recherche-action qui s'est développée suite aux travaux de Kurt Lewin dans les pays du Nord, et qui cherche à générer des changements de diverses natures impliquant les acteurs concernés (Anadon et Savoie-Zajc, 2007 : 14 et suiv.), la RAP, tout particulièrement celle d'origine latino-américaine, a des visées plus politiques, générant des changements sociaux plus structurels (*ibid* :19 et suiv.). Elle s'inscrit en continuité du courant de la conscientisation (Freire, 1974)) et des travaux du sociologue Fals Borda (Anadon et Savoie-Zajc, 2007 : 19 et suiv.).

La RAP est donc solidement ancrée dans des visées de changement social, et d'émancipation des premiers concernés. Dans cette approche, les chercheurs travaillent avec des populations appauvries, exclues et marginalisées, afin de leur donner des outils pour transformer leurs situations. Ce modèle considère donc que toute étude qui porte sur des populations exclues et marginalisées, doit être attentive aux rapports de domination qui engendrent la pauvreté et l'exclusion. Dans cet esprit, réaliser une recherche en y faisant participer les populations concernées, facilite l'accès à des savoirs et à des solutions inatteignables autrement, et dont on ne peut se passer si l'on veut transformer les dits rapports (Anadon et Savoie-Zajc, 2007 : 27).

⁹ Le Mouvement ATD Quart Monde est une organisation non gouvernementale fondée en 1957, dont la mission est la lutte contre la pauvreté et ses effets, entre autres dans les pays industrialisés. ATD Quart Monde développe depuis des décennies des projets concrets avec des personnes qui vivent en situation de pauvreté. Il travaille aussi à sensibiliser les citoyens sur ces questions, à obtenir des changements politiques, et promeut le dialogue et la coopération entre les différents acteurs sociaux. Le Mouvement, présent au Québec depuis plusieurs décennies, a des équipes dans 30 pays et peut compter sur un réseau d'alliés et d'amis dans une centaine de pays.

Cette forme de RAP vise également à établir un lien différent entre la recherche et l'action, distinct de ce que l'on retrouve dans la recherche plus conventionnelle. Dans un processus de recherche-action participative, la participation des premiers concernés étant attendue, cela a pour effet de transformer les rôles et les fonctions de chacun. Une des prémisses fondamentales de la RAP sous-tend que ce n'est pas uniquement dans l'objet de recherche que réside la possibilité de changement social, mais aussi dans la façon de chercher et de résoudre ensemble les problèmes vécus par des individus et des communautés.

En travaillant ainsi, la RAP peut générer des bénéfices importants pour les premiers concernés : la reconnaissance de leur capacité et de leur contribution à la connaissance; un partage plus équitable des savoirs entre les chercheurs et les premiers concernés; le développement d'habiletés réflexives et d'outils pour l'action; le sentiment d'*empowerment* (Longtin, 2010 : 26). C'est avec ces visées que fut mis sur pied un comité de recherche servant de dispositif de partage et de croisement des savoirs sur l'étude que nous présentons ici. Nous reviendrons sur son rôle et son travail dans la section qui suit, portant sur le fonctionnement de la recherche 2.2).

Terminons sur la RAP en soulignant que réaliser un tel type de recherche soulève de nombreux défis : 1) être en mesure de générer la participation des personnes et des collectivités concernées; 2) prendre en compte les rapports de pouvoir en lien avec les rôles de chacun, et en atténuer la portée; 3) appliquer une très grande rigueur à la démarche de recherche afin de renforcer la validité des résultats, etc. Ces enjeux soulèvent ainsi de multiples questions et interrogent aussi bien le processus même d'une telle étude que ses retombées. Nous y reviendrons en conclusion.

L'approche ethnographique

Enfin, l'inspiration ethnographique constitue le troisième fondement de la démarche. L'approche ethnographique s'est avérée la méthode privilégiée pour atteindre les objectifs de notre étude. Cette méthode – au cœur de la pratique de tout anthropologue de « terrain », mais qui est désormais utilisée dans bon nombre de sciences sociales – implique un investissement important de chercheurs dans les milieux qu'ils étudient, en y passant de longues périodes pour tenter de comprendre une société ou un phénomène de « l'intérieur » (Olivier de Sardan, 1995). La connaissance s'acquiert au quotidien par l'insertion dans un milieu donné, à travers « l'observation participante » (Malinowski, 1922) et l'interaction avec les acteurs concernés dans différents contextes, formel et informel.

Une période prolongée sur le « terrain » est non seulement bénéfique pour acquérir une certaine profondeur dans la connaissance d'un phénomène social, mais aussi pour établir des liens de confiance avec les interlocuteurs sur le terrain, qui peut contribuer à une meilleure qualité de données. De plus, la variété des contextes de collecte des données que permet l'approche ethnographique est intéressante pour maximiser la compréhension d'un phénomène donné, car les personnes adaptent leur discours selon le contexte d'énonciation et peuvent s'exprimer différemment sur un sujet, selon le lieu, les personnes présentes, etc. (Hymes, 1974; Heck, 2008).

Par ailleurs, en particulier dans la tradition nord-américaine d'anthropologie, il est d'une importance cruciale d'approcher les différents univers socioculturels avec des catégories et notions « locales » ou « émiques » et d'essayer de comprendre le sens que les acteurs concernés donnent aux phénomènes étudiés (Boas, 1935; Pike, 1954; Geertz, 1983).

L'approche ethnographique valorisant le savoir local peut ainsi être vue comme un précurseur aux courants actuels qui accordent une place particulière au savoir d'expérience et qui favorisent le croisement des savoirs. Elle nous semble particulièrement adaptée pour atteindre les objectifs de cette étude, et ce, par :

- La place qu'elle accorde au savoir citoyen;
- Le lien qu'elle permet de créer avec les citoyens. Ce lien améliore non seulement la qualité des échanges, mais favorise aussi l'implication des citoyens dans la démarche;
- La variété des contextes d'échanges avec les citoyens. Cette variété permet d'une part d'approfondir les données et d'autre part d'inclure une plus grande diversité de personnes, en particulier celles difficiles à joindre et qui ne s'appêtent pas à des échanges plus formels, tels que les entrevues.

2.2 Fonctionnement de l'étude

La recherche a été coordonnée par la chercheuse en milieu communautaire (Isabel Heck), un poste créé par *Parole d'excluEs*, afin qu'il y ait une présence constante de la dimension recherche sur le terrain, au cœur de la mobilisation. La chercheuse a été appuyée dans son travail par un chercheur de l'Incubateur universitaire de *Parole d'excluEs* (Jean-François René).

L'équipe de recherche était composée d'étudiants de 2^e et 3^e cycle, tous travaillant à temps partiel, de la chercheuse en milieu communautaire et du chercheur de l'IUPE. Au total, sept assistants et deux stagiaires ont participé à l'étude¹⁰. Dans une telle recherche, au-delà des qualifications scientifiques, la facilité à établir des liens avec les citoyens et à animer des rencontres revêt une grande importance. Nous relevons dans ce cadre l'accès privilégié de certains membres de l'équipe à des communautés spécifiques (haïtienne, maghrébine, latino-américaine).

Un comité de recherche a été mis sur pied en hiver 2014, afin d'accompagner le travail de la coordination et de l'équipe de recherche. Des représentants des principaux acteurs du modèle d'action de *Parole d'excluEs* en ont fait partie. Concrètement, le comité était composé des deux chercheurs à la coordination, d'un intervenant de *Parole d'excluEs*, du coordonnateur général de *Parole d'excluEs*, d'un intervenant de l'Accorderie, d'un employé de la SHAPEM, d'un organisateur

¹⁰ Claude Castonguay, Véronique Lapalme, Nomez Najac, Alexandre Claude, Elsa Lavigne, Joseph Westres, Idir Guermah et Sandra Najac. L'ensemble de l'équipe de recherche a contribué à la collecte des données. Ont été en charge de l'analyse thématique et de la codification, Claude Castonguay, Véronique Lapalme, Alexandre Claude et Isabel Heck. Mounia Chadi s'est jointe à l'équipe pour la révision du rapport de recherche.

communautaire du CSSS d'Ahunatic-Montréal-Nord, du directeur de Café jeunesse multiculturel et de la conseillère en développement communautaire du Service de police de la Ville de Montréal (PDQ 39). Deux citoyens se sont joints au comité au printemps 2014 et quelques assistants de recherche, à tour de rôle, participaient aux rencontres. Le comité s'est réuni onze fois de décembre 2013 à novembre 2014, avant l'assemblée citoyenne, et à trois nouvelles reprises pour travailler sur le rapport et le volet de la diffusion des résultats de la recherche.

Nous nous sommes inspirés ici d'une démarche d'évaluation participative réalisée avec ATD Quart Monde de Montréal (René *et al.*, 2013), pour délimiter le travail du comité. Le comité de recherche a été impliqué dans les différentes phases de l'étude :

- Préparation du terrain (commenter le guide d'entretien, définir la nature et les lieux des échanges, identifier la population à joindre, délimiter le secteur à l'étude, etc.);
- Participation à la lecture et à l'analyse de verbatim;
- Participation à la conceptualisation des défis;
- Préparation du contenu et de la forme de l'assemblée citoyenne;
- Lectures et discussions de versions préliminaires du rapport final.

À chaque rencontre, différents points de vue ont été amenés, représentant à la fois l'expérience et la posture de chacun, en tant qu'acteur sur ce territoire. C'est dans la connaissance intime que chacun en avait, et dans la possibilité de partager, discuter, voire délibérer, que nous avons pu faire émerger, partager et croiser des savoirs. De notre point de vue, les données issues d'une recherche sont ancrées dans un contexte et liées à des connaissances et à des valeurs, ce qui engendre des perceptions et des jugements (potentiellement divergents) de la part des acteurs. L'une des tâches principales du comité a été de mieux situer le poids et la portée des données recueillies, de façon à nous permettre de faire les choix les plus pertinents aux différentes phases de la recherche.

Un tel travail collectif a ses exigences. Il est difficile d'arriver à une participation réelle et efficace des acteurs au sein d'un dispositif trop limité et serré dans le temps. Pour que la participation soit effective, il est impérieux que s'installe un climat de confiance entre les partenaires, et cela ne peut se faire dans un cadre trop restrictif. De plus, la manière de s'exprimer et la capacité de le faire avec plus ou moins d'aisance varie d'un acteur à l'autre. Il faut donc être attentif aux différentes formes d'expressions, y compris à la dimension émotionnelle des échanges (Bergold et Thomas, 2012 : 7). De fait, de nombreuses séances de notre comité de recherche ont généré des moments d'une grande intensité émotionnelle, liée à la nature des travaux réalisés et à l'impact que cela avait sur chacun.

3. COLLECTE DE DONNÉES, MÉTHODE D'ANALYSE ET PERTINENCE

3.1 Collecte de données

La collecte des données s'est échelonnée sur six mois, de février à août 2014. Un certificat d'éthique pour cette recherche a été obtenu auprès de l'Université du Québec à Montréal, en l'hiver 2014.

Divers modes de collecte des données ont été menés en parallèle. Tous les membres de l'équipe de recherche passaient un temps de familiarisation avec le quartier et ses résidents ainsi qu'avec la démarche de *Parole d'excluEs*, avant de procéder à des échanges plus proactifs avec les résidents.

L'étape de **familiarisation** avec le terrain a concerné divers niveaux :

- Familiarisation avec les lieux de socialisation du quartier, à travers l'observation participante (rues, commerces des bandes commerciales sur les rues Pascal et Pierre, parcs, Maison culturelle et communautaire, participation à certaines activités du quartier);
- Échanges avec les locataires de la SHAPEM, facilités par l'intermédiaire du concierge des immeubles de la SHAPEM;
- Échanges avec les citoyens lors des fêtes organisées par *Parole d'excluEs* et l'Accorderie sur Lapierre;
- Rencontres avec des intervenants œuvrant dans le quartier (16 intervenants de divers organismes et institutions);
- Appropriation de sources écrites sur le quartier, telles que des publications sur l'histoire du secteur, des statistiques, des recherches antérieures ainsi que de la documentation d'organismes et d'institutions du quartier.

Tout au long de la collecte des données, nous avons porté une attention particulière à ce que les thèmes et enjeux émanent du terrain. Dans les situations où nous avons proposé un thème spécifique (dans les entrevues ou cafés citoyens), les participants étaient invités à se prononcer sur le thème, sans que nous leur suggérions qu'il s'agissait d'un problème. Par exemple : « Comment vous décririez les relations entre les gens du quartier de façon générale ? » ou « Comment vivez-vous le contact avec différentes cultures dans le quartier ? ». En aucun cas, les membres de l'équipe de recherche n'ont privilégié un enjeu particulier, lors de ces échanges avec les citoyens.

Au terme de cette collecte des données, nous avons recueilli plus de 2 400 propos de citoyens à travers différents moyens¹¹. Le seul matériau sur lequel se base l'analyse de la présente étude consiste en les propos des citoyens. Bien que nous ayons eu recours à l'observation participante comme outil pour échanger informellement avec les gens, tisser des liens, mieux comprendre les dynamiques et les propos, nous n'utilisons pas dans cette étude les constats de nos observations. Cependant, celles-ci nous ont permis une immersion et une meilleure compréhension de notre terrain, ce qui a contribué à une interprétation plus ancrée des données.

Entrevues individuelles

Nous avons rencontré 14 citoyens du quartier en entrevues individuelles semi-dirigées. Les entrevues ont été conçues sous trois angles : 1) portrait général du participant et du quartier; 2) perception et expérience du participant par rapport à des thèmes précis : logement, entourage et relations sociales, rapports interethniques, mobilité, éducation, emploi, ressources et services, accès à l'information, accès à l'alimentation; 3) priorités, pistes d'action et implication.

Cafés-citoyens

Des cafés-citoyens, au nombre de 17, ont été organisés pendant la collecte des données rejoignant 42 personnes différentes. Il s'agissait de petits groupes de discussion qui comptaient entre deux et sept participants. Au début, les cafés-citoyens avaient pour thématique générale le quartier. Ensuite, en fonction des enjeux soulevés par les participants, nous avons fait plusieurs rencontres thématiques. Parmi les thèmes abordés figurent : l'emploi, les relations familiales, les relations interethniques et l'accès à l'alimentation. Une petite proportion des rencontres était destinée à des groupes sociaux ou culturels particuliers. Nous avons ainsi organisé un café-citoyen pour les Maghrébins, un pour les mères monoparentales ainsi qu'un pour les femmes¹².

Activités collectives

Afin de joindre un grand nombre de citoyens du quartier et de les sensibiliser aux objectifs et à la démarche de *Parole d'excluEs*, huit activités collectives ont été organisées. Il y a eu d'abord une cuisine collective en mars 2014, suivie d'autres activités : deux barbecues, dont un pour les jeunes seulement, une vente de garage, un rallye avec les jeunes, une rencontre sur l'informatique, une discussion suivant la projection du film de *Parole d'excluEs* et une rencontre de création de *slam* avec des jeunes. Les échanges avec les participants ont eu lieu sous diverses formes et dans différents cadres, certains étant de courte durée, d'autres approfondissant certains sujets. Parfois, les activités avaient simplement pour but de créer des liens avec les citoyens afin de les inviter à d'autres rencontres comme les cafés citoyens. Certaines activités ont porté sur des sujets spécifiques, comme le rallye avec les jeunes où l'objectif était d'échanger sur les lieux qu'ils aiment dans le quartier et ceux qu'ils aimeraient changer.

¹¹ L'équipe de recherche a bénéficié de la collaboration des équipes de l'Accorderie, de *Parole d'excluEs* et de la SHAPEM tout au long de la collecte de données en termes de mobilisation et d'organisation d'événements.

¹² Ce dernier a eu lieu dans les locaux de l'organisme Halte-Femmes.

Échanges informels au local

En tant qu'espace ouvert à la population, le local de *Parole d'excluEs* fut le lieu de nombreux échanges informels avec les citoyens. Plus d'une soixantaine de personnes ont été rencontrées dans le local communautaire. Les échanges prenaient la forme de discussions spontanées où nous ne fournissions aucun thème autre que de les inviter à nous faire part de leurs points de vue sur la vie dans le quartier. Nous leur demandions généralement aussi depuis combien de temps ils y habitaient¹³.

Échanges informels à l'extérieur

Plusieurs membres de l'équipe de recherche se promenaient régulièrement dans les rues du quartier et dans les parcs afin de favoriser les échanges avec un plus grand nombre et une plus grande diversité de personnes. Les échanges étaient parfois très courts et d'autres ont duré plus de vingt minutes. Certaines personnes ont été rencontrées à plus d'une reprise. Nous avons entre autres réalisé une « action visibilité » en juillet 2014, où nous nous sommes promenés dans les rues avec un charriot et de la musique pendant une soirée, afin d'attirer l'attention des gens et d'explorer davantage leurs opinions au sujet du quartier. Nous avons aussi organisé une fête du printemps et un barbecue, tous les deux devant l'entrée du local de *Parole d'excluEs*. Ces actions ont permis de rencontrer plus d'une centaine de citoyens. Tout comme pour les échanges informels au local, nous invitons les citoyens à nous faire part de leur point de vue sur le quartier. Lors de « l'action visibilité » et dans les parcs, nous leur demandions aussi de nous dire ce qu'ils aiment du quartier, ce qu'ils y aiment moins et ce qu'ils voudraient transformer.

Intervenants et autres professionnels

En plus d'aller à la rencontre des citoyens, nous avons aussi récolté les points de vue et les témoignages de quelques intervenants et professionnels qui travaillent dans le secteur, dans l'esprit de se familiariser avec les dynamiques du secteur. Durant les premiers mois, dix rencontres ont eu lieu avec les organismes du quartier, dans le but d'apprendre à se connaître et plus particulièrement pour leur présenter la démarche de *Parole d'excluEs* et les objectifs de la présente recherche. Ensuite, au courant de l'été 2014, six entretiens individuels ont été réalisés pour en savoir plus sur l'expérience de différents intervenants ou professionnels en lien avec le quartier, leur travail et les enjeux qu'ils considèrent comme importants. Tout comme pour l'observation participante, ces propos ne font pas partie de notre corpus de données, mais ils ont aidé à une analyse plus approfondie.

Suite à la présentation des résultats de notre étude (le 8 novembre 2014 à l'assemblée citoyenne et le 25 février 2015 aux acteurs des milieux communautaires et institutionnels), nous avons recueilli les propos des professionnels sur les défis du quartier ainsi que leurs pistes d'action dans le cadre d'ateliers. À titre comparatif et afin de croiser les savoirs des citoyens avec ceux des professionnels, nous les présenterons à la section 11.2.

¹³ Notons que quelques échanges informels (près de 10 %) ont été faits par les intervenants du local communautaire.

Nous avons recueilli les propos de citoyens sur le quartier lors de :

- 14 entrevues individuelles
 - 17 cafés-citoyens
- 8 autres activités collectives impliquant une discussion (Activité slam, Rallye, Impro, Rencontre entre locataire, discussion de film, etc.)
 - Plus de 60 échanges informels au local
 - Plus de 100 échanges informels à l'extérieur

3.2 Population jointe

Notre objectif était de joindre des personnes aux profils diversifiés, en particulier ceux qui vivent des situations d'exclusion sociale. Au total, 209 citoyens ont été joints au terme de cette recherche. Plus de la moitié (54 %) d'entre eux ont entre 30 et 54 ans; 15 % ont plus de 55 ans, alors que près d'un tiers des participants rencontrés ont moins de 30 ans.

Un peu plus de la moitié des personnes rencontrées sont des femmes (56 %). Concernant la situation familiale, près de la moitié des personnes rencontrées ont des enfants à charge. Comme il a été mentionné précédemment, 44 % des familles du secteur sont monoparentales. Il n'a pas été possible de rencontrer cette même proportion de personnes monoparentales, mais 46 % des propos des personnes avec enfants à charge ont été émis par elles, ce qui indique une forte participation de plusieurs personnes monoparentales aux activités de recherche¹⁴.

Concernant l'origine des participants, le souci de représentativité a été relativement bien respecté. Notre but n'était pas de reproduire exactement les proportions des différentes origines dans le secteur (selon le recensement de Statistique Canada 2011), mais plutôt de respecter les grandes proportions. Ainsi, les personnes originaires des Caraïbes (majoritairement de Haïti) et les personnes avec des origines européennes (incluant les Canadiens et Québécois issus de l'immigration européenne ancienne et récente) constituent la majorité des participants à l'étude¹⁵. Les personnes originaires du Maghreb, d'Amérique latine et d'Afrique subsaharienne constituent également des groupes importants. Il est à préciser que les participants issus de ces différentes origines d'immigration ne sont pas nécessairement nés à l'extérieur du pays (certains d'entre eux peuvent être de 2^e ou 3^e générations).

¹⁴ Nous distinguons le nombre de propos recueillis et le nombre de participants. En effet, le nombre de propos recueillis peut varier selon l'intensité de participation d'une personne.

¹⁵ Dans ce rapport, on réfère aux personnes issues de l'immigration européenne non récente par des personnes « québécoises d'origine ».

Tableau 3 : Participation par origine

Origine	Participants Total	Participants aux entrevues et cafés citoyens	Proportion des propos recueillis	Statistiques – Zone Nord-Est (StatCan 2011) ¹⁶
Afrique subsaharienne	7 %	13 %	8 %	Environ 6 %
Amérique latine	9 %	9 %	9 %	Environ 7 %
Asie	<1 %	0 %	<1 %	Environ 5 %
Europe	34 %	30 %	35 %	Environ 48 %
Caraïbes	40 %	34 %	33 %	Environ 28 %
Maghreb	10 %	14 %	15 %	Environ 9 %

Source : Auteurs.

Plus de 80 % des personnes rencontrées habitent dans le quartier Nord-Est de Montréal-Nord. Le tiers d'entre eux sont résidents des logements de la SHAPEM. D'ailleurs, 90 % des propos recueillis proviennent des résidents du quartier. Les autres personnes rencontrées habitent dans des secteurs voisins du secteur de notre étude. 42 % des participants qui habitent le quartier y vivent depuis 10 ans ou moins. Pour une personne sur cinq, cela fait entre 11 à 20 ans qu'elle y habite. Moins de 10 % y sont depuis plus de 20 ans. Ces proportions demeurent approximatives car cette information n'a pas été récoltée auprès de tous les participants. Les données restent également incomplètes quant à la situation professionnelle des personnes avec qui nous avons eu des échanges informels. Près du tiers des individus sont à l'emploi et un peu moins de la moitié est sans emploi. De surcroît, nous n'avons pas pu connaître cette information du cinquième des personnes rencontrées.

Afin de joindre des personnes vivant en situation d'exclusion, nous avons essayé d'accorder une place importante aux résidents du secteur qui ne sont pas déjà impliqués dans des organismes du quartier ou qui n'en fréquentent pas régulièrement. Selon notre évaluation de ce critère, au moins 60 % des personnes jointes ont ce profil¹⁷. Cette donnée, tout comme les profils divers des participants rencontrés, indique que les méthodes utilisées pour entrer en contact avec les citoyens du quartier étaient appropriées pour atteindre nos objectifs.

3.3 Méthode d'analyse

La méthode d'analyse choisie se devait d'être en cohérence avec la nature de l'étude et des approches dont elle s'inspire. Voici, en séquence, les étapes de l'analyse du matériau recueilli dans cette étude.

¹⁶ Les catégories par origines retenues dans notre étude ne correspondent pas à celles utilisées par Statistiques Canada. Nous avons croisé les données officielles concernant les minorités visibles avec celles sur les origines. Les secteurs de recensement qui ont été retenus pour la zone d'étude sont 4620610.04 et 4620610.05.

¹⁷ Rappelons que nous excluons de ce critère une grande partie des personnes rencontrées à travers des échanges informels, puisque nous n'avons pas eu beaucoup d'informations à ce sujet dans les échanges plus rapides.

Dans un premier temps, nous avons procédé à une analyse des premières entrevues individuelles (et de groupes) qui ont été recueillies. Ces entrevues ont d'abord été annotées de manière thématique. Concrètement, nous avons annoté ces entretiens en les étiquetant avec des « thèmes », de façon à bien refléter la teneur des propos (Paillé et Mucchielli, 2008). Appelée dans certaines études « in vivo », une telle analyse permet de rester proche des mots utilisés et des idées énoncées dans les propos recueillis.

Dans le but de nous assurer le plus possible du bien-fondé de notre analyse, nous avons procédé dans un deuxième temps à un travail de comparaison et de discussion en ce qui a trait au choix et à la formulation des thèmes (Mukamurera *et al.*, 2006: 123; Miles et Huberman, 2003). Les premiers entretiens individuels ont donc été lus et annotés par plus d'une personne, afin de nous assurer d'une plus grande cohérence interne. À ce stade, le comité de recherche fut mis à contribution afin de bien cerner la teneur des propos que nous retrouvions dans ces données. Pensons par exemple ici à l'interprétation que l'on peut faire de certains énoncés, en tenant compte des spécificités de l'énonciateur et du contexte d'énonciation.

Cela nous a permis dans un troisième temps de bâtir un arbre thématique, constitué des principaux thèmes qui émergeaient, et qui pouvaient se retrouver dans plusieurs entrevues. À partir des thèmes communs regroupés, nous avons constitué de grands thèmes, plus généraux, qui expriment une perception ou expérience globale par rapport à un sujet donné. Ultimement, les grands thèmes ayant des points communs ont été regroupés sous des rubriques, dont l'intitulé signifie ce dont il s'agit, sans pour autant véhiculer la teneur des propos. Par exemple, plusieurs personnes nous ont confié avoir des conflits avec leurs voisins ou considéraient que des personnes avaient des comportements inappropriés, près des logements et dans la rue. Ces propos ont été thématiques sous forme de types de problèmes vécus entre les voisins et les citoyens. Puis, nous avons regroupé toutes les insatisfactions liées aux relations entre citoyens du quartier sous le grand thème « Relations entre citoyens – Insatisfactions ». Enfin, nous avons associé ce grand thème à celui des relations satisfaisantes entre citoyens pour créer la rubrique « Rapports sociaux ».

Notre manière d'analyser les données recueillies fut donc très inductive. Nous n'avions pas de cadre théorique de départ, ni de concepts centraux. Il s'agissait de traiter les données de façon à faire émerger des thèmes. Suite à ce premier niveau d'analyse, nous avons procédé à un second niveau d'analyse, que nous pourrions qualifier de transversal. Il s'agissait alors de faire émerger les concepts centraux, que nous avons appelé défis, qui ressortaient de façon transversale de la première analyse. Le comité de recherche fut largement mis à contribution lors de cette étape, qui fit l'objet de nombreuses discussions, et d'un constant va-et-vient, avant d'en arriver aux quatre défis que nous présenterons un peu plus loin dans le rapport.

3.4 Complémentarité avec les études antérieures sur le secteur

L'étude que nous présentons ici n'est pas la première recherche sur le secteur. Plus d'une quinzaine d'études ont été effectuées en totalité ou en partie dans le Nord-Est; la plupart sont liées à un programme ou à un organisme du secteur. Notre étude apporte une valeur ajoutée par rapport aux études antérieures; elle se distingue de celles-ci tant au niveau des objectifs que des méthodes utilisées¹⁸.

Plusieurs études traitent de thèmes spécifiques, tels le sentiment de sécurité (Tichit, 2013), le logement (Comité logement Montréal-Nord, 2013) ou la petite délinquance (Pelletier, 2012). D'autres ont comme sujet des programmes ou initiatives communautaires ou institutionnels (Castillo, 2013; Antenor, 2014; Bastien et Goulet, 2006; Tichit, 2011). Les quelques études qui visent à donner un portrait général du secteur s'appuient sur une méthodologie très différente de celle utilisée dans notre recherche. C'est le cas, par exemple, de l'étude de Montréal-Nord en Santé (2014), qui repose principalement sur un sondage¹⁹. Elle fournit un portrait de la population du secteur et mesure le taux de satisfaction des citoyens par rapport à certains thèmes. Citons aussi les consultations menées par le groupe de théâtre d'intervention Mise au jeu (2004, 2008) qui ont joint un grand nombre de citoyens. Parmi d'autres, des méthodes ludiques et artistiques innovantes y sont mobilisées pour que les citoyens s'expriment sur les enjeux du quartier. Enfin, un dernier rapport, intitulé *Montréal-Nord - le point de vue citoyen* de la Direction de la santé publique (Québec, 2009) présente comment les citoyens se positionnent par rapport à des thèmes pré-identifiés, sur la base de résumés d'une trentaine de groupes de discussion. L'ensemble de ces recherches nous sont très utiles, d'un point de vue comparatif et nous en discuterons à la lumière de nos résultats (*cf.* section 11.3).

Il importe de souligner la complémentarité en termes d'approche et d'objectifs de notre étude. Elle se distingue des précédentes par ses fondements jumelant l'approche ethnographique et la recherche-action participative. Nous avons travaillé avant tout à faire émerger les enjeux du terrain, et ce dans une diversité de contextes d'énonciation. Enfin, l'étude a aussi une fonction mobilisatrice, dans la mesure où elle invite les citoyens à participer à la démarche de *Parole d'excluEs*. En ce sens, elle va au-delà d'une consultation qui invite les citoyens à identifier les grands défis à relever dans leur milieu de vie : la présente étude a une dimension transformatrice par l'intégration des citoyens comme acteurs à part entière à toutes les étapes de la démarche, de l'identification des besoins jusqu'au déploiement de projets et d'actions. Ces dimensions distinctives confirment la pertinence de notre étude, outre qu'elle fait partie intégrante de la démarche globale de *Parole d'excluEs*.

¹⁸ La complémentarité de notre étude en termes de résultats est discutée à la section 11.3.

¹⁹ Le sondage inclut 104 personnes vivant dans la zone RUI, dont les frontières coïncident avec notre zone d'étude. En complémentarité du sondage, un groupe de discussion a été organisé.

4. PERCEPTIONS ET EXPÉRIENCES DES CITOYENS : CONSTATS GLOBAUX

Notre démarche, fondements et méthodes ainsi énoncés, nous passons dans ce chapitre à la présentation d'un portrait global du quartier, basé sur les perceptions des citoyens²⁰. Ce chapitre est divisé en deux parties : la première traite de l'appréciation globale du quartier et du sentiment d'appartenance; la seconde présente une vue d'ensemble des grands sujets soulevés.

4.1 Appréciation globale du quartier par les citoyens

Il ressort des propos des citoyens que le choix de Montréal-Nord comme lieu de résidence est basé sur des considérations économiques et familiales. Leur choix de s'installer dans le Nord-Est est souvent motivé par deux raisons : y trouver un logement à des prix avantageux, compter sur des liens familiaux ou amicaux. C'est ainsi qu'un jeune professionnel qui a grandi dans des cités en Europe nous dit :

« Le loyer ici me convient, je suis tranquille. J'ai grandi dans des quartiers comme ça, moi ça ne me dérange pas, et je suis près de ma famille. »

En plus de ces raisons pratiques, de nombreux citoyens expriment une perception plutôt positive du quartier, qu'ils trouvent « bien », et dont ils jugent « exagérée » la mauvaise réputation. Seulement un tiers des participants qui se sont prononcés sur le sujet ont une image négative du secteur. Ainsi, malgré des problèmes soulevés, des citoyens disent aimer leur quartier. Une mère de famille d'origine haïtienne nous dit :

« Pour moi, c'est un quartier chaleureux. Parce que les autres quartiers, tout le monde [ne] voit pas personne, tout le monde est à l'intérieur, [il n'y a] pas de salutations, ici c'est plus proche. C'est comme tu te sens en famille ici. »

Pour sa part, cet homme d'origine africaine nous confie que le quartier lui rappelle sa ville d'origine, de par son caractère vivant :

« C'est un quartier qui a un peu d'ambiance. Donc les gens sont là. Ils sortent, ils se croisent, donc ça me rappelle un peu l'image de mon quartier en Afrique. »

Ainsi, ces deux propos nous révèlent que le Nord-Est se caractérise par la socialisation entre les voisins et cela compte dans l'appréciation des citoyens de leur quartier.

²⁰ Dans ce qui suit, afin de ne pas alourdir le texte, lorsque nous nous référons aux « citoyens » nous sous-entendons « citoyens avec qui nous avons échangés ».

Seule une minorité de gens nous confie vouloir quitter le quartier (moins d'une personne sur quatre), alors que pour plusieurs, il semble être la référence, voire le seul repère, comme illustré dans l'observation suivante :

Lors d'un rallye avec des jeunes filles dans le quartier, nous leur avons demandé de nous amener aux lieux qu'elles aimeraient transformer dans le quartier. Elles étaient unanimes sur le fait qu'elles n'avaient pas ce genre de lieux. Elles ont ajouté qu'elles avaient toujours vécu dans le quartier, que pour elles, la vie c'est ce qu'elles connaissent, et ce qu'elles connaissent c'est le quartier.

Ainsi, ces jeunes filles disent ne pas connaître de vie de quartier autre que celle du Nord-Est, elles n'ont donc pas de critère de comparaison.

Beaucoup de citoyens se disent habitués au quartier et aux conditions de vie. Certains citoyens comparent Montréal-Nord à d'autres quartiers montréalais, tels que Hochelaga-Maisonneuve, St-Leonard, différents secteurs de l'est de Montréal ou alors des villes dans les pays d'origine. Les comparaisons avec des secteurs plus centraux de la ville sont pratiquement inexistantes, ce qui laisse croire que ceux-ci ne constituent pas de véritables références pour eux.

Cette « habitude » du quartier se traduit chez certains en une attitude de résignation et d'impuissance, particulièrement face à des problèmes liés aux « gangs de rue ». Ainsi, un homme québécois d'origine nous dit :

« Les gangs de rue, c'est plate à dire, il y en a, il va toujours en avoir. Tu ne peux pas enrayer ça au complet. Il y en a un qui débarque, il y en a dix qui attendent pour embarquer. »

Malgré l'impression de certains que les problèmes ne se règlent pas, nous avons recueilli plus de cent propos qui font référence à des changements dans le quartier. Trois propos sur quatre soulignent des changements positifs, notamment en lien avec la revitalisation du quartier, l'amélioration du travail policier, la propreté, la situation des jeunes et les services offerts à la population. Quant aux changements négatifs, les citoyens les perçoivent à travers l'augmentation de la violence liée aux gangs de rue, la dégradation du quartier qui se manifeste dans la violence entre citoyens et l'augmentation de la consommation de la drogue. Quelques personnes soulignent aussi la perte d'espaces pour les adolescents et jeunes adultes depuis la revitalisation des parcs Tardifs et Monty²¹.

Il reste que malgré ces problèmes soulevés, les citoyens du Nord-Est de Montréal aiment en grande majorité leur quartier et sentent qu'ils y appartiennent.

²¹ Au début des années 2010, ont été aménagées de nouvelles installations pour des jeunes enfants dans les deux parcs, ainsi qu'un jardin communautaire au parc Tardif.

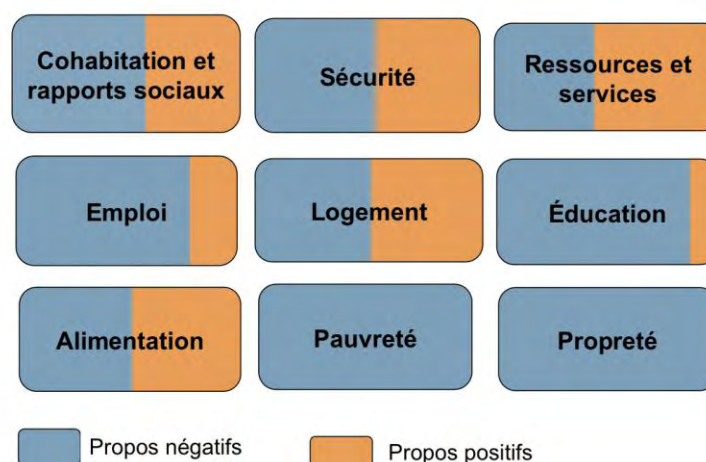
4.2 Vue d'ensemble des sujets abordés

Un premier niveau d'analyse - qui s'appuie sur la structure de l'arbre thématique (voir la section 3.3.) - nous a permis d'acquérir une compréhension détaillée des dynamiques et positions par rapport aux plus importants sujets soulevés, tels que la cohabitation, la sécurité ou l'emploi.

Rappelons que nous avons opté pour l'écoute des citoyens tels qu'ils s'expriment d'eux-mêmes à propos de leur quartier, plutôt que de les orienter vers des thèmes précis. Il en résulte que le nombre de personnes qui se sont prononcées sur différents sujets n'est pas égal. Ainsi, le nombre de locuteurs par sujet nous donne un indice de l'importance générale de ce sujet parmi les préoccupations des citoyens. Par contre, il faut tenir compte du fait que certains problèmes délicats risquent d'être soulevés par moins de personnes, car ils nécessitent un niveau très élevé de confiance envers l'interlocuteur. C'est le cas, par exemple, des questions de violence intrafamiliale ou de prostitution, qui ont été peu abordées par les participants à la recherche. Enfin, certains problèmes peuvent sembler dépasser le champ d'action visé par la démarche de *Parole d'excluEs*, car ayant un caractère individuel ou structurel sur lequel on serait dans l'impossibilité d'agir. Malgré l'importance de ce type de problèmes, les citoyens ne les évoquent pas forcément lors des échanges sur le quartier.

Avant d'entrer dans la présentation plus détaillée des résultats, voici un graphique qui présente une vue d'ensemble des grands sujets abordés par les citoyens. Les sujets sont classés par nombre de propos que nous avons recueillis par sujet. Comme indiqué dans la légende, le bleu indique la proportion de propos négatifs, alors que l'orange représente la proportion de propos positifs sur le sujet en question. Notons que ce graphique reflète uniquement les perceptions et expériences des citoyens. Les pistes et propositions d'action (présentées au chapitre 10) ne sont pas incluses dans le graphique ci-dessous.

Graphique 2 : Vue globale des sujets abordés



Source : Auteurs.

Les enjeux de cohabitation et les rapports sociaux interpellent de loin le plus de personnes. Suivent ensuite des propos sur la sécurité du quartier. En troisième position, les citoyens se sont exprimés sur les ressources et services du quartier. Puis viennent les propos relatifs à l'emploi, au logement, à l'éducation, à l'alimentation, à la pauvreté et à la propreté.

Pour la plupart des sujets, les citoyens ont des perceptions et expériences diverses, voire contrastées. Ce n'est que sur les problèmes de la pauvreté et de la propreté qu'il semble y avoir unanimité : tous en parlent négativement. Les citoyens sont plus partagés sur la plupart des autres sujets. Les deux tiers émettent des opinions négatives quant à la cohabitation et les rapports sociaux; la moitié est insatisfaite de la situation en termes de logement, de sécurité et d'accès à l'alimentation; près de 60 % sont satisfaits des ressources et services dans le quartier. Pour certains sujets (l'éducation, l'emploi), les perceptions sont toutefois nettement négatives. Une telle diversité d'expériences et de perceptions sera notable tout au long de la présentation et de l'analyse des résultats de cette recherche.

La vue d'ensemble exposée dans la présente section donne une idée globale des résultats. Si cette première analyse a l'avantage de permettre d'entrer dans les détails de chacun des sujets, elle a aussi ses limites en ce qu'elle ne peut tenir compte d'enjeux transversaux et de liens entre les différents sujets soulevés, par exemple entre la situation d'emploi et de l'éducation, ou entre des enjeux de cohabitation et de propreté. C'est pour cette raison que nous avons procédé à une deuxième analyse qui nous a permis de dégager quatre grands défis transversaux auxquels le quartier fait face.

Dans les chapitres qui suivent, nous présentons en détail ces quatre défis, qui constitueront la base pour les actions à mener par *Parole d'excluEs* et ses partenaires dans le quartier. Cette façon de regrouper les données permet non seulement de mieux cerner l'interrelation entre les différents dynamiques et enjeux du quartier, mais elle nous semble aussi plus porteuse, dans le sens qu'elle identifie les questions cruciales qui sont au cœur des préoccupations des citoyens, et ce, dans la perspective d'agir sur ces questions. Ces quatre grands défis sont : a) le vivre ensemble, b) les préjugés et la discrimination, c) la situation des jeunes, et d) les conditions de vie et la pauvreté.

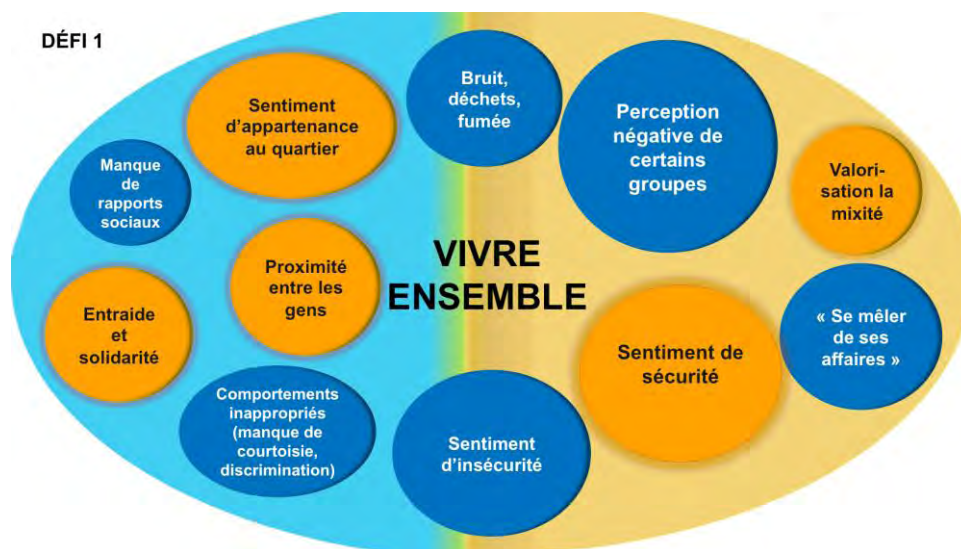
5. LES GRANDS DÉFIS : VIVRE ENSEMBLE (DÉFI 1)

5.1 Introduction

Le premier défi, que nous intitulos « vivre ensemble », touche directement aux rapports sociaux; il englobe les liens de proximité, les interactions entre citoyens, les relations que les gens entretiennent entre eux, ainsi que les perceptions que les gens ont de leurs concitoyens qui vivent le quartier.

Globalement, les perceptions des citoyens témoignent d'une vision plurielle du comment l'on vit ensemble sur ce territoire. Le schéma qui suit présente les principaux thèmes qui émergent de ces perceptions. La grandeur des bulles reflète l'ampleur des propos sur un thème. Plus la bulle est grande, plus le thème a été abordé davantage par les citoyens. Les bulles orange présentent les points de vue plus positifs sur le quartier, alors que les bleues illustrent des propos plus négatifs. Le schéma reflète les sentiments partagés des résidents du Nord-Est quant à l'état du vivre ensemble dans le secteur.

Graphique 3 : Les tensions et dynamiques du vivre ensemble



Source : Auteurs.

5.2 Relations entre les citoyens

Proximité, entraide, appartenance à une même grande famille, c'est en ces termes de convivialité et de chaleur sociale qu'une partie des citoyens du Nord-Est qualifie les relations entre eux. Se démarquant des perceptions positives, d'autres citoyens avec qui nous avons échangé mettent

l'accent sur le manque de courtoisie, l'insuffisance de sociabilité, la carence d'entraide, voire des attitudes discriminatoires. Soulignons que la qualité de la cohabitation et des rapports sociaux semble être une préoccupation plus présente chez les femmes (6 sur 10) que chez les hommes (4 sur 10).

Sous un angle positif, des citoyens nous soulignent que non seulement tout le monde se connaît dans le quartier, mais il y a en plus un sentiment d'appartenance à une même grande famille : « on est comme des frères et sœurs », « tu te sens en famille ici », disent des citoyens. Une femme québécoise d'origine parle de l'entraide dans le quartier, comme d'une bouée de sauvetage, devant les difficultés de la vie : « c'est beau de s'entraider entre nous, puis une chance qu'on le fait, parce que sinon on baisserait les bras. »

À l'opposé de ces perceptions élogieuses des rapports sociaux dans le Nord-Est, on trouve des visions plutôt négatives. Ainsi, plusieurs personnes qualifient les relations entre les citoyens de peu courtoises. Certains parlent même de comportements discriminatoires entre citoyens, alors que d'autres se plaignent du manque de sociabilité et d'absence d'entraide, tel ce propos où on peut déceler un besoin de briser l'isolement :

« C'est qu'on vit pour soi [...] on ne pense plus aux autres, puis ça ne devrait pas être comme ça. [...]. Si tu es sur l'aide sociale, ce n'est pas juste de l'argent que l'autre a besoin, c'est peut-être un câlin ou rien qu'un bonjour que l'autre a besoin. C'est des petites affaires de même que chaque personne peut faire qui ne coutent rien. »

Ces diverses perceptions, qui parfois s'opposent, reflètent des différences sur le plan de l'expérience vécue et des aspirations. En effet, des situations d'isolement contrastent avec des situations de grande proximité qui peuvent engendrer à la fois l'existence d'un fort tissu social où il y a un sens de la famille, mais aussi des tensions de cohabitation.

5.3 Relations de voisinage

La plupart des personnes (8 sur 10) avec qui nous avons échangé à propos des relations de voisinage (plus proches), expriment des insatisfactions qui portent sur la gestion des conflits entre voisins, le sens du civisme dans la cohabitation, les préjugés entre voisins d'origines différentes et les questions de la propreté.

Bien que plusieurs citoyens (1 sur 5) apprécient les liens tissés avec leurs voisins, les rapports de voisinage semblent plutôt conflictuels aux yeux de la plupart des participants (4 sur 5). Nous constatons également une appréciation différente des rapports de voisinage, selon le type de résidence dans le quartier. C'est ainsi que les citoyens du Nord-Est vivant dans des logements autres que ceux de la SHAPEM sont presque deux fois plus insatisfaits de leur voisinage que ceux qui résident dans des logements de la SHAPEM.

Deux enjeux principaux de ces rapports conflictuels de voisinage sont à souligner :

- 1) La gestion des conflits (réactions fortes, recours à la police ou à la DPJ);
- 2) Le sens du civisme dans la cohabitation relativement au bruit, à la fumée de drogues, à la propreté (déchets, poubelles, crottes de chien) et à l'usage concerté des espaces communs. Concernant ce dernier point, nous relevons des visions différentes des espaces partagés (stationnements, couloirs, utilisation de la cour).

Lors d'un café-citoyen, une personne exprime ainsi son exaspération quant à la fumée et à la consommation de drogue :

« Il y a beaucoup de fumée de la drogue qui monte, tu ne peux pas sentir ça. On est condamné tout l'été, on ne peut pas ouvrir les fenêtres. »

Nous le voyons, les enjeux des insatisfactions quant au thème du bon voisinage dans le secteur du Nord-Est sont multiples. Ils semblent imprégnés du désir à la fois de mieux régler l'habitat sur une base civique, et d'avoir des rapports de sociabilité et de solidarité plus chaleureux.

5.4 Cohabitation

« Pour moi, ici c'est [de la] richesse. Mes voisins, y'a de la musique jamaïcaine, caraïbes, un petit peu de tout, je me sens comme si je suis en vacances sur mon balcon ».

Ce citoyen qui s'est exprimé ainsi n'est pas le seul à avoir cette perception valorisante de la diversité culturelle qu'offre le quartier. La cohabitation dans le secteur du Nord-Est est donc perçue par beaucoup de citoyens comme une source de richesse du fait de la présence de plusieurs communautés culturelles.

En dépit de cette appréciation positive de la diversité culturelle, nous avons décelé des tensions de cohabitation, à travers de nombreux propos de citoyens qui véhiculent des préjugés, dont nous analyserons les fondements et manifestations dans le prochain chapitre.

5.5 Sentiment de sécurité et rapport au quartier

Contrairement aux préjugés bien ancrés, il n'est pas vrai que l'on a nécessairement un sentiment d'insécurité quand on vit à Montréal-Nord et particulièrement dans le Nord-Est. Parmi les propos

que nous avons recueillis, il y a autant de citoyens qui n'éprouvent aucunement de crainte à habiter dans ce quartier que de citoyens qui s'y sentent en insécurité.

La plupart des propos sur l'insécurité dans le quartier sont liés à la présence de personnes qui se tiennent sur les trottoirs de quelques rues précises, et devant les bandes commerciales des rues Pascal et Pierre, en particulier pendant la saison chaude. Beaucoup de citoyens les associent à la vente de drogues ou aux gangs de rue. D'autres expliquent leur présence par la volonté des résidents du secteur de socialiser, d'autant plus qu'une proportion importante de la population provient de pays où l'on a l'habitude de se retrouver à l'extérieur²². Les citoyens avec qui nous avons échangé se réfèrent à ces personnes par différentes appellations : « les jeunes », « les jeunes qui traînent », « les jeunes qui se tiennent dehors », « les gens dehors », « les gens qui se tiennent dans la rue », « les gens qui ne font rien », « les gangs », « les gangs de rue », « les vendeurs de drogue ».

Bien que la plupart des propos sur le sentiment d'insécurité portent sur ces personnes « qui se tiennent dehors », il y a aussi d'autres motifs qui animent la méfiance et la peur, dont notamment l'intimidation (à caractère raciste, entre enfants ou entre voisins). Sans pour autant exprimer un sentiment d'insécurité, nombreux sont ceux qui soulignent la présence d'activités criminelles. Parmi les thèmes qui reviennent le plus à ce sujet, il y a : la vente de drogue, la violence entre groupes associés à la vente de drogue ou aux gangs, les activités des gangs de rue et le vandalisme. De nombreux citoyens expriment que la violence est liée à des enjeux « intra-gang » et qu'elle ne vise pas les résidents du Nord-Est.

Soulignons que quelques-uns perçoivent leur quartier comme étant sécuritaire, tranquille et peu violent. Plusieurs personnes expliquent leur sentiment de sécurité par le fait que le quartier leur est tellement familier : ils connaissent tout le monde. D'autres citoyens, sans manifester directement un sentiment d'insécurité, expriment leurs réserves quant à la question de la sécurité, en déployant des attitudes et comportements qui visent à éviter d'être affectés par ces problèmes. Par exemple, l'expression qui revient souvent est celle qui recommande de « se mêler de ses affaires », c'est-à-dire ne pas intervenir dans les problèmes et conflits d'autrui pour ne pas en être atteint. Voici, à titre d'exemple, les propos d'une jeune femme québécoise d'origine, qui - pour avoir la paix - va jusqu'à prôner la non-intervention, face à une situation de danger d'autrui :

« Moi je n'ai jamais eu de problèmes en trois ans, donc si le monde ont des problèmes c'est parce qu'ils se mettent dedans [...], sinon tu ne te fais pas achaler. Tu te mêles de tes affaires. Si tu vois quelqu'un qui tue quelqu'un, ne vas pas lui dire 'hé qu'est-ce que tu fais là', tu vas te faire frapper. [...] Le secret pour bien vivre à Montréal-Nord [...] c'est la stratégie 'mêle-toi de tes affaires'. »

D'autres personnes nous ont confié qu'il ne faut pas avoir confiance trop rapidement en les gens. Elles disent qu'on doit prendre le temps avant de tisser des liens avec des personnes qu'on ne

²² Nous avons vu dans la présentation des caractéristiques du secteur qu'il s'agit d'un secteur très dense, avec une forte présence de jeunes, un taux de diplomation peu élevé jumelé à un haut taux de chômage. Ajoutons que relativement à l'importance de sa population, le secteur du Nord-Est dispose de peu d'endroits de socialisation aussi bien pour les jeunes que pour les adultes. Ces différents éléments peuvent contribuer au phénomène décrit plus haut.

connait pas. Enfin, des personnes qui se sentent en insécurité dans le quartier restreignent leurs heures et lieux de sortie ainsi que ceux de leurs enfants. Elles disent par exemple qu'elles évitent de faire les courses le soir ou qu'elles réduisent les heures de sortie des enfants, par mesure de sécurité.

Terminons en croisant les propos sur le sentiment de sécurité avec les profils des locuteurs. On se rend compte alors que sous l'angle de l'âge, ce sont les personnes de moins de 30 ans qui se sentent le plus en sécurité que les autres. Par exemple, un groupe de jeunes filles qui nous ont souligné leur aisance dans le quartier : elles s'y promènent comme elles veulent. À l'opposé, ce sont les personnes de 55 ans et plus qui ont le plus grand sentiment d'insécurité. Sous l'angle du genre, les femmes se sentent beaucoup plus en insécurité que les hommes. Une personne nous confie :

« Maintenant on ne se sent plus vraiment en sécurité. On a peur... J'ai peur de sortir. On ne sait jamais c'est quand qu'il va y avoir un coup de feu ou une balle perdue. »

Quand on parle de sécurité, la police n'est jamais loin. Les citoyens nous en parlent amplement. Certains pensent que bien que les pratiques policières se soient améliorées, l'action pour contrer les gangs de rue resterait inefficace; d'autres considèrent que les policiers sont soit trop présents au point de déranger, soit pas assez présents.

5.6 Discussion et résumé

Les perceptions du vivre ensemble dans le Nord-Est sont très diversifiées. Les opinions positives quant aux rapports avec autrui dans le secteur contrastent avec des propos qui expriment plus de scepticisme. En effet, des situations d'isolement contrastent avec des situations de grande sociabilité et d'environnements où le sens de la famille est fort. Bien que beaucoup de citoyens voient positivement la diversité culturelle qui caractérise le Nord-Est, cela n'empêche pas le déploiement de rapports sociaux teintés de tensions de cohabitation.

D'une part, les citoyens soulignent les avantages du secteur : proximité, entraide, appartenance à une même grande famille, des attributs qui génèrent un sentiment de sécurité. De l'autre, les propos révèlent l'existence de clivages entre différents groupes; aussi, les citoyens critiquent le manque de courtoisie et de civisme, l'insuffisance de relations entre résidents. Ils déplorent également le sentiment d'insécurité ainsi que le fait que l'on doit « se mêler de ses affaires » pour ne pas avoir de problèmes dans le quartier. Le sentiment d'insécurité est dans la plupart des cas lié à la présence de jeunes « qui se tiennent dans la rue », que les citoyens associent à la vente de drogue, au bruit et à d'autres comportements mal perçus. Toutefois, contrairement aux idées préconçues sur Montréal-Nord, un citoyen sur deux dit se sentir en sécurité dans le quartier.

Les propos des citoyens sur le vivre ensemble illustre donc différentes tensions et dynamiques qui reflètent la diversité des réalités vécues et qui vont de l'éloge du vivre ensemble à l'insécurité.

6. LES GRANDS DÉFIS : PRÉJUGÉS ET DISCRIMINATION (DÉFI 2)

6.1 Introduction

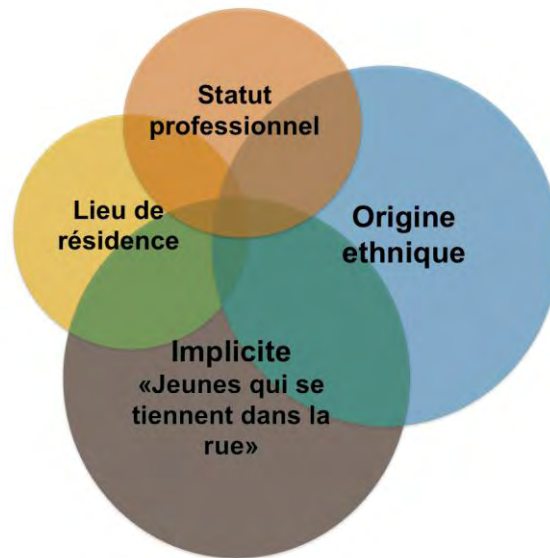
Les préjugés et la discrimination constituent le deuxième défi transversal qui se dégage des données. En effet, nous trouvons cet enjeu tant dans des propos portant sur la cohabitation et les rapports sociaux, que dans ceux sur l'emploi, l'éducation, la pauvreté et le quartier en général. Sont compris comme préjugés, des opinions préconçues, généralement négatives sur quelqu'un ou quelque chose. Ces opinions sont souvent influencées par le milieu d'appartenance de celui qui les tient, et elles peuvent être basées sur la généralisation d'un cas particulier. La discrimination, comme nous l'entendons ici, est un traitement inégal d'une personne ou d'un groupe par rapport au reste de la collectivité, sur la base de critères jugés illégitimes et socialement inacceptables. Ces critères sont, par exemple, l'origine ethnique, la religion, l'âge ou le genre. Alors que les préjugés sont de l'ordre des idées, la discrimination se traduit par des actes ou des actions contre une personne ou un groupe. Ainsi, les préjugés conditionnent et motivent les discriminations²³.

L'analyse des propos recueillis nous révèle que la base des préjugés et discriminations repose souvent sur des aspects formateurs²⁴ du profil d'une personne ou d'un groupe. Parmi ceux-ci, l'origine ethnique (qu'elle soit présumée ou revendiquée), le statut professionnel et le lieu de résidence apparaissent le plus souvent. Toutefois, environ un tiers des propos véhiculent des préjugés sur une base implicite, qui n'est pas clairement nommée. Ceux-ci concernent des personnes « qui se tiennent dans la rue ». Il s'agit de jeunes et d'adultes, en majorité des Noirs, qui ont l'habitude de se tenir dans les rues et devant des bandes commerciales (voir 5.5).

Le schéma suivant illustre la prévalence des différents facteurs de discriminations et de préjugés dans les propos recueillis. Nous les présenterons dans les sections qui suivent.

²³ Pour une discussion du concept de discrimination, voir entre autres Lochak, 2003 et Fassin, 2002.

²⁴ Il s'agit de caractéristiques qui composent le profil (attribué) d'une personne. Ces caractéristiques dépassent ce qui est généralement entendu par « caractéristiques sociodémographiques ».

Graphique 4 : Facteurs de discriminations et de préjugés

Source : Auteurs.

6.2 Préjugés et discriminations en raison de l'origine ethnique

Selon nos données, l'origine ethnique est la base la plus importante de discriminations et de préjugés dans le quartier. Un tiers des propos recueillis sur le sujet désignent explicitement ou tacitement ce facteur. Cela intègre aussi bien les propos qui véhiculent des préjugés ou la discrimination en raison de l'origine ethnique que ceux qui en dénoncent l'existence.

Les préjugés et la discrimination en raison de l'origine ethnique sont souvent des manifestations de racisme. Nous comprenons le racisme comme 1) une idéologie qui croit en la supériorité de certaines « races »²⁵ et par extension de certains groupes en raison de leur origine ethnique, mais aussi comme 2) les pratiques et politiques qui ont pour conséquence la (re)production d'inégalités ethniques (Sala Pala, 2007 : 26). Nous qualifions donc de racistes les actes et propos qui produisent une hiérarchisation de personnes ou d'un groupe en raison de leur origine.

En ce sens, les propos de citoyens qui expriment un préjugé basé sur l'origine ethnique ne peuvent être tous qualifiés de racistes. Voici deux exemples : une citoyenne d'origine maghrébine nous a dit avoir été mise en garde par ses compatriotes concernant l'utilisation de vaudou

²⁵ La notion de « race » en tant que groupes d'êtres humains génétiquement différenciés n'a pas de validité scientifique. Les différences génétiques entre deux populations associées à deux « races » différentes (par exemple sur la base de différences de la couleur de peau) sont si minimes comparées à la variété génétique à l'intérieur d'une population associée à une même « race », que l'on ne peut justifier le regroupement de populations humaines en différentes « races » (voir par exemple Bamshad et Olson, 2003). Il s'agit d'une construction sociale et politique pour produire et justifier des inégalités entre des êtres humains.

(associé à la magie) par les Haïtiens qui, disaient-ils, pourrait la mettre en danger. Une autre personne exprime que les Québécois n'ont pas de valeurs familiales ni amicales et qu'ils vivent seulement pour eux-mêmes (« les Québécois se foutent de la famille, ils veulent vivre seuls, ils ne connaissent ni amitié ni rien du tout »). Selon notre compréhension, ces deux exemples relèvent plutôt du domaine des préjugés que de celui du racisme. D'autres propos tendent vers le racisme. Ils sous-entendent un sentiment de supériorité sans pour autant l'exprimer de façon explicite. C'est le cas des personnes qui affirment que les Noirs ne s'engageraient pas suffisamment dans l'éducation de leurs enfants (« les parents de nationalité noire ne s'impliquent pas pour leurs enfants »).

Si l'analyse révèle que différentes communautés dans le secteur Nord-Est sont victimes de préjugés en lien avec leur origine ethnique, il est intéressant de souligner qu'il n'y pas de communauté qui soit plus visée qu'une autre. Comme les exemples ci-dessus l'indiquent, les préjugés concernent aussi bien les « Québécois de souche » que ceux d'immigration plus récente.

Lors d'un café citoyen sur les relations interculturelles, une personne d'origine maghrébine nous confie qu'il y a du racisme et des préjugés dans le quartier :

« Moi je trouve qu'il y a un peu de racisme ici. Soit on n'aime pas parce que c'est un Noir, soit on n'aime pas parce que c'est un musulman. Soit on n'aime pas... Il y a toujours quelque chose comme ça. C'est inacceptable et il n'y a pas de remède pour ça. [...] Même entre enfants, c'est : 'Vas-y toi t'es un voleur, t'es un arabe t'es un voleur.' – 'Toi t'es un Noir t'es un macaque'. Mais quand tu parles avec les parents, c'est les parents qui sont racistes. Moi j'ai vécu ça... »

L'animatrice demande alors : « Est-ce que vous, vous avez vécu des choses pareilles ? »

Une personne d'origine haïtienne répond : « Ah ben franchement, il n'y a pas une personne qui n'a pas vécu ça. »

Cet extrait illustre la forte présence de préjugés et de racisme dans le quartier, au point que certains, comme la personne d'origine haïtienne citée ci-dessus, n'en parlent pas spontanément, car ils considèrent que cela fait partie de la réalité de tous, que c'est une évidence. Nous avons également recueilli quelques propos xénophobes où des personnes associées aux communautés haïtiennes et arabes étaient insultées et invitées à « rentrer chez eux ».

Toutefois, dans les propos recueillis, il y a autant de personnes exprimant des préjugés envers des individus issus de certaines origines qu'il y a de personnes valorisant la diversité culturelle. Sur ce point, les plus jeunes sont par ailleurs aussi divisés que les personnes de plus de 30 ans. En fait, plusieurs personnes ont exprimé dans leurs propos des préjugés sur d'autres groupes, tout en affirmant « qu'ils ne sont pas racistes » et qu'ils valorisent le côté multiculturel du quartier.

La perception négative d'autrui en raison de l'origine ne se limite pas aux préjugés. Les citoyens avec qui nous avons échangé se sont *plus* plaints d'actes et de comportements négatifs dont ils

étaient victimes en raison de leur origine ethnique qu'ils ne se sont plaints de préjugés à leur égard (voir schéma, page suivante). Dans de telles situations, nous pouvons le plus souvent parler de discrimination à caractère raciste, puisque ces actes sont perçus comme découlant (de) ou produisant des inégalités.

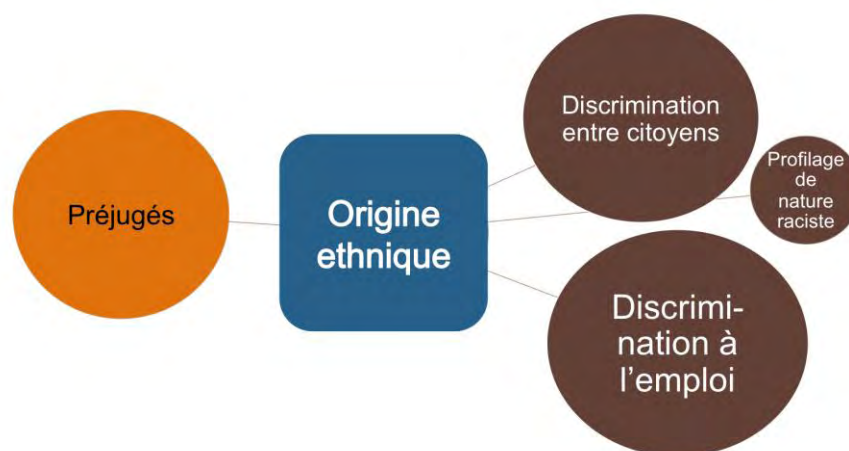
En dehors de ces interactions problématiques entre citoyens, beaucoup de participants nous parlent de discrimination liée à l'emploi. D'un côté, ils perçoivent que l'accès à l'emploi est plus difficile pour les immigrants et que certains emplois seraient « réservés aux Québécois ». Ils rapportent qu'on leur dit qu'un poste est déjà pris, alors que l'offre serait encore affichée. Certains disent subir un traitement discriminatoire dans le sens où les employeurs donneraient, selon eux, plus d'avantages aux non-immigrants en termes de tâches à effectuer et d'horaires. Quelques autres ont – au contraire – vécu des bonnes expériences de travail. Par exemple, un musulman pratiquant nous parle d'un cas d'accommodement raisonnable²⁶ et nous confie que son employeur le laissait participer tous les vendredis à la prière. Toutefois, l'accès à l'emploi semble particulièrement difficile pour les citoyens originaires du Maghreb avec qui nous avons échangé. Aucun d'entre eux n'a exprimé une satisfaction à cet égard.

Au-delà de la discrimination par les employeurs, beaucoup de personnes immigrantes nous parlent de difficultés plus structurelles liées à l'accès à l'emploi, telles la reconnaissance des diplômes et de l'expérience acquise à l'étranger ainsi que le manque d'expérience québécoise. Pour ces cas, on peut parler de discrimination systémique (Chicha-Pontbriand, 1989 : 85).

Finalement, en termes de discrimination en raison de l'origine ethnique, quelques personnes soulèvent l'existence de profilage de nature raciste (Labelle, 2006) dans le quartier. Les personnes qui nous en parlent n'ont pas été elles-mêmes victimes de profilage, mais elles en ont observé l'existence dans le quartier.

Résumons les différentes manifestations de préjugés et de discriminations en raison de l'origine ethnique à l'aide du schéma suivant. Les grandeurs des bulles sont proportionnelles au nombre de propos recueillis :

²⁶ Selon Bouchard et Taylor (2008: 63), « [...] le propre de l'accommodement est de remédier, au moyen de certains aménagements, à des formes de discrimination qui surviennent parfois dans l'application d'une norme ou d'une loi par ailleurs légitime. Dans certaines circonstances, une loi ou une norme peut entraîner un préjudice pour une personne ou une catégorie de personnes présentant une caractéristique que ladite loi ou norme n'avait pas prévue. Toute société a tendance à légiférer pour la majorité ; il s'ensuit que la loi n'est jamais vraiment neutre. Par exemple, un électeur doit se rendre seul dans un isolement pour voter, mais une personne souffrant d'une déficience visuelle a le droit d'y être accompagnée. Des repères tactiles dans des édifices publics lui permettront pareillement de s'orienter. Dans une entreprise, la direction réaménagera le poste de travail d'un employé handicapé. En d'autres occasions, ce sont les croyances religieuses d'une personne ou quelque autre caractéristique culturelle qui peuvent faire l'objet de discrimination et commander une mesure correctrice, celle-ci prenant la forme d'un aménagement ad hoc dans l'application de la loi ou de la norme. Si, par exemple, la religion d'un croyant lui interdit de travailler le samedi, son employeur doit tenter de réaménager son horaire en conséquence. »

Graphique 5 : Préjugés et discriminations en raison de l'origine ethnique

Source : Auteurs.

Les citoyens avec qui nous avons échangé vivent fréquemment de la discrimination à l'emploi en raison de leur origine, que ce soit directement par leurs employeurs ou à travers des normes de discrimination systémique, qui rendent l'accès à l'emploi difficile. Nombreuses sont également les expériences de discriminations entre voisins. Enfin, nous avons recueilli beaucoup de préjugés – de caractère raciste ou non – envers d'autres communautés. Ces perceptions sont aussi présentes que celles valorisant le caractère multiculturel du quartier. Notons aussi qu'un petit nombre de citoyens a dénoncé l'existence de profilage de nature raciste dans le secteur.

6.3 Préjugés et discriminations en raison du lieu de résidence

Un deuxième motif de préjugés et de discriminations des citoyens du secteur concerne le lieu de résidence. En effet, la stigmatisation des habitants du Nord-Est en raison de la mauvaise image du quartier véhiculée par les médias a été soulevée par plus d'une recherche (Mise au jeu, 2008; Montréal-Nord en Santé, 2014; Tichit, 2013). La médiatisation de certains problèmes du secteur est si propagée que les citoyens disent devoir justifier leurs motivations d'habiter le quartier devant des proches.

Plusieurs citoyens soulèvent aussi la difficulté de trouver un emploi lorsqu'on indique dans un CV qu'on habite le quartier. Les propos suivants, d'un homme d'origine africaine, en témoignent :

« Quand on met Montréal-Nord dans son CV et qu'on est noir en plus, on ne trouve pas d'emploi. »

Cette citation indique qu'il peut y avoir un cumul de motifs de discriminations et de préjugés, dans ce cas-ci, l'origine ethnique et le lieu de résidence. Nous y reviendrons plus loin.

Ainsi, le seul fait d'habiter à Montréal-Nord donne à se justifier auprès des proches et à être stigmatisé par l'employeur.

6.4 Préjugés en raison du statut professionnel

Une petite proportion de citoyens nous exprime une perception négative des gens qui ne travaillent pas. Une personne dit : « Ceux qui ne travaillent pas, c'est qu'ils n'aiment pas travailler ». Une autre personne indique qu'il y a deux solutions pour les personnes qui ne veulent pas travailler, « il y a l'aide sociale pour ceux qui veulent [de] la facilité, et les gangs de rue pour ceux qui veulent que ce soit payant. »

Nous avons d'ailleurs noté l'existence d'une certaine auto-stigmatisation. Ainsi plusieurs propos négatifs sur les personnes bénéficiant de l'aide sociale viennent de citoyens qui se trouvent eux-mêmes dans cette situation. Cependant, parmi les personnes non intégrées dans le marché du travail, ce sont celles qu'on associe aux gangs de rues qui sont de loin les plus stigmatisées, bien plus que les bénéficiaires de l'aide sociale. Nous le verrons dans la section qui suit.

6.5 Motifs de préjugés implicites au sujet des « jeunes qui se tiennent dehors »

En lien avec le sentiment de sécurité, nous avons abordé le phénomène des « jeunes qui se tiennent dehors » (voir la section 5.5). Ces personnes font l'objet d'une perception négative relativement généralisée dans le quartier. Seulement quelques personnes avec qui nous avons échangé et dont certains ont l'habitude de se tenir dehors nuancent le portrait à leur égard. Elles soulèvent notamment l'hétérogénéité des profils des personnes qui sont associées à ce groupe, en termes d'âge et d'occupation ainsi que les motifs qui peuvent amener les personnes à se tenir dehors.

Nonobstant, la majorité des personnes avec qui nous avons échangé ont une perception négative des « jeunes qui se tiennent dehors » et les associent à des activités ou comportements divers, dont la vente de drogues, la consommation de drogues et d'alcool, la criminalité, le bruit, l'occupation des rues et des espaces communs, l'oisiveté, la prostitution et le proxénétisme. Certains craignent l'influence négative que ces personnes peuvent avoir sur les enfants.

Chacun de ces comportements ou activités peut justifier une perception négative d'une personne ou d'un groupe précis. Dans le même registre, lorsqu'un citoyen se plaint d'un groupe de jeunes qui vend de la drogue ou qui fait du bruit, nous ne sommes pas dans le domaine des préjugés. On tombe dans le domaine du préjugé lorsqu'il y a généralisation, lorsqu'il y a une perception négative généralisée qui associe directement le fait de se tenir dans la rue à la vente de drogue ou à d'autres activités perçues comme dérangeantes, stigmatisant ainsi ces personnes.

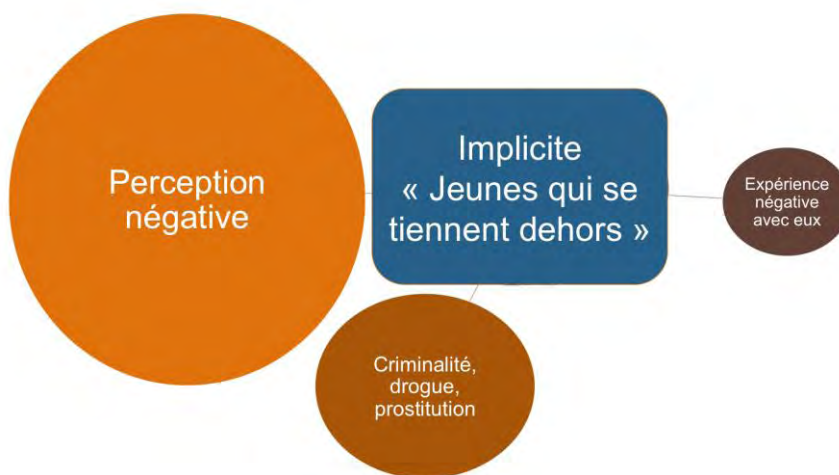
Or, dans les propos recueillis, la perception négative et l'association aux activités et comportements ci-mentionnés sont souvent généralisées aux « jeunes », aux « gens dehors », etc. Nous avons recueilli une seule citation qui réfère à ces personnes par une origine (Haïti), et cette citation provient d'une personne elle-même originaire d'Haïti. Un seul commentaire raciste en lien avec les gangs de rue a été recueilli. Non seulement l'origine de ces personnes, mais même leurs activités et comportements restent souvent implicites dans les propos que nous avons recueillis, comme le reflètent des phrases du type :

« Ce qui me dérange c'est les jeunes, ça me dérange beaucoup ».

Ce type de phrase est prononcé fréquemment et ne semble pas offusquer. Si on remplaçait le mot « jeunes » par « aînés », « femmes » ou « immigrants », ce serait sans doute perçu comme inacceptable. Est-ce parce que les jeunes ont généralement une connotation positive que ces propos ne sont pas considérés comme discriminatoires par les citoyens? Serait-ce un euphémisme? Ou bien les jeunes sont-ils si fortement associés à des comportements répréhensibles que de telles déclarations semblent justifiées ?

Il est important de noter, comme l'illustre le schéma ci-dessous, que la plupart des propos concernant les « gens dehors » sont basés sur des perceptions. Très peu de personnes nous parlent d'expériences effectives négatives avec les jeunes qui se regroupent dans la rue.

Graphique 6 : Propos sur les « jeunes qui se tiennent dehors »



Source : Auteurs.

Il y a beaucoup de propos sur les effets secondaires de la présence des « jeunes qui se tiennent dehors » qui ne sont pas toujours de l'ordre des préjugés. Par exemple, des incivilités comme le bruit et le fait de laisser des déchets sur les terrains privés semblent incommoder beaucoup les voisins. Certains disent qu'ils ont de la difficulté à dormir le soir. D'autres mentionnent les « chicanes » entre les personnes qui se tiennent à l'extérieur. Plusieurs se plaignent aussi de la fumée de marijuana qui monte dans les logements, en particulier l'été, ce qui empêcherait certains d'ouvrir les fenêtres. D'autres reprochent à ces jeunes leur apparence « inconvenable »

qui risque de constituer un mauvais modèle pour les enfants du quartier. À l’opposé, quelques individus témoignent de comportements courtois à leur égard, venants de « personnes qui se tiennent dehors ».

Nous le voyons, la perception envers les personnes qui se tiennent dans la rue est très largement négative. Les motivations de cette perception étant souvent implicites, elle est rarement basée sur des arguments qui permettent d’associer ces personnes aux gangs de rue, par exemple. Cependant, cette perception négative quasi générale est à nuancer par la volonté des citoyens d’aider ces personnes stigmatisées à « s’en sortir ». Nous verrons dans la section sur les pistes d’action que beaucoup de citoyens sont prêts à agir pour améliorer cette situation. Ainsi, ceux qui ont une attitude ouvertement hostile envers ces jeunes sont minoritaires.

6.6 Discussion et résumé

Nous remarquons que la discrimination vécue par les citoyens du Nord-Est se manifeste avant tout dans le domaine de l’emploi et dans les interactions entre citoyens. Nous relevons également que l’origine ethnique constitue le facteur le plus important des préjugés dans le quartier, suivi du lieu de résidence et du statut professionnel.

D’un côté, nous avons soulevé les préjugés des gens qui n’habitent pas le secteur envers ceux qui l’habitent. C’est ainsi que les propos des citoyens du Nord-Est nous révèlent que le seul fait d’habiter le Nord-Est donne à se justifier auprès des proches ou à être stigmatisé par l’employeur, étant donné la mauvaise image du secteur. De l’autre côté, il y a les préjugés ou les discriminations des habitants du Nord-Est, les uns envers les autres, basés sur l’origine ethnique ou le statut professionnel. Quant à la perception négative des « jeunes » et des « gens qui se tiennent dans la rue », elle est largement répandue et est renforcée par des préjugés dont les motifs restent implicites.

Notre analyse fait par ailleurs ressortir que les citoyens sont à la fois producteurs et victimes de préjugés et discriminations : cela traverse les âges et l’origine ethnique et semble comme une donne évidente dans le quartier. En effet, tous les profils de citoyens sont porteurs de préjugés et ceux-ci concernent pratiquement toutes les communautés. Néanmoins, cette culture de stigmatisation est à nuancer, car il y a autant de gens qui valorisent la diversité culturelle du quartier qu’il y en a qui entretiennent des préjugés sur la base de la différence ethnique.

Sur un autre plan, nous avons soulevé que les personnes issues de l’immigration subissent les conséquences de préjugés à caractère raciste par l’employeur. Cela se traduit en termes de difficultés d’accès au marché de l’emploi et de conditions désavantageuses de travail. La discrimination dans l’accès au marché du travail dépasse cependant les préjugés des employeurs. Il s’agit d’une discrimination systémique ancrée dans les politiques entourant la reconnaissance des diplômes et de l’expérience acquise à l’étranger. Enfin, les différentes manifestations de racisme et de discrimination soulevées par les citoyens contribuent à reproduire les inégalités vécues par les groupes qui en sont victimes.

7. LES GRANDS DÉFIS : LA SITUATION DES JEUNES (DÉFI 3)

7.1 Introduction

La situation des jeunes constitue un enjeu central dans le quartier qui est ressorti tout au long des rencontres avec les habitants du Nord-Est de Montréal-Nord. Leur situation se trouve au cœur des préoccupations des citoyens, quand ils s'expriment sur les relations entre les citoyens, sur la sécurité, sur l'éducation ou sur les ressources et services du quartier. Cette centralité nous a amenés à considérer la situation des jeunes comme un défi en soi qui ne concerne pas seulement une catégorie d'âge, mais bien les citoyens du quartier dans leur ensemble.

Afin d'obtenir un portrait clair, nous présentons dans un premier temps la perception des jeunes qui englobe deux aspects : ce qu'ils pensent de leur propre situation et comment ils perçoivent leur quartier. Nous y joindrons dans un deuxième temps la perception que les adultes ont de ces jeunes.

Dans cette étude, nous entendons par « jeune » toute personne âgée de moins de 30 ans qui n'a pas d'enfants à charge²⁷. Ainsi défini, ce concept inclut autant les enfants, les adolescents que les jeunes adultes. Nous avons défini ainsi cette catégorie, en nous basant sur ce que les habitants du quartier entendent par le terme « jeunes ». Nous avons généralement exclu de cette catégorie les jeunes parents, puisque leurs propos dégagent davantage des préoccupations concernant leurs enfants que se rapportant à eux-mêmes.

Notre analyse de la situation des jeunes du Nord-Est est basée sur les discours de 55 jeunes rencontrés et de plus d'une centaine d'autres citoyens qui se sont exprimés sur le sujet. Certains parmi les jeunes rencontrés ont participé à des cafés citoyens. Cependant, nos échanges avec la plupart d'entre eux ont eu lieu à l'occasion de fêtes organisées par *Parole d'excluEs* et de rencontres informelles dans les rues et les parcs. Ces jeunes ont des profils divers : quelques-uns fréquentent un établissement scolaire, d'autres se tiennent en groupe dans la rue; certains habitent dans les logements de la SHAPEM. Par contre, par souci d'éthique, nous n'avons pas inclus dans cette analyse des données basées sur les propos de jeunes adolescents et enfants, bien que notre définition du terme « jeune » les intègre.

²⁷ Nous nous sommes inspirés de l'âge plafond de l'organisme Café jeunesse multiculturel, qui intervient auprès des jeunes dans le secteur.

7.2 Le point de vue des jeunes

Rapport au quartier

Les jeunes avec qui nous avons échangé considèrent presque unanimement que le Nord-Est est un bon quartier et qu'on s'y sent à l'aise. Ces jeunes expriment un fort lien d'appartenance au quartier. Une minorité d'entre eux n'habite plus le quartier, mais ils y ont grandi et c'est pourquoi ils disent y revenir presque quotidiennement.

Plusieurs parmi ceux qui sont nés dans le quartier, s'y sentent bien et ne voient pas de quelle façon on pourrait y apporter des changements ou l'améliorer. D'autres jeunes adultes issus de l'immigration n'ont pas grandi dans le secteur, mais l'ont choisi comme milieu de résidence. Ils considèrent que c'est un bel endroit pour s'établir et vivre. Par exemple, une jeune adulte originaire d'Haïti valorise en ces termes le caractère multiethnique du quartier :

« C'est une belle place à vivre, parce qu'il n'y a pas juste des Haïtiens ici, il y a plein d'autres races d'immigrants. Je me considère quand même chanceuse d'être une immigrante au Québec, d'appartenir à cette petite partie de Montréal-Nord. »

Sous l'angle de la question de la sécurité, beaucoup de jeunes ne perçoivent pas leur quartier comme étant dangereux ou trop violent. Ils disent y circuler comme ils veulent, en toute aise. Au moment de leur arrivée dans le quartier, certaines personnes se sentaient en insécurité, mais leurs appréhensions se sont dissipées au fil du temps. Plusieurs jeunes femmes rencontrées partagent d'ailleurs ce sentiment de sécurité. Une personne a indiqué qu'il suffit de se mêler de ses affaires, une des stratégies d'adaptation des résidents du quartier (voir chapitre 5). D'après les propos recueillis, la sécurité ne figure pas parmi les préoccupations des jeunes qui vivent dans le secteur. Ce sont les jeunes de secteurs limitrophes qui semblent plus insécurisés par le Nord-Est.

Un autre aspect positif que les jeunes soulignent est le climat de sociabilité et d'entraide entre les habitants du quartier. Il fait bon vivre au Nord-Est, considèrent-ils. Ainsi plusieurs habitants connaissent leurs voisins, socialisent dans les lieux publics et avec les personnes « qui se tiennent dans la rue ». À ce propos, une jeune femme a dit ceci lorsque nous lui avons demandé ce qu'elle préférerait du quartier : *« J'aime l'accueil des personnes, les personnes s'entraident entre eux. »* Dans le même sens, une autre jeune a dit, en parlant de ses amis et des gens du quartier : *« On est toujours ensemble, on est comme des frères, des sœurs. »*

Cependant, cette appréciation positive du quartier est pondérée par des préoccupations quant au décrochage scolaire et à la vente de drogue. En effet, beaucoup de jeunes quittent l'école et optent pour le travail. Dans la perception de plusieurs jeunes, ce qu'il y aurait à changer dans le quartier, ce serait justement la présence de gangs de rue et la vente de drogues, car ce sont ces activités qui dérangent. D'autres nous disent que les jeunes ne mettent pas en valeur leurs

talents, comme en témoignent les mots de ce jeune homme rencontré dans la rue : « *Plusieurs d'entre nous ont beaucoup de talents, mais ne font rien de leur journée* »²⁸.

Soutien, espaces et activités

Les jeunes se disent satisfaits de certains services et espaces du quartier qui leur sont spécifiquement destinés. Plusieurs nous ont affirmé que la Maison culturelle et communautaire (MCC) et le parc Henri-Bourassa sont leurs lieux favoris. Une pizzeria sur la rue Pascal est aussi appréciée par plusieurs d'entre eux. Quelques jeunes aiment également les activités organisées dans le quartier, comme la Fête des voisins et les matchs de soccer et trouvent qu'il y en a suffisamment.

Par contre, presque le même nombre de jeunes se plaint de l'insuffisance des espaces et activités qui leur sont consacrés. Des jeunes adultes considèrent qu'il n'y a pas assez de projets et d'activités pour les enfants entre 9 et 12 ans et pour eux-mêmes. Ils disent être souvent obligés de se déplacer à l'extérieur du quartier pour accéder aux activités désirées.

Ils trouvent trop strict l'encadrement dans les lieux destinés aux adolescents et jeunes adultes. La maison de jeunes la plus proche se trouve à l'extérieur du secteur. Idéalement, ils aimeraient avoir une maison de jeunes qui soit située sur les rues Pascal ou Lapierre, tout près de là où ils habitent. Cette proximité leur permettrait de s'y retrouver, d'organiser des activités, de jouer aux dés ou faire du sport. Par ailleurs, quelques jeunes nous ont confié, lors d'une activité extérieure avec eux, que « *les jeunes se sentent chassés du parc Tardif, depuis qu'il y a les jardins communautaires* » (voir aussi la section 4.1). Auparavant, c'était un parc où ils aimaient se retrouver, mais ils ne s'y sentent plus les bienvenus à présent.

En résumé, les perceptions des jeunes en ce qui a trait aux ressources et activités pour jeunes dans le quartier sont partagées : d'une part, ils apprécient les activités et certains espaces qui leur sont destinés; d'autre part, ils aimeraient en avoir davantage et souhaitent que ceux-ci correspondent mieux à leurs attentes.

Un dernier aspect négatif évoqué par les jeunes consiste en le manque de soutien et de modèles positifs. Les problèmes de pauvreté que vivent plusieurs d'entre eux auraient un impact sur leur situation familiale et, parfois, les parents sont absents ou incapables d'offrir le soutien aux enfants. Un jeune déplore le fait que les parents ne motivent pas leurs jeunes et qu'eux-mêmes ne sont pas de bons modèles pour les enfants. Un jeune homme qui a grandi dans le quartier nous a aussi dit que, *lorsqu'il était enfant et adolescent, son grand frère lui parlait beaucoup, et que cette voix est restée dans sa tête, lui évitant de faire des bêtises. Selon lui, la plupart des jeunes du coin n'ont pas ça, donc ils ne pensent qu'à l'argent, donc font des mauvais choix, et personne n'est là pour les guider.*

²⁸ Traduction libre du créole au français. Citation originale : « *Anpil nan nou gen talan, men. E yo rete la yo pap fè anyen de jounen yo* ».

La plupart des propos des jeunes qui se plaignent du manque de soutien n'expriment pas de quelle façon ils aimeraient combler ce manque.

7.3 Le point de vue des parents et adultes

Les préoccupations des parents et des adultes de 30 ans et plus sont très similaires à celles des jeunes (insuffisance d'activités et d'espaces pour les jeunes, décrochage scolaire, présence de jeunes dans la rue, gangs de rue, vente de drogue, manque de soutien). De plus, ces parents et adultes se préoccupent de la présence de mauvais exemples pour les jeunes et craignent pour la sécurité de leurs enfants.

Parmi les raisons évoquées par certains pour expliquer le manque de soutien ou d'encadrement des jeunes, nous retrouvons: les parents travaillent beaucoup; les difficultés des mères monoparentales à être présentes auprès des enfants; l'absence de cadres d'occupations et de divertissements adéquats pour les jeunes dans le quartier. Ces facteurs mèneraient au fait qu'ils traînent dans la rue. Quant à l'inquiétude que les « jeunes de la rue » constituent un mauvais modèle pour les enfants, une résidente du quartier l'exprime ainsi :

« Moi, je veux parler des jeunes parce que je [ne] veux pas que les enfants voient toujours que c'est des jeunes qui vendent de la drogue sur la rue, c'est intolérable [...] J'ai rien contre eux c'est juste le fait que les enfants regardent ça à chaque fois. »

Les adultes perçoivent la question de la sécurité différemment des jeunes. Alors que ces derniers ne se sentent pas en danger dans le quartier, plusieurs adultes s'inquiètent pour eux. Par exemple, un homme empêche ses enfants de sortir le soir et d'aller aux commerces sur la rue Pascal. Contrairement aux jeunes, qui se disent dérangés, mais non intimidés par la présence de la criminalité et des jeunes qui se tiennent dehors, les adultes, eux, voient ces aspects comme des dangers pour les enfants et les jeunes. Une mère nous confie :

« J'empêche souvent ma petite fille de jouer dehors, parce qu'elle aime jouer en avant de la porte d'où ce que je demeure, mais quand je m'aperçois qu'il y a vraiment trop de gangs qui prennent le monopole devant de notre bloc puis tout ça, je lui fais signe et je lui dis 'allez tu rentres dans [la] maison', parce que ça dégénère tout le temps, ça finit toujours par des chicanes. »

Soulignons donc ce contraste entre les propos des jeunes, qui expriment un sentiment de vivre en sécurité dans le Nord-Est, et ceux des adultes de 30 ans et plus et des parents, qui perçoivent ce secteur comme étant à risque pour les jeunes et les enfants. Ces derniers énoncent leurs appréhensions que le mauvais modèle des « jeunes qui se tiennent dans la rue » se propage aux autres jeunes.

7.4 Discussion et résumé

La situation des jeunes est un défi complexe qui interpelle la majorité des personnes rencontrées. Les premiers concernés, les jeunes, aiment le quartier, apprécient les gens qui y vivent, se sentent en sécurité et participent aux événements qui animent la vie du quartier. Cependant, ils sont préoccupés par la criminalité, le décrochage scolaire, le manque de soutien et aimeraient avoir plus d'espaces et d'activités qui leur soient destinés et qui correspondent à leurs attentes.

Ils évoquent également le manque de soutien et de modèles familiaux positifs. Les problèmes de pauvreté que vivent plusieurs d'entre eux auraient un impact sur leur situation familiale; de plus, il arrive parfois que les parents soient absents ou incapables d'offrir du soutien aux enfants.

Les parents et adultes de 30 ans et plus partagent les préoccupations des jeunes. Cependant, alors que les jeunes ne se sentent pas en danger dans le quartier, plusieurs adultes s'inquiètent pour eux, d'un point de vue sécuritaire. De plus, les adultes craignent que le modèle des « jeunes qui traînent dans la rue » se propage aux autres jeunes.

8. LES GRANDS DÉFIS : CONDITIONS DE VIE ET PAUVRETÉ (DÉFI 4)

8.1 Introduction

Le quatrième et dernier défi – les conditions de vie et la pauvreté – peut être vu comme la trame de fond sur laquelle s’articulent les trois autres défis²⁹. Contrairement aux autres défis qui sont largement axés sur les rapports sociaux, les conditions de vie, bien qu’intégrant cette dimension, font plus largement référence à un ensemble d’éléments matériels, sociaux et culturels dont on a besoin pour pouvoir vivre et exister dans une société donnée. Ainsi, les conditions de vie sont en lien direct avec le statut professionnel de la personne et le reflètent matériellement (en termes de logement ou d’alimentation par exemple) et culturellement (accès à l’éducation, aux loisirs). C’est dans cet esprit que nous incluons dans l’analyse des conditions de vie les différents propos sur la pauvreté, le logement, l’alimentation, l’emploi, l’éducation, les organismes et les services. Nous considérons ainsi que la pauvreté et les manques au niveau de ces différents aspects des conditions de vie sont intimement liés (CEPE, 2009 : 17).

8.2 Pauvreté

En présentant les caractéristiques sociodémographiques du secteur (voir chapitre 2), nous avons souligné que la pauvreté était plus importante dans le secteur à l’étude que dans l’ensemble de Montréal-Nord, un arrondissement lui-même défavorisé quand on le compare aux moyennes montréalaises. Rappelons par exemple que l’on y retrouve deux fois plus de familles monoparentales et de personnes sans diplôme que dans l’ensemble de la Ville de Montréal.

Il n’est donc guère surprenant que les données recueillies reflètent ce fait. Quelques citoyens abordent directement la question de la pauvreté : « c’est un quartier pauvre », « la majorité des gens ici ont un faible revenu ». Plusieurs personnes soulèvent que les gens n’ont pas assez d’argent pour subvenir à leurs besoins, comme l’illustre l’extrait suivant où une personne exprime des difficultés à subvenir à ses besoins minimums :

« C’est la pauvreté. Les choses sont très chères. [Une fois qu’on a payé le loyer], puis après ça combien il reste pour l’électricité ? Si on a une petite assurance vie. Si on se fait des idées-là franchement, il ne reste pas grand-chose pour la nourriture. Alors ça c’est partout. [...]. Pourtant j’aime Montréal-Nord ».

Soulignons que relativement peu de personnes ont nommé explicitement la pauvreté comme un problème dans le quartier. Les citoyens se sont exprimés davantage sur des problèmes précis qui engendrent la pauvreté, ou qui découlent d’une situation de pauvreté, tels le logement,

²⁹ Au sujet de l’articulation de ces défis, voir chapitre 9.

l'alimentation, l'éducation, etc. Les propos suggèrent que la pauvreté traverse et affecte le vécu des gens à différents niveaux et sous de multiples facettes. Ce constat trouve écho dans les statistiques : par exemple, près de la moitié des résidents consacrent plus de 30 % de leur revenu au logement.

8.3 Logement

Les citoyens avec qui nous avons échangé sont divisés, à raison de moitié-moitié, au sujet de la situation du logement dans le quartier. Leurs propos portent aussi bien sur des problèmes individuels liés à leur logement que sur la situation plus générale des logements du secteur.

Les trois problèmes les plus fréquemment soulevés sont : 1) le mauvais entretien ou la mauvaise gestion du logement, 2) le prix élevé, et 3) l'insalubrité. À l'inverse, le prix apparaît aussi comme premier facteur de satisfaction et constitue pour certains le critère le plus important :

« [Mon logement] n'est pas bon parce qu'il y a des problèmes de chauffage, mais à part ça c'est correct. Mais pour vrai, les appartements sont tous bon icitte, comme je disais tantôt, j'ai déménagé ici parce que c'est plus grand pour moins cher. J'ai déménagé ici pour ça. C'est un quartier bon pour ça. »

La gestion et l'entretien, tout comme la qualité du logement, ne récoltent pas que des critiques. Il y a aussi des éloges de la part des citoyens.

Au-delà d'une diversité de perceptions, il faut soulever que derrière l'apparente uniformité des blocs dans le Nord-Est se cache une diversité des conditions de logements. Si la plupart des blocs sont en effet tenus par des propriétaires privés, il y a aussi un nombre important de coopératives dans le quartier. De plus, dans les dernières années, plusieurs promoteurs ont investi dans les logements communautaires, en rénovant entièrement des blocs (87 logements de Gérécomm, 120 logements de la SHAPEM)³⁰.

Les citoyens ont également soulevé la question de la revitalisation des logements, et plus largement du quartier. On remarque une satisfaction élevée des conditions d'habitation parmi les citoyens qui habitent des logements rénovés. Si la plupart des personnes voient dans les efforts de revitalisation un changement positif, certains y perçoivent aussi un début de gentrification, en référant à la construction de condominiums à l'extrémité du quartier.

Environ un tiers des participants à l'étude vit dans des logements de la SHAPEM, donc des logements récemment rénovés. Une locataire de la SHAPEM nous a dit être très satisfaite de son logement : au coût du marché, elle et son conjoint n'auraient jamais pu se payer un aussi bon appartement. Sept locataires de la SHAPEM sur dix expriment des commentaires positifs sur leur

³⁰ Source : SHAPEM, communication personnelle, mars 2015.

logement, contrairement à quatre sur dix de ceux qui habitent ailleurs dans le secteur. Les principales critiques des locataires de la SHAPEM sont le prix du loyer (parmi ceux qui ne reçoivent pas de subvention) et l'emplacement de leur logement. Toutefois, en dépit de ces critiques mineures, les résidents de la SHAPEM sont majoritairement satisfaits.

Voici le témoignage d'une citoyenne qui habite depuis de nombreuses années dans le quartier :

« Là, j'ai loué un logement un 5 et demi, ça me coûtait 700 piasses par moi. Euh, j'avais l'aide sociale qui me demandait comment je faisais pour manger puis pour payer les autres comptes. Là, je me suis ramassée un moment donné plus de téléphone, plus d'internet, plus rien là, parce que, je venais plus à bout, [il] fallait que je paye le loyer. Puis c'est à la suite de ça que j'ai vu le logement qui était à louer dans le bloc où la SHAPEM a acheté. [...] Ça l'a été une bonne chose parce qu'eux ils rénovent tout tout tout. »

Cette personne, qui bénéficie maintenant d'une subvention au loyer, exprime qu'elle a pu ainsi mieux gérer la répartition de son budget entre le logement et les autres dépenses nécessaires, alors qu'auparavant le prix élevé du loyer rendait une telle gestion impossible. Dans l'ensemble, on peut dire que malgré les changements réalisés au cours des dernières années pour améliorer les conditions d'habitation dans le quartier, la situation du logement reste un problème important pour de nombreux citoyens.

8.4 Accès à l'alimentation

L'accès à l'alimentation constitue une dimension cruciale des conditions de vie. Les données recueillies portent principalement sur l'offre alimentaire dans le quartier et sur l'appréciation qu'en ont globalement les citoyens. Certains commentent aussi le prix ou la qualité. Environ un tiers des personnes qui se sont prononcées sur le sujet abordent plus directement des difficultés liées à la capacité même de se nourrir convenablement.

Notons qu'il y a deux bandes commerciales situées à l'intérieur du secteur, abritant deux épiceries et une boulangerie haïtienne. L'une des épiceries est un marché à réputation régionale, spécialisé dans les produits des Caraïbes. L'autre est une boucherie. Les deux commerces offrent aussi des fruits et légumes. Un supermarché se trouve à la limite du secteur; des épiceries de type « grande surface » se trouvent à l'extérieur de la zone, à 1.8 km du centre du secteur. Le secteur compte aussi plusieurs ressources en dépannage alimentaire.

Les citoyens semblent relativement satisfaits de l'offre dans le quartier. En effet, près des deux tiers évaluent positivement cette offre. Quand nous avons demandé à une femme qui habite le quartier depuis plus de dix ans comment elle trouve les épiceries du quartier, elle nous a répondu : « Très bien. Il y a des prix abordables, il y a des gens qui sortent d'autres villes pour venir magasiner ici, pour venir acheter ici. C'est vraiment très bien. » Ce sont les personnes originaires

des Caraïbes qui manifestent le plus leur satisfaction en ce qui a trait à l'offre alimentaire (vu la présence de l'épicerie caribéenne dans le quartier).

Des points de vue plus négatifs portent particulièrement sur le prix des aliments. Parmi ceux qui se sont prononcés directement sur le sujet de l'insécurité alimentaire, citons les propos de cette femme monoparentale :

« Ben souvent c'est pareil, comme la nourriture elle n'arrête pas d'augmenter, mais les salaires eux autres ils n'augmentent pas. Fait que c'est ce qui fait pourquoi que le monde... plus ça va plus ils ont de la misère à s'acheter de la nourriture. Souvent c'est les enfants qui écopent. Moi, c'est ça qui me tue. »

Ces propos témoignent des difficultés rencontrées par des citoyens du quartier pour se nourrir convenablement, faute de ressources financières. Plusieurs nous disent aussi qu'ils fréquentent les ressources de dépannage alimentaire, tandis que d'autres viennent au local communautaire pour demander de la nourriture.

Il se dégage de la situation sur le plan alimentaire qu'en dépit de la satisfaction exprimée par les deux tiers des citoyens quant à l'offre des produits (en termes de qualité, de prix et d'accessibilité géographique), cela ne signifie pas pour autant qu'ils ont les moyens de se nourrir convenablement.

8.5 Emploi

Les données recueillies font état de nombreuses difficultés liées à l'accès à l'emploi. Moins d'une personne sur dix qui s'est prononcée sur le sujet témoigne d'un accès réussi au marché du travail. Précisons que cela ne signifie pas que ce soit les seuls qui aient accédé à un emploi. Mais ça illustre que peu de citoyens sont satisfaits de leur situation d'emploi. Plusieurs facteurs sont identifiés comme étant des barrières à une insertion réussie. En tête de liste se trouve la discrimination à l'emploi en raison de l'origine ethnique (voir la section 6.2). C'est la raison la plus souvent mentionnée pour expliquer les difficultés sur ce plan. Les problèmes structurels du marché du travail dans la région, le manque d'emploi à proximité, le faible taux de diplomation, la conciliation travail-famille ainsi que le manque d'expérience québécoise et les problèmes de reconnaissance des diplômés sont aussi soulignés.

Concernant les problèmes liés à la reconnaissance des diplômés, les citoyens soulèvent la difficulté de concilier la responsabilité de subvenir aux besoins de leur famille avec les coûts des formations exigées pour pouvoir exercer des métiers à la hauteur de leurs compétences. Par exemple, un homme d'origine africaine nous raconte qu'il doit retourner à l'université pour accéder au même titre d'emploi qu'il occupait dans son pays d'origine. Étant père de famille, cet

homme n'a pas pu aller chercher son équivalence à la Polytechnique parce qu'il n'arrivait pas à payer ses frais de scolarité.

La question de la conciliation travail-famille a été soulevée comme une difficulté, en particulier pour les familles en situation de monoparentalité. Une mère monoparentale nous a confié : « *Il faut avoir de la disponibilité. Des fois, nous, comme femmes, si par exemple, si mon enfant sort de l'école à 3h45, [il] faut que je quitte le travail au moins à 3h, mais des fois les patrons ne comprennent pas que j'ai un enfant, alors 'bye bye!'* ».

Cette mère souligne ainsi la difficulté d'arriver à un certain équilibre entre son rôle de mère et celui de seule pourvoyeuse de la famille. Le fait que peu de gens dans le secteur soient satisfaits de leur situation en matière d'emploi est un facteur essentiel explicatif des difficultés à avoir un budget qui permette de faire face aux dépenses pour un logement et une alimentation convenables. Comme la discrimination due à l'origine ethnique vient en tête des raisons par lesquelles les citoyens expliquent l'inaccessibilité du marché du travail, cet élément est à retenir comme facteur aggravateur de la vulnérabilité économique dans le Nord-Est.

8.6 Éducation

Une majorité de citoyens exprime des inquiétudes au sujet de l'éducation. L'école génère des perceptions partagées : environ la moitié apprécie les ressources scolaires, alors que l'autre moitié en a une vision plus négative. Trois autres thèmes liés à l'éducation émergent des propos des citoyens : l'encadrement des enfants par les parents, l'inadéquation du quartier pour élever les enfants et le décrochage scolaire.

La question du soutien aux enfants et aux jeunes a été exposée en lien avec la situation des jeunes (chapitre 7). Citons ici une préoccupation complémentaire, liée au manque d'encadrement parental, perçu comme la clé de réussite scolaire, comme nous l'expose ce père de famille :

« Le problème ici, il n'y a pas un engagement des parents. C'est juste le laisser-aller. Juste les enseignants par exemple, lorsqu'ils essaient de parler avec un parent... les parents leur disent : 'c'est votre job, c'est votre problème'. »

Si certains associent décrochage scolaire et manque de soutien parental, d'autres expliquent comment des conditions de vie difficiles peuvent entraîner le décrochage et amener les jeunes à faire de mauvais choix qu'ils peuvent regretter par la suite. Un jeune homme québécois d'origine nous dit :

« Tout le monde veut gagner l'argent plus vite, il n'y a pas le choix, il faut lâcher l'école. Et après quelque temps ils se rendent compte qu'ils n'auraient pas dû aller travailler parce que maintenant ils ont une jobine de merde. »

Un tel propos souligne le cercle vicieux pauvreté-décrochage dans lequel peuvent être entraînés certains jeunes. Il se dégage ainsi de certaines perceptions recueillies une inquiétude quant à l'éducation en rapport avec trois facteurs qui semblent imbriqués : la pauvreté des familles, le manque d'implication des parents et le décrochage scolaire. Ces inquiétudes sont néanmoins atténuées par le fait qu'une moitié des citoyens ont exprimé leur satisfaction des ressources scolaires offertes.

8.7 Ressources et services

Nous avons intégré les ressources et services dans les conditions de vie, dans la mesure où ils ont un impact sur la qualité de vie des personnes qui habitent le quartier. Nous incluons sous l'étiquette « ressources et services » les organismes communautaires, les services publics (tels que la bibliothèque, les services sociaux et de santé, le transport, les loisirs, etc.) Nous ne faisons pas de distinction entre les ressources et services, car la plupart de nos interlocuteurs n'ont pas fait de différence entre les types d'acteurs offrant des services ou infrastructures à la population.

De prime abord, une majorité de citoyens expriment leur satisfaction quant aux ressources et services dans le quartier (3 sur 5). Les motifs d'insatisfaction concernent principalement la façon dont des organismes sont gérés, mais aussi l'insuffisance de services, par exemple le manque d'activités pour les jeunes (5 à 17 ans). Beaucoup de critiques sur l'organisation et la gestion portent sur les organismes de dépannage alimentaire, comme ces propos qui révèlent en même temps une mauvaise gestion et une insuffisance de l'offre alimentaire :

« Quand on va [au dépannage alimentaire] puis qu'il y a de la chicane, puis on le sait que mettons il y a 30 boites et moi j'ai compté les paniers. Puis d'habitude, ils ne sont pas supposés de laisser les paniers, puis que ça arrive à moi à 30, et que tout à coup il y a 40 personnes qui viennent s'installer là. Moi je suis pénalisée. »

Certains soulèvent aussi le problème d'accessibilité des services. Nous avons en effet recueilli quelques propos de citoyens, selon lesquels des services ou ressources seraient réservés à certaines communautés, sans que cela soit explicitement affiché. D'autres critiquent le coût élevé d'activités pour enfants. Une femme affirme qu'elle aimerait avoir un club de soccer plus accessible à Montréal-Nord. Elle ajoute : *« il y a beaucoup d'enfants qui veulent jouer au soccer, mais c'est le coût qui effraie les familles »*.

Ainsi, quoiqu'il y ait une majorité de citoyens qui disent être satisfaits quant à l'offre de services dans le quartier, des critiques sont exprimées concernant l'offre, l'accessibilité et la gestion.

8.8 Autres enjeux soulevés

Les citoyens ont soulevé une série d'autres problèmes liés aux conditions de vie que nous n'avons pas inclus dans les points susmentionnés. Bien que ce soit des sujets soulevés par peu de personnes, cela ne signifie guère qu'ils sont de moindre importance. Il s'agit de problèmes sociaux, telle la prévalence de consommation de drogues dans le quartier, la prostitution ou la présence de violence intrafamiliale. Quelques citoyens se disent également préoccupés par le nombre élevé de personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale. Ces problèmes affectent non seulement les conditions de vie et de pauvreté, mais sont aussi étroitement liés aux rapports sociaux dans le quartier.

8.9 Discussion et résumé

Les conditions de vie et la pauvreté constituent sans doute le défi le plus vaste du quartier, puisqu'il fait référence à un ensemble de domaines aussi diversifiés que le logement, l'alimentation, l'emploi, l'éducation et les organismes et services. Parmi ceux-ci, c'est au niveau de la situation en termes d'emploi et d'éducation que les personnes ont exprimé le plus de préoccupations. En effet, l'accès au marché du travail semble particulièrement ardu. De même, le manque de soutien aux enfants et aux jeunes ainsi que les conditions difficiles dans lesquelles grandissent de nombreux enfants constituent un frein important à une éducation et scolarisation réussies, selon les dires des citoyens.

Quant au logement, bien que beaucoup de citoyens en soient satisfaits, persiste la question de leurs couts ainsi que celle de l'entretien et de la gestion des propriétés. Le fait de bénéficier d'un logement communautaire ou d'une subvention allège la partie du budget consacrée au logement et permet ainsi de mieux faire face aux autres nécessités de la vie. Mais le logement communautaire reste un vœu non exaucé pour la plupart des citoyens.

Les critiques portent également sur la gestion et l'insuffisance des services offerts aux citoyens, entre autres en matière d'alimentation. Bien que les gens soient généralement satisfaits de l'offre alimentaire, il ressort des données qu'une partie des citoyens n'arrive pas à s'alimenter convenablement au quotidien. Ainsi, c'est l'accessibilité (sous l'angle du prix) qui semble déterminante pour les citoyens du Nord-Est, que ce soit en matière de logement ou d'alimentation.

Il se dégage de l'analyse des propos sur les conditions de vie que certains sujets pourtant importants sont moins abordés. On peut avancer différentes hypothèses explicatives de cette situation. Ces sujets pourraient : a) exiger un niveau de confiance très élevé; b) constituer une évidence au point de ne pas éprouver le besoin d'en parler; c) présenter une menace pour la

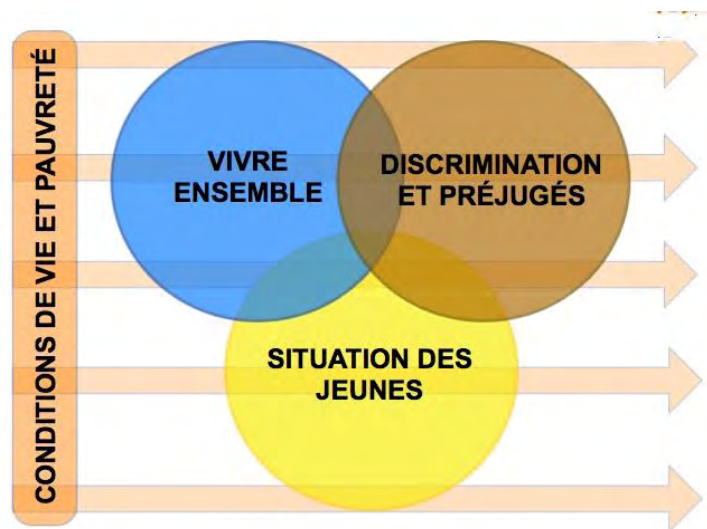
dignité ou la « face » de la personne³¹; ou d) être considérés comme un problème sur lequel on ne peut travailler collectivement. D'où l'importance de ne pas se fier uniquement à la quantité de propos exprimés sur un sujet, mais de déceler aussi des propos significatifs soulevés par un plus petit nombre de locuteurs. Ainsi, la pauvreté et la capacité de se nourrir convenablement peuvent avoir une importance plus cruciale que ne le laissent croire le nombre de locuteurs qui en parlent.

³¹ La « face » peut être définie comme l'image sociale qu'une personne veut se donner, en lien avec son statut et rôle (qu'il soit présumé, désiré ou effectif). Ainsi, une personne tend à contrôler ses propos et comportements pour « garder la face ».

9. DISCUSSION : L'ARTICULATION ENTRE LES GRANDS DÉFIS

Les défis présentés dans les quatre derniers chapitres nous ont permis d'exposer les dynamiques et enjeux soulevés dans nos échanges avec les citoyens. Nous avons essayé de refléter la diversité des perceptions et expériences tout au long de la présentation des résultats. Dans ce chapitre, nous nous penchons davantage sur l'articulation entre les quatre défis. Nous avons déjà fait état de quelques chevauchements entre le vivre ensemble, les préjugés et la discrimination, les jeunes et les conditions de vie et de pauvreté. Par exemple, les préjugés et comportements discriminatoires abordés sous le défi 2 (chapitre 6) constituent aussi un aspect important du vivre ensemble. Ils concernent aussi la situation des jeunes, dans le sens où ceux-ci sont également touchés par la problématique des préjugés et de la discrimination.

Graphique 7 : L'articulation des défis



Source : Auteurs.

Ce graphique illustre d'une part le chevauchement entre les trois défis représentés par des sphères et d'autre part le chevauchement des trois sphères avec la trame de fond (les conditions de vie et la pauvreté). Si les conditions de vie et la pauvreté sont présentées comme le contexte sur lequel les trois autres s'articulent, les trois sphères teintent aussi le contexte. Ainsi, tout comme les rapports sociaux (par exemple la discrimination) peuvent jouer sur les conditions de vie, les conditions de vie (par exemple des conditions difficiles de logement) peuvent à leur tour affecter les rapports sociaux. Dans le graphique ci-dessus, cette dimension est illustrée par la transparence partielle des quatre défis.

Les citoyens ont proposé plus d'une vingtaine de chaînes de causalité entre différents enjeux qui se déploient dans le quartier. La plupart des citoyens placent la pauvreté, jumelée à un problème d'encadrement, au début de la chaîne, c'est-à-dire que la pauvreté serait à l'origine d'une série de difficultés qui en découlent. En voici quelques exemples :

A « Si on est pauvre, par exemple comme une femme monoparentale, on est obligée de travailler beaucoup, et on laisse les enfants, qui va s'occuper des enfants ? [...] les enfants vont à la rue, parler à n'importe qui. [...] C'est important que les enfants ont un encadrement, sinon ils vont commencer à sortir, la drogue et tout ça » (Entrevue, mère monoparentale originaire d'Amérique Latine).

B « C'est la réalité ce qu'elle dit, laisser des enfants pour aller travailler là, c'est les amis qui font l'éducation, parce que là, il y a des mamans qui laissent leurs enfants, qui travaillent, travaillent à cause qu'ils doivent payer la maison, ils doivent donner à manger, faire ci et faire ça... les factures tout ça [...] donc ils ont laissé leurs enfants, c'est la rue qui va faire l'éducation vous comprenez ? Pas le temps pour éduquer ton enfant, donc, comme ça devient et il reçoit ce qu'on lui donne... vous comprenez ? C'est la réalité, surtout tu vas les voir dans la rue... ce sont des enfants qui sont élevés par des mères monoparentales ». (Café citoyen, mère monoparentale d'origine haïtienne).

C « Ben tant qu'à moi les jeunes, ils se droguent tous ici, il y a beaucoup de drogués [Et pourquoi à votre avis ?] Ben parce qu'ils sont pauvres. La misère fait que tu te drogues, t'es dans la misère et tu te dis 'Pour ce soir on va oublier ça, on va fumer un peu de crack'. Puis après ça, le lendemain, tu dis 'Hein c'était dont ben bon' et tu te ramasses comme... C'est la pauvreté le problème, t'es pas d'accord ? Si t'as pas d'argent tu fais quoi, il y en a qui peuvent vivre heureux pauvres mais... En général c'est vraiment un problème j'pense bien, ici c'est un quartier pauvre. » (Entrevue, homme franco-québécois).

D « Les gens disent je ne veux pas rester comme ma mère dans un appartement plein de coquerelles. Il trouve l'école trop long, donc qu'est-ce qu'il va faire, il va vers la drogue pour faire de l'argent. » (Échange informel, homme d'origine haïtienne).

E « Dans mon quartier, filles ou garçons tous font des affaires, ils passent des nuits blanches continuellement, pour donner à manger à leurs enfants, quand il sortent dans la rue, dès fois pour seulement 5 piastres, mais ils n'ont pas le choix, ils sont obligés de le faire, c'est comme ça que cela se passe, la vie n'offre rien, ils n'ont pas le choix, il faut qu'ils trouvent un profit. » (Traduction d'un extrait de slam d'un jeune homme d'origine haïtienne, composé lors d'un atelier lié à la recherche)³².

Ces différents extraits des propos des citoyens révèlent une série d'articulations entre les défis. C'est ainsi que dans des conditions de vie difficiles, et sous la pression de subvenir aux besoins de base, peuvent émerger plusieurs problèmes. Comme l'illustrent les citations A, B et E, le dénuement économique et les responsabilités parentales poussent les gens à accepter de travailler dans des conditions difficiles (défi 4). Pour satisfaire les besoins de base des enfants (se nourrir- défi 4), les parents, en particulier en situation de monoparentalité, laissent les enfants seuls (extraits A, B, E, défi 3). Ces derniers peuvent alors avoir des fréquentations non souhaitées et être amenés à faire de mauvais choix (extraits A, B, D, défi 3). Cela vient renforcer le

³² Voici l'extrait original en créole haïtien : « Nan katye pa m nan, fanm kou gason toujou ap brase, yo pa janm sispann bat nay, pou yo ka bay pitit yo manje, lè yo pran lari, menm si se senk goud yo pa gen chwa, oblije brase, se konsa bras la ye, lavi a pa ofri anyen, yo pa gen chwa, fèk yon jwenn yon profi yeah ».

phénomène des jeunes qui se tiennent dehors, ce qui alimente différentes formes de préjugés et de discriminations à l'égard des résidents du Nord-Est (défi 2) et affecte également le bon vivre ensemble (défi 1).

L'extrait C illustre une autre dimension de la consommation de drogue qui contraste avec celle associée aux gangs de rue : elle avance que la détresse liée à la pauvreté de nombreux habitants du quartier les amène à consommer (défi 4). Enfin, l'extrait D exprime le désir des enfants de mieux réussir économiquement et de vivre dans de meilleures conditions que leurs parents (défi 4). Cela les pousse à vouloir gagner leur vie à un jeune âge et donc à lâcher l'école (défi 3).

Les citoyens établissent dans les extraits ci-dessus des liens directs de causalité entre les conditions de vie difficiles et des problèmes tels le manque d'encadrement, la drogue, les gangs de rue et le décrochage scolaire. Cependant, il faut se garder de tomber dans une logique déterministe qui signifierait que des conditions de vie difficiles mènent directement à des comportements de décrochage scolaire et de consommation de drogue, par exemple. D'un point de vue pratique, ces chaînes de causalité peuvent aider à mieux comprendre les enjeux sociaux, dans la perspective de dégager des pistes d'action.

10. LES PISTES D'ACTION PROPOSÉES PAR LES CITOYENS

Outre les données présentées précédemment, les citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord ont proposé plus de 250 pistes d'action pour le quartier tout au long de la collecte des données. Elles sont très diversifiées, allant de propositions globales et générales - comme la mobilisation de la population locale et sa sensibilisation aux problèmes vécus - aux propositions spécifiques, comme l'organisation d'un tournoi de soccer, par exemple. Nous les présenterons ci-dessous, selon les défis qu'ils visent. Nous incluons aussi les pistes proposées lors des ateliers à l'assemblée citoyenne du 8 novembre 2014, au moment où nous avons présenté les résultats de la recherche pour la première fois aux citoyens. Notons que des pistes d'action peuvent être liées à plusieurs défis en même temps. Tout comme les défis, elles sont inter-reliées et leurs impacts peuvent être multiples.

10.1 Pistes concernant le vivre ensemble

Au total, plus de 150 pistes d'action ont été proposées par les citoyens en lien avec le vivre ensemble. À côté de pistes générales qui suggèrent de sensibiliser la population au vivre ensemble, de créer des liens sociaux et de favoriser le dialogue et le rapprochement culturel, plusieurs personnes suggèrent des pistes plus concrètes. En voici quelques exemples :

- Organiser des activités de cuisine pour un meilleur lien social et un rapprochement interculturel;
- Tenir des réunions en offrant de la nourriture, surtout à la fin du mois, car cela permettra une meilleure mobilisation citoyenne;
- Organiser des BBQ et des activités de sports;
- Organiser un évènement sur la mixité sociale et culturelle;
- Organiser des sorties familiales (plage, pique-niques, etc.);
- Améliorer les communications pour permettre une meilleure participation citoyenne dans le quartier [annonces dans les journaux par exemple].

Une trentaine de propositions visent la revitalisation du quartier et l'aménagement urbain. Parmi les propositions qui concernent plus directement le vivre ensemble, mentionnons les projets de verdissement, pour plus de fleurs et de jardins. D'autres souhaitent l'ajout de parcs, d'un marché public et de lieux pour échanger et rencontrer de nouvelles personnes.

D'autres pistes ciblent un domaine d'activités ou un groupe de personnes. Par exemple, beaucoup de propositions reliées au vivre ensemble touchent les jeunes du quartier³³. Certaines propositions visent aussi le soutien et l'entraide des parents monoparentaux. Il est proposé,

³³ Ces pistes d'action rattachées aux jeunes seront détaillées dans la présentation des pistes d'action liées à la situation des jeunes.

entre autres, d'organiser un groupe d'entraide pour les mères monoparentales ainsi que des formations en soutien aux parents seuls.

Enfin, quelques pistes d'action portent sur le lien entre la police et les citoyens : améliorer le dialogue entre les jeunes et la police, avoir plus d'interventions communautaires et non policières, augmenter la surveillance policière, changer les pratiques policières, etc.

Pistes de l'assemblée citoyenne (vivre ensemble)

Les personnes qui se sont regroupées pour échanger sur le vivre ensemble à l'assemblée ont souligné que pour améliorer le vivre ensemble dans le quartier, il faut qu'il y ait une multiplicité d'activités pour favoriser la sociabilité entre les gens : des activités intergénérationnelles, interculturelles, sportives, festives, culturelles, ouvertes à tous. Par ailleurs, quelques propositions portent sur le savoir-vivre. Par exemple, des personnes ont proposé qu'il y ait des cours de civisme, tant concernant les relations entre les gens que pour la propreté du quartier.

Enfin, à ces idées déjà présentes dans l'étude, s'ajoutent des idées touchant à la sécurité urbaine et routière. L'éducation à la sécurité, la réduction des limites de vitesse dans les rues du quartier, une meilleure planification urbanistique ainsi qu'une plus grande surveillance policière sont les moyens proposés lors de l'assemblée citoyenne. Ainsi, il serait plus agréable de vivre dans le quartier.

10.2 Pistes concernant les préjugés et la discrimination

Plus d'une cinquantaine de propositions peuvent être reliées au grand défi sur les préjugés et la discrimination. À l'image des suggestions faites pour le vivre ensemble, plusieurs personnes proposent de défaire les préjugés par la création de liens sociaux, la sensibilisation et les activités qui favorisent la mixité culturelle comme la cuisine, les sports, les pique-niques, etc. Les citoyens nous ont fait part aussi de leur souci d'inclure les jeunes dans les actions choisies pour le quartier. Voici quelques-unes de leurs propositions concernant la création de liens :

- Discussion sur les préjugés et discriminations vécus par tous : importance de se connaître, se rencontrer et se parler pour surmonter le racisme;
- Faire plus de fêtes de quartier et de voisinage dans un souci de rencontres entre différentes communautés culturelles. À chaque fête, rassembler plusieurs communautés et utiliser plusieurs moyens de communication pour vraiment joindre tout le monde (électroniques, porte-paroles, téléphones);
- Des activités pour favoriser le contact entre les citoyens: jardins collectifs, ateliers des arts, matchs de soccer, inclure les jeunes;
- Des activités ouvertes à tous, multiethniques, éviter les ghettos.

Quant aux propositions aspirant à contrer la stigmatisation des Nord-Montréalais, elles vont dans le sens de corriger l'image répandue du quartier. Pour y arriver, les participants proposent de faire connaître de bonnes nouvelles sur le quartier et de solliciter les médias régionaux pour qu'ils soient davantage présents lors des événements positifs. Par contre, peu de pistes d'action ont été proposées pour lutter contre les préjugés à l'égard des personnes qui ne travaillent pas. Un souci concernant les perspectives d'emploi dans le quartier et l'insertion des personnes inactives a été exprimé. Il en sera question lorsqu'on abordera les pistes d'action liées à la pauvreté et aux conditions de vie.

Pistes de l'assemblée citoyenne (préjugés et discrimination)

En continuité avec ce qui précède, les activités permettant des rapprochements intergénérationnels et interculturels sont des pistes d'action qui ont été proposées lors de l'assemblée du 8 novembre. Plusieurs personnes se sont aussi intéressées aux préjugés et à la discrimination que vivent les jeunes. Il est proposé que les jeunes soient impliqués dans les différentes actions à entreprendre, afin d'en tenir compte et que les décisions reflètent aussi leurs besoins et envies. Il en est de même concernant les personnes immigrantes. Plusieurs citoyens présents ont réitéré l'importance de déconstruire les préjugés à l'aide d'activités et de rencontres entre les citoyens. Dans ce cadre, une nouvelle proposition a émergé : monter un journal de quartier tenu et rédigé par les personnes immigrantes.

10.3 Pistes concernant la situation des jeunes

Les pistes d'action liées aux jeunes ont été très nombreuses; plus de 120 idées ont été émises. Une bonne part d'entre elles proposent la création de lieux pour que les jeunes puissent se rassembler ainsi que l'organisation d'activités qui leur soient accessibles (sports, loisirs, culture, etc.). Concernant les « jeunes qui se tiennent dans la rue », plusieurs pistes visent la création de liens et la mise sur pied de projets qui les incluent.

Voici quelques propositions :

- Créer une maison de jeunes;
- Des activités sportives et de loisirs accessibles;
- Cours et accompagnements pour les parents (compétences parentales);
- Offrir des modèles positifs pour les jeunes;
- Avoir plus de soutien pour les familles défavorisées;
- Créer des espaces pour les 5 à 12 ans;
- Avoir plus de parcs et d'installations sportives;
- Organiser des événements dans la rue : entrepreneuriat, arts et divertissement qui impliqueraient enfants et parents.

Plusieurs personnes se préoccupent de la situation des jeunes et de leurs perspectives d'avenir. Ainsi, elles proposent des pistes d'action axées sur la prévention afin de réduire le décrochage, la consommation et la vente de drogues, la criminalité tout comme «les mauvaises fréquentations» de ceux qui « se tiennent dans la rue ». Par ailleurs, des citoyens ont aussi proposé d'accroître le nombre d'intervenants pour les jeunes, par exemple avec plus de travailleurs de rue.

Quelques pistes concernent aussi l'insertion professionnelle et les perspectives d'emploi pour les jeunes et jeunes adultes du quartier. Certaines personnes soulignent que le quartier regorge de talents artistiques et sportifs et qu'il serait important de donner l'occasion à ces jeunes de se réaliser.

Pistes de l'assemblée citoyenne (situation des jeunes)

Ce troisième grand défi a récolté plus de 20 pistes d'action lors de l'assemblée citoyenne, proposées tant par des jeunes que par des adultes. Les participants à l'assemblée ont souligné qu'il faut aider les jeunes à s'ouvrir de meilleures perspectives, en leur offrant plus d'emplois locaux et en travaillant avec eux à l'élaboration de projets d'entrepreneuriat et d'art.

Plusieurs ont souligné l'idée d'offrir des formations pour responsabiliser les jeunes et pour qu'ils apprennent comment se comporter en société (valeurs, civisme). Sous un autre angle, certains considèrent que ce sont plutôt les parents et les autres citoyens qui doivent faire preuve de plus d'ouverture envers les jeunes, d'échanger plus avec eux afin de mieux les connaître. Il est aussi proposé de s'adapter aux capacités des enfants. Enfin, des personnes ont souligné que les projets avec les jeunes doivent être conçus dans le long terme.

10.4 Pistes concernant les conditions de vie et la pauvreté

Tout comme pour les autres grands défis, plusieurs pistes d'actions proposées visent l'amélioration des conditions de vie des citoyens du quartier. Plus de 80 pistes sont en lien avec ce quatrième grand défi.

Les personnes que nous avons rencontrées nous ont fait part de plusieurs idées pour améliorer l'accès à l'emploi. Par exemple, il est proposé d'organiser un groupe d'entraide en recherche d'emploi avec divers ateliers, un partage des offres d'emploi, des simulations d'entrevues d'embauche. Encourager la création locale d'emplois et améliorer l'offre de formations professionnelles sont d'autres pistes liées à l'employabilité des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord. Cependant, aucune piste n'a été suggérée pour diminuer directement le plus grand problème mentionné en lien avec l'emploi, soit la discrimination en raison de l'origine ethnique.

Plusieurs participants proposent une plus grande accessibilité à des logements sociaux propres et rénovés. Ils demandent que la SHAPEM continue le développement de logements communautaires, incluant de grands logements pour accueillir des familles avec de nombreux enfants. D'autres souhaitent que l'embellissement de zones autour des bandes commerciales, sur les rues Pascal et Rolland soit étendu à d'autres zones du secteur (Montréal-Nord, 2014 : 7). Certains ont aussi proposé l'ajout d'installations comme un bazar et un local avec des ordinateurs accessibles gratuitement.

Selon plusieurs personnes, l'amélioration des conditions de vie doit aussi passer par la situation des jeunes. C'est pourquoi plusieurs pistes d'action visent spécifiquement ce groupe. Ces pistes sont similaires à celles nommées au troisième défi, comme les activités sportives et de loisirs accessibles, la prévention, l'offre de formation professionnelle et l'encadrement des jeunes.

Enfin, quelques propositions sont en lien avec l'accès à l'alimentation. Par exemple, plusieurs personnes souhaitent la mise sur pied d'un marché public où les prix des aliments seraient abordables. Récupérer les aliments jetés tout comme les jardins communautaires et la création d'un groupe d'achat sont d'autres idées exprimant l'aspiration à une plus grande sécurité alimentaire dans le quartier.

Pistes de l'assemblée citoyenne (conditions de vie et pauvreté)

Parmi les idées novatrices qui ont été émises pendant l'assemblée citoyenne, soulignons celle de bénéficier de l'éducation populaire pour que les citoyens apprennent à connaître leurs droits sociaux et économiques. D'autres ont affirmé qu'il fallait interpeler le gouvernement pour augmenter le salaire minimum, diminuer le coût de transport et changer certaines lois, comme celles concernant les logements sociaux. On trouve également des propositions en lien avec les perspectives d'emploi des jeunes, la création d'emplois locaux et la sécurité routière.

Il est clair que lorsqu'il est question de pistes d'action, les citoyens du Nord-Est débordent d'idées et d'inventivité. Parmi leurs propositions, plusieurs rejoignent les quatre grands défis, touchant aussi bien la situation des jeunes, que les conditions de vie, le vivre ensemble et les préjugés et la discrimination. Ces pistes et idées d'actions, pour la plupart encore à l'état embryonnaire, seront discutées et développées au sein du regroupement citoyen; et plus largement avec l'ensemble des partenaires du modèle d'action de *Parole d'excluEs* et ses collaborateurs.

11. CROISEMENTS

11.1 Analyse croisée des défis et types d'échange

Nous avons utilisé différents modes de collecte de données ce qui nous a permis d'échanger avec les citoyens dans différents lieux et contextes, formels et informels (voir chapitre 3.1). Nous distinguons entre quatre grands types d'échanges : 1) entretiens individuels, 2) cafés-citoyens, 3) échanges informels à l'intérieur du local de *Parole d'excluEs* et 4) échanges informels à l'extérieur du local (rencontres informelles dans la rue, fêtes, rallye, « action visibilité », etc.). Une analyse croisée des thèmes et types d'échanges a révélé que certains thèmes reviennent plus souvent dans un type d'échanges plutôt que dans un autre. Il en ressort que l'utilisation de différents modes de collecte de données nous a permis d'obtenir un portrait plus complet de la perception qu'ont les citoyens de leur quartier. Regardons de plus près comment les grands défis ont été abordés dans les différents types d'échange.

C'est le thème des rapports sociaux et de la cohabitation (défi 1) qui est le plus fortement ressorti lors des entretiens individuels. Ce thème occupe aussi une place importante lors des cafés citoyens et des échanges dans le quartier. Par contre, les sujets abordés en lien avec ce défi ne sont pas les mêmes d'un type d'échange à un autre, ni la position des citoyens vis-à-vis de ces sujets. Entre autres, les personnes en entretien individuel disent être plutôt satisfaites de leurs relations avec les autres citoyens. Or, les personnes présentes aux cafés citoyens ont plutôt affirmé le contraire. Quant au thème de la sécurité, c'est lors des cafés-citoyens que les personnes en ont le plus parlé. Autant dans ces échanges que dans les entretiens individuels, les personnes nous ont fait part de leur sentiment d'insécurité et de la présence de la criminalité dans le quartier. Par contre, lors des échanges à l'extérieur, les citoyens nous disaient le plus souvent qu'ils se sentaient en sécurité.

C'est aussi lors de cafés-citoyens que la question des préjugés et de la discrimination (défi 2) a été le plus souvent abordée. Les participants aux cafés-citoyens nous ont fait part de discriminations qu'eux-mêmes ont subies. Ils ont moins parlé de leurs perceptions négatives de différents groupes sociaux ou ethniques. Comme les cafés-citoyens réunissaient des personnes provenant de différents milieux et ayant différentes origines, il est possible que certains n'aient pas parlé ouvertement de leurs préjugés, surtout si ceux-ci ciblaient des groupes dont faisaient partie des participants à la rencontre. Aussi, lorsqu'une personne parlait de son vécu, d'autres participants s'y reconnaissaient parfois, tout en renchérissant à propos de leurs propres expériences où ils ont été objets de discriminations. Ces expériences discriminantes concernaient en grande partie le marché du travail. Ce fut d'ailleurs un thème très présent pendant les cafés-citoyens, pourtant peu mentionné dans les autres types d'échange. Si les participants aux cafés-citoyens étaient plus réticents à exprimer leurs préjugés, les personnes rencontrées en entretien individuel en ont parlé avec plus de facilité. Il en est de même pour les échanges informels dans le local de *Parole d'excluEs*.

Quant au troisième grand défi, soit la situation des jeunes, il représente près d'un quart des propos des gens, et ce, dans tous les types d'échanges. Cela dit, dépendamment du type et du cadre d'échanges, les aspects mis de l'avant diffèrent. En entretien individuel et lors des échanges au local, les difficultés liées à l'éducation des jeunes occupent une place importante. Il en est de même de leur inquiétude concernant la présence de criminalité dans le quartier. Pendant les cafés-citoyens, l'accent a été mis particulièrement sur les pistes d'actions ainsi que sur un sentiment d'impuissance et de résignation face aux « jeunes qui se tiennent dans la rue ». Enfin, lors des échanges dans le quartier – généralement plus courts – les propos sur les jeunes portaient surtout sur des pistes d'action et véhiculaient une perception négative des jeunes qui se tiennent dehors.

Les propos liés au quatrième grand défi - conditions de vie et pauvreté - varient d'un type d'échange à un autre. C'est en entretien individuel que les personnes ont le plus souvent abordé la question de la pauvreté en général et de l'interdépendance des problèmes. Comme nous passions près d'une heure avec chaque personne lors d'un entretien, ce contexte rendait propice l'approfondissement de certaines réflexions, tels les liens entre les différents problèmes et la pauvreté.

Par ailleurs, la question du logement fut proportionnellement plus abordée lors des échanges informels dans le local de *Parole d'excluEs*. Bon nombre de personnes rencontrées étaient des locataires de la SHAPEM qui venaient pour parler de leur logement, ce qui peut expliquer pourquoi le logement était un des premiers thèmes abordés avec l'équipe de recherche. C'était donc au centre de leurs préoccupations, lorsque nous les avons rencontrées. Plusieurs personnes en ont aussi parlé lors des entretiens individuels, mais très peu pendant les cafés citoyens et les échanges dans le quartier.

Lors des entretiens individuels, le discours des personnes était généralement plus orienté vers des préoccupations et des points de vue personnels. Entre autres, les personnes rencontrées ont beaucoup parlé de leurs aspirations individuelles et de leurs priorités concernant l'amélioration du quartier. Notons aussi que c'est seulement dans le cadre d'entretiens que les gens nous ont fait part de leur utilisation personnelle des organismes et des services du quartier. Pendant les cafés-citoyens, les personnes se sont beaucoup exprimées sur leur satisfaction à l'égard des organismes et des services, mais sans jamais parler de leur propre usage de ces services ou de leur implication personnelle dans ces organismes.

Lors des échanges collectifs, les participants ont proposé de nombreuses pistes d'action pour transformer le quartier. Ce fut la tendance principale des cafés-citoyens ainsi que des échanges dans le quartier. Les pistes en lien avec les jeunes ont été les plus nombreuses, bien qu'il n'y ait pas eu beaucoup de jeunes présents pendant les cafés-citoyens.

En résumé, il est possible de voir que le type d'échanges peut influencer les sujets et les préoccupations dont les personnes parlent. Le fait de discuter ou non en présence d'autres personnes ainsi que le lieu des rencontres sont deux facteurs qui exercent un certain ascendant

sur ce que les participants choisissent spontanément de dire ou non. Il n'en demeure pas moins qu'il se dégage de l'ensemble des propos plusieurs similitudes, illustrant ainsi une vision globale du quartier.

11.2 Le point de vue des professionnels

Dans la démarche de *Parole d'excluEs*, c'est aux citoyens d'identifier les besoins et aspirations de la population d'un secteur, ce qui explique que notre analyse des enjeux du quartier se base uniquement sur les propos des citoyens. Cependant, lorsqu'il s'agit de développer des actions pour relever les défis d'un secteur, l'organisation travaille dans un esprit de coconstruction des connaissances et de croisement des savoirs. C'est pourquoi nous intégrons ici une section sur le point de vue des professionnels qui inclut autant les intervenants communautaires que les acteurs des milieux institutionnels. Nous leur avons demandé de s'exprimer sur les défis identifiés par les citoyens. Les propos analysés constituent avant tout des pistes d'action, mais certains nous renseignent aussi sur la position des professionnels par rapport aux défis. Ces propos ont été recueillis en majorité lors de travaux en ateliers suivant la présentation des résultats de l'étude aux acteurs des milieux communautaires et institutionnels, le 25 février 2015. Quelques propos viennent aussi de l'assemblée citoyenne du 8 novembre où deux ateliers étaient réservés aux professionnels.

Vivre ensemble : le point de vue des professionnels

Les professionnels soulignent plusieurs dimensions négatives en lien avec le vivre ensemble, soit le sentiment d'insécurité, la présence de criminalité ainsi que les préjugés et la discrimination. La situation des jeunes est d'ailleurs considérée comme un facteur important en vue d'un meilleur vivre ensemble. Les pistes d'actions proposées sont nombreuses, certaines révèlent une capacité d'introspection chez les intervenants, étant donné qu'un bon nombre de ces pistes concernent leur propre travail.

- Prendre le temps d'écouter et créer des liens de confiance avec la population du quartier;
- Travailler davantage en équipe;
- Faire attention à ne pas se positionner comme « experts », c'est-à-dire de savoir à l'avance ce que gens peuvent vivre;
- Lors des rencontres avec les citoyens, il faut aller en profondeur sur la question du vivre ensemble et décortiquer les préjugés; développer le respect, le savoir-être, la tolérance et la capacité d'entrer en relation avec l'autre;
- Rapprochement de différents groupes à travers des activités de cuisine;
- Mieux s'adapter à la clientèle;

- Affirmer que les intervenants aussi sont porteurs de préjugés, travailler sur ses propres préjugés;
- Tenir ses promesses envers la population.

Une autre perspective qui a émané de la rencontre avec les professionnels est celle d'aller davantage sur le terrain, à la rencontre des gens. Cela permettrait en effet de rejoindre des citoyens qui n'auraient pas tendance à fréquenter les ressources du quartier. Ces pistes montrent que les professionnels souhaitent contribuer à un meilleur vivre ensemble dans le quartier en posant un regard critique qui permettrait d'améliorer les pratiques d'intervention.

Préjugés et discrimination : le point de vue des professionnels

Tout comme chez les citoyens, la discrimination concernant l'accès à l'emploi à cause de l'origine est soulevée par les professionnels. La mauvaise réputation du quartier des années 1980 et 1990 persiste. Ils suggèrent diverses pistes d'action pour agir sur les préjugés et la discrimination. Ces pistes portent avant tout sur des activités pour déconstruire les préjugés et rapprocher les communautés. Plus concrètement, les intervenants proposent :

- Des actions pour briser les « silos », par exemple des fêtes ou autres activités de quartier ayant pour objet des éléments communs aux différentes communautés, de façon à « enlever les étiquettes ». Prendre des initiatives plus larges, plus sociales et ne pas cibler des groupes en particulier pour éviter la stigmatisation;
- Des séances de discussions thématiques pour sensibiliser les citoyennes et citoyens; il faudrait prendre conscience de ses propres préjugés afin d'arriver à les déconstruire; miser sur le partage d'expérience et le contact pour changer les perceptions, partager l'expérience commune, se découvrir sous un autre angle. Lorsque surgissent des propos discriminatoires ou des préjugés lors de discussion avec les citoyens, les professionnels doivent questionner les gens et aller en profondeur pour les déconstruire.

Notons aussi la volonté de s'engager dans des réflexions autocritiques pour que les intervenants travaillent sur leurs propres préjugés et qu'ils favorisent la mixité dans les organismes. Enfin, pour intervenir sur la discrimination à l'emploi, il serait important que les intervenants se mobilisent ensemble pour rompre avec l'image négative de Montréal-Nord, en travaillant avec les médias et le gouvernement.

La situation des jeunes : le point de vue des professionnels

La situation des jeunes semble interpeler plus d'un professionnel du quartier. Les difficultés liées à des lacunes au niveau de l'éducation (à différents niveaux) ainsi qu'à l'insertion à l'emploi sont soulevées. Les enjeux seraient imbriqués les uns dans les autres. Par exemple, un jeune qui vit une situation de logement difficile peut avoir plus de difficulté à maintenir un emploi. Sur un autre registre, des intervenants ont souligné le caractère « malsain » des relations entre les

jeunes hommes et les jeunes femmes dans le quartier. Les problèmes de violence au sein des familles et les représentations d'un rapport inégal entre les femmes et les hommes dans la culture du hip-hop sont avancés comme facteurs qui ont contribué à cette situation. Enfin, les intervenants soulignent que les jeunes sont fortement associés au sentiment d'insécurité dans le quartier.

Nous pouvons regrouper les pistes d'actions concernant les jeunes dans le quartier en trois grands groupes :

- Éducation : montrer des exemples positifs aux jeunes; améliorer leur estime de soi; offrir du soutien à la persévérance scolaire; offrir du soutien aux familles; travailler davantage sur la petite enfance; informer les jeunes sur les activités gratuites, travailler pour vaincre les préjugés; être plus attentif à la différence genrée entre jeunes hommes et jeunes femmes, etc.;
- Travailler en collaboration pour améliorer la situation des jeunes : collaborer avec les écoles secondaires, soutenir et travailler avec les organismes déjà présents auprès des jeunes; avoir une meilleure concertation jeunesse et donner plus de moyens à la Table de concertation jeunesse;
- Accroître la participation des jeunes : laisser plus de place aux jeunes, impliquer les jeunes dans les projets et les solliciter pour qu'ils aient le sentiment que ça leur appartient; aller chercher les jeunes qui fréquentent les espaces publics et créer des emplois adaptés aux jeunes; créer un foyer pour jeunes travailleurs; briser leur confinement ou leur impression de distance avec le reste de la société.

Il est également suggéré de déjudiciariser les jeunes en changeant le règlement municipal et de faire un recensement suite au séisme en Haïti sur l'intégration des jeunes issus du séisme. Les professionnels soulignent que tous les gens ont une responsabilité collective à l'inclusion des jeunes dans le quartier.

Conditions de vie et pauvreté : le point de vue des professionnels

Les intervenants sont préoccupés par les conditions de vie du quartier, qu'il s'agisse d'emploi, d'accessibilité et de connaissance des services offerts, de logement ou d'alimentation. Bien qu'ils soulignent des changements récents positifs (nouvelles ressources, revitalisation), les problématiques persisteraient. Entre autres, les citoyens continueraient à vivre des problèmes d'accès à l'emploi et auraient besoin de plus de logements abordables. La difficulté pour des personnes en situation de marginalité de maintenir un emploi est particulièrement soulignée.

Plusieurs pistes d'actions proposées détaillent comment les professionnels peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans le quartier, en travaillant sur l'offre de services et sur leur accessibilité. Parmi ces pistes, nous retrouvons :

- S'adapter à la clientèle, tenir ses promesses, éviter la démobilisation, informer les gens des activités gratuites, créer des événements ou des activités « prétextes » pour créer plus de solidarité entre les gens, développer des stratégies adaptées aux gens et mieux connaître les résidents du secteur pour mieux intervenir.

Les professionnels ont aussi suggéré des pistes concrètes pour un meilleur accès à l'alimentation, au logement et à l'emploi :

- Alimentation : une coopérative de distribution alimentaire.
- Logement : avoir plus de logements communautaires
- Emploi : montrer des exemples de réussites; créer des emplois adaptés pour les personnes marginalisées; sensibiliser les employeurs, en mettant en valeur les travailleurs du quartier; ouvrir un foyer pour les jeunes travailleurs dans le quartier.

Les positions et les pistes d'action en lien avec les quatre défis reflètent que les professionnels du quartier sont en mesure d'avoir un regard introspectif et critique sur leurs pratiques professionnelles dans le but de fournir de meilleurs services à la population du quartier. Autant du côté des citoyens que des professionnels, il y a une volonté de rapprochement que ce soit entre les différents groupes sociaux et culturels ou entre les professionnels et les citoyens. Cependant, en comparaison avec les citoyens, les intervenants expriment des propos plus négatifs concernant la cohabitation et les rapports sociaux.

Il est clair que notre démarche avec les professionnels a été différente de celle qu'on a adoptée avec les citoyens. Nous tenions en effet à ce que les citoyens soulèvent spontanément les enjeux qui les préoccupent dans le secteur, alors que nous avons exposé d'avance aux professionnels les quatre défis, en les invitant à se prononcer à leur sujet. En dépit de cette différence d'approche, il ressort que les uns autant que les autres sont interpellés par les questions relatives au vivre ensemble, aux préjugés et à la discrimination, à la situation des jeunes et aux conditions de vie dans le quartier.

11.3 Croisements avec les études antérieures sur le secteur

Comment les résultats de notre étude se positionnent-ils par rapport à ceux des études antérieures sur le quartier? De prime abord, notons que malgré la différence en termes d'objectifs et de méthodologies, une grande partie des constats et enjeux soulevés dans notre recherche trouvent écho dans des recherches antérieures. Citons par exemple, le fort sentiment d'appartenance et la satisfaction générale des citoyens par rapport au quartier, le sentiment d'impuissance de certains face à la criminalité, les raisons pour s'établir dans le quartier ou encore la volonté de corriger la mauvaise image de Montréal-Nord (Tichit, 2013; Montréal-Nord en Santé, 2014; Bastien et Goulet, 2006). Certains auteurs ont mentionné aussi la diversité des perceptions par rapport à certains sujets, notamment par rapport au sentiment de sécurité et aux

relations de voisinage (par exemple Tichit, 2013; Bastien et Goulet 2006). Ainsi, Tichit (2013) souligne que les jeunes se sentent beaucoup plus en sécurité dans le quartier que les adultes; Bastien et Goulet (2006) soulignent pour leur part le contraste entre l'attitude de « se mêler de ses affaires » et la présence d'entraide dans les blocs.

En s'appuyant sur un échantillon important et diversifié, soit 209 citoyens aux profils sociodémographiques variés, l'analyse que nous proposons apporte une valeur ajoutée, puisqu'elle a permis d'approfondir la compréhension des dynamiques sociales et la diversité des expériences vécues. L'analyse transversale nous a permis de regrouper différents enjeux identifiés par les citoyens, selon les liens qu'ils ont évoqués. Ainsi, les thèmes ne sont plus traités de manière sectorielle, l'accent étant mis sur les dynamiques entre les différents aspects d'un enjeu (par exemple, le vivre ensemble ou la situation des jeunes). Ainsi, nous avons regroupé les propos sur le sentiment de sécurité, entre autres, avec ceux sur la cohabitation et les relations de voisinage, puisque la majorité des propos sur la sécurité que nous avons recueillis sont liés à des enjeux de cohabitation.

Un autre exemple est celui de la situation des jeunes. Plusieurs études récentes portent sur les pratiques d'intervention auprès des jeunes (Castillo, 2013; Tichit, 2011) et examinent, par exemple, les motifs de participation ou la satisfaction des jeunes des programmes qui leur sont destinés (voir aussi Mise au jeu, 2008). Pour notre part, notre étude apporte une valeur ajoutée en ce qu'elle présente le regard des jeunes sur leur situation et plus largement sur le quartier, en contraste avec la perception des parents et adultes (de plus de 30 ans). Elle corrobore par ailleurs à plusieurs égards des études antérieures, par exemple le constat du manque de lieux de socialisation qui correspondent aux attentes des jeunes et qui appelle à en créer (Mise au jeu 2008), et - à l'opposé - le constat de la satisfaction des jeunes face aux services offerts (Tichit, 2011 et 2013).

La méthode utilisée, qui fait avant tout émerger les enjeux du terrain, a également permis de soulever un défi qui n'a pas été nommé dans les études antérieures. Il s'agit de la question des préjugés et de la discrimination, qui englobe non seulement les préjugés et la discrimination en raison de l'origine ethnique, mais aussi ceux basés sur le lieu de résidence, le statut professionnel ou en rapport avec des motifs peu explicités. Si la stigmatisation des Nord-Montréalais et de leur quartier est bien connue, et que d'autres recherches ont examiné la question des relations interculturelles et intergénérationnelles, à notre connaissance, c'est pour la première fois qu'est soulevée la discrimination présente dans le secteur³⁴.

Pour ce qui est des résultats en lien avec les conditions de vie et la pauvreté, cette étude a permis d'illustrer la position des citoyens par rapport à différents aspects qui conditionnent leur

³⁴ La consultation de Mise au jeu (2004 : 24-25) a soulevé des enjeux de préjugés et de stigmatisation entre différentes communautés et entre les générations et a souligné la présence de racisme (en particulier de la communauté italienne vs la communauté haïtienne, des propriétaires envers des locataires et des policiers envers les jeunes). Soulignons que le constat à propos des préjugés et de la stigmatisation a été reformulé dans la deuxième consultation de Mise au jeu (2008) de la façon suivante : « Cerner la vision qu'ont les citoyens du civisme interculturel et intergénérationnel dans leur quartier ».

quotidien, tels que le logement, l'alimentation, l'emploi, etc. Cependant, quelques enjeux, plus présents dans d'autres études, ou qui représentent des faits saillants dans les statistiques sur le secteur, ont à peine émergé de nos échanges avec les citoyens : les problèmes de violence intrafamiliale, de toxicomanie et de santé mentale ont été soulevés par quelques citoyens seulement, pourtant très présents dans le quartier (voir Bastien et Goulet, 2006; Billette et D'Elia, 2011). Nous avons avancé différentes hypothèses qui peuvent expliquer pourquoi ces enjeux n'ont pas émergé dans les échanges (voir 8.9).

Pour conclure, au-delà de la contribution en termes de connaissances sur le secteur, c'est aussi dans la forme – en tant que recherche-action participative – que cette étude se distingue des précédentes. Rappelons que les finalités de notre étude dépassent la consultation des citoyens sur leurs perceptions et expériences vécues. Elle se veut transformatrice et s'inscrit dans une démarche de mobilisation et de participation citoyenne (voir aussi 3.4 et la troisième partie de la conclusion).

11.4. Résultats par rapport aux études sur Pelletier et Viau

La présente étude constitue la troisième étude du genre sur les besoins et aspirations des citoyens d'un secteur. Dans cette section, nous mettons en relief les résultats de l'étude sur le Nord-Est de Montréal-Nord avec les deux études antérieures, soit celle de l'îlot Pelletier à Montréal-Nord (Fontan et Rodriguez, 2009) et celle du secteur de l'ancienne biscuiterie Viau dans Hochelaga-Maisonneuve (Fontan, René et Rodriguez, 2010).

La comparaison avec les études antérieures de *Parole d'excluEs* comporte certaines limites. Il est difficile de comparer des territoires qui n'ont pas nécessairement les mêmes caractéristiques au plan sociodémographique. La comparaison est également limitée, compte tenu du fait qu'il y a des différences importantes quant à la méthodologie et aux modes d'analyse. Toutefois, elle paraît intéressante si l'on cherche à comparer les aspects qui préoccupent les résidents de ces territoires qui sont tous marqués par des problèmes de pauvreté et d'exclusion.

Lorsque l'on regarde l'ensemble des sujets abordés dans notre étude (voir 4.2, graphique 2), l'on constate que les questions de la cohabitation et des rapports sociaux, de la sécurité ainsi que des ressources et services préoccupent fortement les personnes que nous avons rencontrées. Ces rubriques trouvent écho dans les études antérieures, bien qu'elles soient parfois regroupées sous d'autres vocables. Par exemple, dans l'étude sur l'îlot Pelletier, la question de la cohabitation est clairement identifiée; l'on parle alors de discrimination, de préjugés, et de fossés intergénérationnels et interculturels. Dans l'étude sur le site de l'ancienne biscuiterie Viau, la cohabitation difficile renvoie à une autre réalité, celle de la mixité sociale, une caractéristique propre à ce territoire, ce qui le distingue des deux secteurs de Montréal-Nord.

La question de la sécurité est également nommée dans les deux études antérieures. Les trois études se rejoignent en ce qui a trait aux préoccupations des citoyens face à l'existence de différentes formes de criminalité et de violence; elles génèrent chez plusieurs résidents une insécurité qui nuit (à) ou limite leur vie au quotidien, entre autres relativement à leurs déplacements et à leur appropriation du territoire.

Concernant les ressources et services dans les deux territoires de Montréal-Nord, il y a à la fois un constat positif quant à l'existence de plusieurs services et ressources, ainsi qu'une critique quant à leur accessibilité, tout spécialement lorsqu'on vit dans la pauvreté. Sur le territoire de l'ancienne biscuiterie Viau, le constat semble plus accablant : on identifie un manque de lieux, d'activités et de ressources, entre autres pour les jeunes et les familles. Sur ce plan, cela rejoint les deux études faites à Montréal-Nord, qui soulignent aussi des manques et des besoins importants, relativement aux jeunes et aux familles.

La question plus transversale des problèmes vécus par les familles et des rapports entre les parents et les jeunes, qui ressort de notre étude, est aussi présente dans les études antérieures (la sécurité des enfants, par exemple). Les familles et les jeunes sont une préoccupation importante pour les citoyens des trois territoires. Notons que l'on parle plus ouvertement dans notre étude d'une problématique touchant le manque de présence et d'encadrement des parents.

Quant aux conditions de vie, bien que les questions se rapportant à la pauvreté soient présentes sur les trois territoires, c'est sur le territoire de Viau qu'elles semblent ressortir avec le plus d'acuité, entre autres en ce qui a trait à l'accès à l'alimentation. Sur tous les territoires, la faible disponibilité des emplois locaux avec des revenus décentés est soulignée. Pour ce qui est des logements, il faut prendre en compte, dans les différentes études, les biais possibles dus à la proportion de participants logés dans des appartements de la SHAPEM. Cela dit, plusieurs résidents demeurent préoccupés par le coût prohibitif des logements et par leur insalubrité.

Au bout du compte, malgré des différences résultant de la spécificité des contextes, il ressort de cette comparaison qu'il y a des parallèles avec les deux études antérieures. C'est particulièrement le cas concernant le vivre ensemble qui - bien que portant sur des aspects distincts selon que l'on soit à Montréal-Nord ou à Hochelaga-Maisonneuve - fait ressortir les mutations qui peuvent marquer des quartiers dans une cité cosmopolite comme Montréal. C'est également le cas en regard des ressources disponibles, et des problématiques touchant à la pauvreté et ses effets sur la vie des familles et des jeunes. La comparaison fait ressortir que si la pauvreté n'a pas un visage unique, les déficits observés au niveau des conditions de vie renforcent l'exclusion des personnes concernées (CEPE, 2009).

CONCLUSION

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

L'analyse des échanges avec les 209 citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord qui nous ont fait part de leur expérience et vision du quartier dans le cadre de cette étude, a abouti à quelques constats globaux et à quatre grands défis auxquels les citoyens du quartier font face (voir chapitres 4 à 8). C'est aussi autour de ces quatre grands défis que s'inscrivent les pistes d'action proposées par les citoyens.

Il ressort des données qu'une vaste majorité des personnes avec lesquelles nous avons échangé ont une évaluation globale positive de leur quartier et témoignent d'un fort sentiment d'y appartenir, malgré les problèmes qu'ils y soulèvent. Les citoyens se disent pour la plupart habitués au secteur et s'y adaptent pour mieux vivre. Ils ont soulevé une panoplie de sujets lors des échanges, allant de la cohabitation et des rapports sociaux aux questions liées à la sécurité, en passant par des enjeux concernant les ressources et services offerts, jusqu'aux questions touchant à l'emploi, au logement, à l'éducation, à l'alimentation, à la pauvreté et à la propreté dans le quartier. Les perceptions et expériences concernant la plupart de ces thématiques sont très diversifiées, voire parfois opposées, ce qui illustre qu'il y a différentes façons de vivre le quartier Nord-Est de Montréal-Nord. C'est par les positions autour du sentiment de sécurité que cette diversité est probablement le mieux illustrée. Autant de citoyens affirment se sentir en sécurité dans le quartier que de citoyens qui éprouvent un sentiment d'insécurité.

Une analyse transversale de chacun des sujets ci-mentionnés nous a amenés à identifier quatre grands défis pour le quartier : le vivre ensemble, les préjugés et la discrimination, la situation des jeunes ainsi que les conditions de vie et la pauvreté.

Le vivre ensemble fait référence à différents enjeux et dynamiques des rapports sociaux. Il regroupe autant les dynamiques de cohabitation que les rapports de voisinage ou le sentiment de sécurité. Les citoyens du Nord-Est sont divisés dans leurs perceptions du vivre ensemble. D'un côté, ils affirment se sentir en sécurité, valorisent la proximité entre les gens, la diversité culturelle du quartier et la présence d'entraide et de solidarité. De l'autre côté, ils soulignent l'existence de préjugés, déplorent le manque de sécurité et de rapports de sociabilité entre voisins; ce qui engendre des attitudes de repli, tel que signifié par l'expression qu'il vaut mieux que les gens « se mêlent de leurs affaires ». Ils se plaignent également des comportements peu courtois de leurs concitoyens. Ces différents éléments, mis ensemble, peuvent paraître contradictoires. Mais en fait, ils reflètent les différentes dynamiques et tensions en lien avec le vivre ensemble dans le Nord-Est.

Le deuxième grand défi pour le quartier consiste en les préjugés et discriminations dont nous avons cerné différents fondements implicites et explicites. Ils sont le plus souvent motivés par l'origine ethnique, mais aussi par le statut professionnel et le lieu de résidence. Mais les fondements en restent très souvent implicites, notamment en ce qui concerne les « jeunes qui se tiennent dans la rue ». Les personnes issues de l'immigration sont particulièrement visées par la discrimination liée à l'emploi. C'est ainsi que les différentes dynamiques de discrimination contribuent à perpétuer et accroître les inégalités sociales.

Si la situation des jeunes – le troisième défi identifié – constitue l'une des préoccupations centrales des habitants du quartier, les jeunes eux-mêmes ont une vision plutôt positive de leur situation. Tout comme les adultes, ils expriment une appréciation fortement positive du quartier et s'y sentent à l'aise et en sécurité. Ils soulignent la sociabilité et la familiarité des gens entre eux et apprécient les activités qui leur sont destinées ainsi que les possibilités de faire du sport. Ces aspects positifs sont cependant nuancés par une série de difficultés soulevées par les jeunes eux-mêmes. Ils affirment qu'il n'y a pas suffisamment d'activités et d'espaces pour les jeunes. Ils regrettent aussi le peu de soutien aux jeunes dans le quartier. Enfin, ils déplorent le haut taux de décrochage scolaire et la présence des gangs de rue dans le secteur. Nous faisons face à une perception nuancée et variée de la situation des jeunes par eux-mêmes. Les adultes qui se sont prononcés à ce sujet adhèrent aux préoccupations que les jeunes ont exprimées. Toutefois, ils se soucient bien plus qu'eux de la sécurité des enfants et de la mauvaise influence du milieu sur ceux-ci.

La diversité des perceptions et expériences se reflète également au niveau du quatrième défi, soit les conditions de vie et la pauvreté. Alors que l'emploi et l'éducation sont largement associés à des difficultés, les avis sont plus partagés concernant l'alimentation ou le logement. Ici, la diversité des situations socioéconomiques d'une part et des expériences et attentes d'autre part, peuvent en partie expliquer les divergences. Au-delà de cette diversité d'opinions, il se dégage des propos des citoyens que les conditions de vie et la pauvreté restent un défi important dans le quartier, malgré différentes initiatives d'amélioration déployées au cours des dernières années.

Les défis soulevés se chevauchent et sont liés entre eux. C'est ainsi que les citoyens repèrent différents liens entre les enjeux. Ils soulignent notamment que des conditions de vie difficiles peuvent susciter l'émergence d'autres problèmes, par exemple le décrochage scolaire ou la consommation et la vente de drogues. En lien avec ces quatre défis, plus de 250 pistes d'action ont été proposées par les citoyens.

Les résultats de cette étude ont été validés par les participants à l'assemblée citoyenne du 8 novembre 2014, où il y a eu la première présentation des résultats de l'étude et où de nombreuses nouvelles pistes d'action ont été proposées. Le croisement avec les propos des intervenants, recueillis le 8 novembre 2014 et le 25 février 2015 (lors de la présentation des résultats aux acteurs des milieux communautaires et institutionnels), montre que les défis soulevés dans cette recherche préoccupent également les intervenants.

Au terme de cette étude ainsi présentée sous les angles des constats, des défis et des pistes d'actions, nous notons que plusieurs de nos résultats viennent corroborer ceux de recherches antérieures, tout en les actualisant et les approfondissant. Dans la section qui suit, nous aborderons plus particulièrement les contributions de notre étude.

CONTRIBUTIONS

Notre étude contribue de diverses manières au développement des connaissances sur le milieu concerné. Si différentes études se sont déjà penchées sur le territoire du Nord-Est de Montréal-Nord, il s'agit de la seule recherche qui porte globalement sur les besoins et aspirations des citoyens. C'est là que se situe la première contribution de cette étude. Notre étude n'est ni une consultation, ni un sondage ou une enquête statistique («survey»). Elle a privilégié au contraire une approche hautement qualitative - l'approche ethnographique - qui implique un investissement dans le milieu par le biais d'une longue démarche terrain. Elle propose une rigueur construite sur un travail de description, de comparaison et de mise en relation, comme toute enquête en sciences sociales de nature qualitative (Mucchielli, 2007). Le terrain avec ses formes d'échanges multiples, et le travail de va-et-vient analytique (itération), entre autres avec le comité de recherche, ont permis d'arriver aux quatre défis présentés aux chapitres 5 à 8. L'étude a ainsi permis d'approfondir les connaissances sur les dynamiques sociales du secteur (voir aussi 11.3).

La seconde contribution, qui découle de la première, c'est d'avoir mis l'accent sur le point de vue citoyen tout au long de l'enquête et d'avoir valorisé le savoir d'expérience. Notre étude veut rendre compte du « point de vue » de l'acteur, des représentations locales ou « émiques » (Geertz, 1983; Olivier de Sardan, 1995). Plus précisément, nous étions intéressés à accéder aux savoirs des citoyens, à leurs lectures de la réalité, à leurs expériences, ainsi qu'à leurs aspirations quant au devenir de leur quartier. Soulignons que l'accès aux savoirs d'expérience est un atout important dans la recherche de solutions collectives aux problèmes sociaux (McAll, 2008 : 116). Or, perdre une méconnaissance des savoirs d'expérience des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion. C'est pour cette raison que dans le modèle d'action de *Parole d'excluEs*, la démarche de mobilisation sur un territoire s'amorce par une telle étude sur les besoins et aspirations : on priorise alors la prise de parole citoyenne afin d'identifier les besoins, les intérêts et les réalités des citoyens.

La troisième contribution renvoie au rôle du comité de recherche. Au plan méthodologique, rappelons que notre étude s'inspire d'une tradition de la recherche-action participative (RAP), à caractère émancipatoire, qui valorise une participation réelle des acteurs au processus même de recherche. La manière de faire la recherche est vue ici comme une forme d'intervention (Anadon et Savoie-Zajc, 2007 : 22-25). Durant l'étude, un comité de recherche (CR) composé de citoyens et de représentants des principaux acteurs du modèle d'action de *Parole d'excluEs* sur ce territoire, a accompagné le travail de l'équipe de recherche. Le CR a été impliqué dans les différentes phases de l'étude, ce qui a permis l'émergence de divers points de vue tout au long de

la démarche. Ces points de vue reflétaient les représentations diverses que se faisaient les membres du comité de recherche du terrain d'étude ainsi que leurs expériences et postures en tant qu'acteur sur ce terrain. L'espace créé par le comité de recherche a permis une prise de parole sur la manière de faire l'étude, sur les sources de données nécessaires, sur le traitement et l'analyse des résultats.

La phase d'analyse se révèle d'ailleurs un enjeu majeur dans toute recherche-action participative. Les défis sont multiples pour permettre une véritable participation à cette étape cruciale, dans la mesure où les participants doivent être outillés pour en être partie prenante (Schensul *et al.*, 2008 : 119). Sur ce plan, nous avons réussi à susciter un réel intérêt auprès des membres non chercheurs du comité, tout en exigeant qu'ils soient formés à l'analyse et qu'ils s'investissent dans des lectures. En effet, ces membres se sont impliqués fortement durant cette phase, en lisant et en annotant des extraits de verbatim et en se confrontant à diverses interprétations des extraits analysés. Ces expériences ont permis d'installer un climat propice à la discussion, voire à la délibération, respectueuse des compréhensions diverses, dans une perspective de croisement des savoirs. En ce sens, nous avons su par moments créer un espace où chacun était en mesure de s'exprimer en toute confiance, sans crainte de jugements ou d'irrespects; une condition essentielle pour une réelle participation à un processus de recherche (Bergold et Thomas, 2012 : 6). De notre point de vue, il s'agit donc là d'un autre apport tant au plan des connaissances qu'à un niveau plus politique. C'est une chose de centrer une étude sur le point de vue des citoyens, mais c'en est une autre de faire la recherche (dans le sens de la réflexion et de l'analyse), en collaboration étroite avec des acteurs directement concernés par la question.

La quatrième contribution concerne l'imbrication de la recherche et de l'action, ce qui se traduit par une appropriation réussie de l'étude par les citoyens et un passage rapide à l'action. L'analyse était encore toute fraîche lorsque nous en avons communiqué les résultats aux citoyens. L'assemblée citoyenne d'une journée, réalisée en novembre 2014, a été conçue comme le premier moment visant l'appropriation des connaissances par des citoyens du territoire. Elle a permis de valider les résultats de l'étude, tout en rassemblant des citoyens intéressés à agir, afin de lui donner suite. Car c'est en effet suite à cette assemblée que s'est formé le regroupement citoyen. Au moment où nous terminons ce rapport, ce regroupement est déjà en action. Impliquer aussi étroitement les citoyens concernés au processus d'une recherche, et par extension à l'action qui y est liée, nous apparaît un mode peu expérimenté et potentiellement très innovant. Dans les faits, cette façon de prendre part à la recherche brise aussi la hiérarchie entre le savoir universitaire et le savoir citoyen. Comme le souligne Tremblay (2014 : 29-31), il s'agit là d'un des défis majeurs de la recherche partenariale qui, bien qu'elle propose une rupture théorique avec la recherche positiviste, a beaucoup de difficultés à accorder en pratique la place aux premiers concernés. Dans le cas de notre étude, ce sont les citoyens qui sont mobilisés, à même les connaissances produites par l'étude (Fontan *et al.*, 2014).

Ici, à un gain au plan des connaissances, s'ajoute un gain au niveau politique, dans la mesure où les citoyens ordinaires ne font généralement pas le poids face aux élites, lorsqu'il s'agit d'orienter les politiques et les programmes (Gilens et Page, 2014 : 576). Dans notre étude, les défis identifiés et validés par les citoyens (vivre ensemble, préjugés et discrimination, situation des

jeunes, conditions de vie et pauvreté) constitueront la base des actions de *Parole d'excluEs* et de ses partenaires sur ce territoire.

TRANSFERT DES CONNAISSANCES ET PERSPECTIVES

Le transfert des connaissances est une préoccupation centrale dans tous les travaux de recherche réalisés en lien avec *Parole d'excluEs*. L'incubateur universitaire de *Parole d'excluEs* et le poste de chercheure en milieu communautaire au sein de l'organisation sont des structures qui permettent d'assurer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche auprès des acteurs concernés (citoyens et intervenants).

Tel que soulevé plus haut, le comité de recherche constitue le premier niveau de transfert, en continu, à travers les différentes phases de l'étude. Le transfert prend ici une forme active et s'inscrit dans un processus de coconstruction des connaissances. Lors de la présentation des résultats, ceux-ci sont actualisés par la contribution des acteurs présents. C'est ainsi que nous considérons la recherche sur les besoins et aspirations des citoyens du Nord-Est de Montréal-Nord comme une spirale, qui continue son mouvement à travers les activités de transfert et d'appropriation de la recherche, et de possibles volets de recherche subséquents pour approfondir l'un ou l'autre des défis identifiés.

Depuis l'assemblée citoyenne du 8 novembre 2014, différentes activités de transfert ont eu lieu à l'intention des citoyens et des acteurs des milieux communautaires et institutionnels. D'une part, divers ateliers d'appropriation de l'étude à l'intention des employés de l'organisation et de ses partenaires ont été tenus. D'autre part, le transfert s'est fait à travers les rencontres du regroupement citoyen du Nord-Est qui s'est réuni à six reprises, depuis la fin de l'année 2014 jusqu'au moment de mettre ce rapport d'étude sous presse (avril 2015), rencontres auxquelles sont présents des intervenants et chercheurs de *Parole d'excluEs*. Dans le cadre de ces rencontres, près d'une soixantaine de citoyens participant au regroupement ont travaillé sur les défis, de façon à s'approprier la compréhension des enjeux et d'évoluer ensemble vers une compréhension commune. C'est ainsi que les transferts mutuels des savoirs dans le cadre de ces échanges ont mis les citoyens participants en mesure de discuter de la priorisation des enjeux, et de réfléchir ensemble avec des chercheurs et intervenants à l'élaboration de pistes d'action et de projets pour agir sur le quartier.

Cette démarche donne lieu à la possibilité d'élaborer des actions en lien avec les priorités identifiées par le regroupement citoyens, qui sont à la fois arrimées aux besoins des populations concernées, alimentées par le savoir des intervenants et celui de la recherche, maximisant ainsi l'impact de ces projets sur le milieu. Dans un premier temps, le regroupement s'est donné des projets qui se réalisent à court terme, afin de renforcer la participation et marquer des succès. Il s'agit d'actions favorisant le vivre ensemble et qui mettent en valeur les compétences et talents des citoyens, à travers divers événements, de nature sociale, artistique ou festive (par exemple un concours de talents dans différents domaines, dont la médiation, la danse ou la capacité de

préparer de plats gastronomiques à petit budget). Un autre projet en démarrage vise à renouveler l'image du quartier à travers des courts web-documentaires, mettant en valeur les actions du regroupement et des « bons côtés » du quartier. Il y a également une forte volonté de travailler sur la situation des jeunes. À plus long terme, et avec l'aide de partenaires de milieux communautaires, institutionnels et universitaires, la démarche de *Parole d'excluEs* vise le développement d'actions et de projets ayant un impact plus large jusqu'à des changements plus structurels pour adresser les défis soulevés dans cette étude.

En continuité des travaux du comité de recherche mis sur pied pour la présente étude et afin de pousser la méthodologie utilisée dans cette étude plus loin, *Parole d'excluEs* et l'incubateur universitaire souhaitent développer un Laboratoire d'expérimentation sur l'approche du croisement des savoirs qui met à profit la communication entre les savoirs académiques, ceux d'intervention et ceux d'expérience. La fructification de ces savoirs par leur croisement a pour but une meilleure connaissance des réalités sociales, tout en promouvant les démarches de prise de parole et de mobilisation citoyennes dans la perspective de lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté. Le secteur Nord-Est sera la première sphère de cette expérimentation, que l'on pourra étendre plus tard, à l'échelle des autres secteurs et lieux d'intervention de *Parole d'excluEs* et à d'autres milieux et initiatives intéressés par le croisement des savoirs.

BIBLIOGRAPHIE

- Anadon, M. et L. Savoie-Zajc (2007). « La recherche-action dans certains pays anglo-saxons et latino-américains : une forme de recherche participative », dans M. Anadon (dir.), *La recherche participative : multiples regards*. Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 11-30.
- Anténor, R. (2014). *La lutte contre la pauvreté dans les quartiers montréalais: le cas de l'organisme Les Fourchettes de l'espoir à Montréal-Nord*. Montréal : Cahiers du CRISES, no TM1402.
- ATD Quart-Monde (2006). *Charte du croisement des savoirs et des pratiques avec des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale*. Pierrelaye, France.
- Bamshad, M. et S. Olson (2003). «Does Race Exist?», *Scientific American*, décembre 2003, p. 78-85.
- Bastien, R. et J. Goulet (2006). *Étude microsociale du travail de terrain réalisé au CLSC Montréal-Nord : les marcheurs de l'Équipe Quartier*. Montréal : ASSS, Gouvernement du Québec.
- Béliveau, J. (2013). *Histoire de Montréal-Nord. Rapport synthèse de recherche. Pré 1915 à 2015*. Montréal : Centre d'histoire de Montréal.
- Bergold, J. et S. Thomas (2012). « Participatory Research Methods: A Methodological Approach in Motion », *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research*, vol. 13, no 1, article 30.
- Billette, I. et M. D'Élia (2011). *Les événements criminels de violence conjugale dans cinq territoires de postes de quartier à Montréal*. Montréal : SPVM, Ville de Montréal.
- Boas, F. (1935). *Kwakiutl culture as reflected in mythology*. New York: American Folklore Society.
- Bouchard, G. et C. Taylor (2008). *Fonder l'avenir: Le temps de la conciliation. Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Brun, P. (2002). « Croisement des savoirs et pouvoir des acteurs. L'expérience d'ATD-Quart Monde », *Vie sociale et traitements*, vol. 76, p. 5-60.
- Bussièrès, D. et J-M Fontan (2011). « La recherche partenariale: point de vue de praticiens au Québec » *SociologieS*. Dossiers, Les partenariats de recherche. [En ligne] <http://sociologies.revues.org/3670>.
- Bussièrès, D. (2014). « Quelques éléments de contextualisation », dans J-L. Klein, J-M. Fontan et D. Bussièrès (dir.), *Savoirs croisés, le défi de l'innovation sociale partagé*. Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 1-14.
- Statistique Canada (2011). *Recensement de 2011*. Ottawa : Gouvernement du Canada.
- Castillo, E. (2013). *Travail de rue à Montréal-Nord: Structure, impact et partenariat*. Montréal : ÉNAP-CREVAJ. [En ligne] <http://www.crevaj.ca/docs/public/Files/publications/Rapport final Travail de rue a Montreal Nord.pdf>.
- Chicha-Pontbriand, M-T. (1989). *Discrimination systémique. Fondement et méthodologie des programmes d'accès à l'égalité en emploi*. Cowansville : Yves Blais.

- Comité logement Montréal-Nord (2013). *Analyse de la situation des coopératives d'habitation de Montréal-Nord*. Montréal : Comité Logement. 8 pages.
- Convercité (2009). *Montréal-Nord : L'Urgence d'agir ensemble*. [En ligne] <http://www.convercite.org/wp-content/uploads/file/Nouvelles/Rapport Chantiers 10 mars 09.pdf>.
- CSSS Ahuntsic Montréal-Nord (2006). *Carte des voisinages du territoire du CSSSAM-N*. Montréal: CSSS Ahuntsic Montréal-Nord. [En ligne] http://www.csssamn.ca/fileadmin/csss_amn/Observatoire_populationnel/PDF/999_06_carte_voisinages_06_01_10.pdf.
- Dubeux, A-M. (2004). *Éducation, travail et économie solidaire : le cas des incubateurs technologiques de coopératives populaires au Brésil*, Université de Paris I - Panthéon Sorbonne.
- Dumais, L. (2011). « La recherche partenariale au Québec : tendances et tensions à l'université ». *Sociologies Dossiers : Les partenariats de recherche*. [En ligne] <http://sociologies.revues.org/index3747.htm>.
- Fassin, D. (2002). « L'intervention française de la discrimination ». *Revue française de science politique*, vol. 52, no 4, p. 25-36.
- Fontan, J-M, J-F René et P. Rodriguez (2010). *Étude sur les besoins et les aspirations des résidents de l'Îlot de l'ancienne biscuiterie Viau*. Montréal : Cahiers du CRISES, no ES1101.
- Fontan, J-M. et al. (2010). *Le modèle d'action de mobilisation contre l'exclusion sociale par le logement communautaire de Parole d'excluEs*. Montréal : Cahier du RQR-ÉS.
- Fontan, J-M, D. Longtin et J-F. René (2013). « Recherche participative à l'aune de la mobilisation citoyenne : une innovation sociale de rupture ou de continuité ? » *Revue Nouvelles pratiques sociales*, vol. 25, no 2, printemps, p. 125-140.
- Fontan, J-M. et J-F. René (2014). « La recherche partenariale et la mobilisation citoyenne: innovation sociale de rupture ou de continuité ? » dans *Savoirs croisés, le défi de l'innovation sociale partagée*. J-L. Klein, J-M. Fontan, D. Bussièrès (dir.), Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 85-111.
- Fontan, J-M. et P. Rodriguez (2009). *Étude sur les besoins et les aspirations des résidents de l'Îlot Pelletier. Synthèse des recherches effectuées : Similitudes et différences des différents acteurs rencontrés*. Montréal : Cahiers de l'ARUC. 70 pages.
- Fréchet, G., P. Lanctôt et A. Morin (2009). *Prendre la mesure de la pauvreté : Propositions d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec*. Québec : Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE).
- Freire, P. (1974). *Pédagogie des opprimés*. Éditions Maspéro.
- Frenette, Y. (1992). *Le logement et les communautés culturelles : analyse de la situation*. Montréal : Conseil des communautés culturelles et de l'immigration. 109 pages.
- Gagnon, K. (2009). *L'héritage d'Yves Ryan*. La Presse. [En ligne] <http://www.lapresse.ca/actualites/montreal/200901/23/01-820169-lheritage-dyves-ryan.php>. 23 janvier.
- Geertz, C. (1983). *Local Knowledge: Further Essays in Interpretive Anthropology*. New York: BasicBooks Inc.

- Gilens, M. et B. Page (2014). Testing Theories of American Politics: Elites, Interest Groups, and Average Citizens. *Perspective on politics*, vol. 12, no 3, p. 564-581.
- Heck, I. (2008). Poor? How women talk about poverty in low-income neighborhoods in urban Iran. *Seventh Biennial Conference on Iranian Studies*. Toronto: International Society for Iranian Studies.
- Hymes, D. (1974). *Foundations in Sociolinguistics. An Ethnographic Approach*. Philadelphia University of Pennsylvania Press.
- Labelle, M. (2006). *Un lexique du racisme : Étude sur les définitions opérationnelles relatives au racisme et aux phénomènes connexes*. Montréal : UQAM.
- Lagacé, R. (2013). *Le multiculturalisme à Montréal-Nord*. Journal Métro. [En ligne] <http://www.guidemtl nord.com/Chroniques/-Il-etait-une-fois-Montreal-Nord/2013-08-28/article-3367663/Le-multiculturalisme-a-Montreal-Nord/1>. 28 août.
- Lochak, D. (2003). La notion de discrimination. *Confluences Méditerranée*, vol. 48, no Hiver 2003-2004, p. 13-23.
- Longtin, D. (2010). *Revue de la littérature : la recherche-action participative, le croisement des savoirs et des pratiques et les incubateurs technologiques de coopératives populaires*. Montréal : Les Cahiers du CRISES, Collection Études théoriques, no ET1102.
- Malinowski, B. (1922). *Argonauts of the Western Pacific: an account of native enterprise and adventure in the archipelagoes of Melanesian New Guinea I*. London: Routledge & Kegan Paul.
- McAll, C. (2008). « Trajectoire de vie, rapports sociaux et production de la pauvreté », dans *Penser la vulnérabilité. Visages de la fragilisation du social*. V. Châtel et S. Roy, (dir.). Québec : Presses de l'Université Laval, p. 93-123.
- Miles, M. et M. Huberman (2003). *Analyse des données qualitatives : recueil de nouvelles méthodes*. Bruxelles: De Boeck Université.
- Mise au jeu (2004). *Centre communautaire à bâtir ensemble. Rapport final de la consultation/ mobilisation*. Montréal : Un itinéraire pour tous, Comité de travail Montréal-Nord en santé.
- Mise au jeu (2008). *De plus près... Rapport final de la consultation/ mobilisation été 2008*. Montréal : Un itinéraire pour tous.
- Montréal-Nord en Santé (2014) *Portrait de la zone RUI de Montréal-Nord. Démarche collective de planification stratégique*. Montréal : Ville de Montréal. 15 pages.
- Mucchielli, A. (2007). « Les processus intellectuels fondamentaux sous-jacents aux techniques et méthodes qualitatives ». *Recherches qualitatives*, Hors-série - no 3. Actes du colloque : Bilan et prospective de la recherche qualitative, p. 1-27.
- Mukamurera, J., F. Lacourse et Y. Couturier (2006). « Des avancées en analyse qualitative : pour une transparence et une systématisation des pratiques ». *Recherches qualitatives*, vol. 26, no 1, p. 110-138.
- Olivier de Sardan, J-P. (1995). « La politique du terrain : Sur la production des données en anthropologie ». *Enquête*, vol. 1, no 1995, p. 71-109.
- Paillé, P. et A. Mucchielli (2008). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*. Paris : Armand Collin.

- Pelletier, M. (2012). *Petite délinquance dans les espaces publics de Montréal et stratégies d'intervention : Les modalités de concertation et de collaboration dans deux secteurs de Montréal*. Montréal : Faculté des arts et sciences - École de criminologie.
- Pike, K. (1954). *Language in relation to a unified theory of the structure of human behavior*. Glendale: California Summer Institute of Linguistics.
- Québec, Direction de la santé publique (2009). *Montréal-Nord, le point de vue citoyen*. Montréal : Agence de la santé et des services sociaux de Montréal et Montréal-Nord en santé. 53 pages.
- Québec (2013). *L'enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada : État des connaissances à l'intention des utilisateurs du Québec*. Québec : Institut de la statistique du Québec. [En ligne] <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/enm-note-information.pdf>.
- René, J-F., S. Boyer et M-A Leblanc (2013). *Croiser les savoirs pour mieux à combattre la pauvreté : une enquête participative avec l'Université populaire Quart Monde*. Montréal: Services aux collectivités de l'UQAM et ATD Quart-Monde. 37 pages.
- René, J-F., M. Champagne et S. Mongeau (2013). « Présentation du dossier : Recherches participatives ». *Revue Nouvelles pratiques sociales*, vol. 25, no 2, été, p. 25-34.
- Reyes, B. (2010). *Le Bronx*. Le Guide de Montréal-Nord. [En ligne] <http://www.guidemtnord.com/Chroniques/Avec-vous/2010-03-23/article-1046808/Le-Bronx/1>. 23 mars.
- Sala Pala, V. (2007). « La politique du logement social est-elle raciste ? Le cas marseillais ». *Faire Savoirs*, mai 2006, no 6, p. 25-26.
- Schensul, J. J., M. Berg et K. Williamson (2008). «Challenging Hegemonies: Advancing collaboration in Community-Based Participatory Action Research». *Collaborative Anthropologies*, vol. 1, p. 102-137.
- Séraphin, I. (2009). *La participation citoyenne dans un secteur montréalais défavorisé à revitaliser : projet de mémoire*. Montréal : Institut National de la Recherche Scientifique, Centre Urbanisation, Culture et Société.
- Tichit, L. (2011). *L'animation du milieu urbain à Montréal-Nord : Le point de vue des jeunes*. Montréal : Ville de Montréal.
- Tichit, L. (2013). *Étude sur les sentiments de paix et de sécurité dans le secteur couvert par le projet Quartiers 21 à Montréal-Nord : regards de résidants*. Montréal : Ville de Montréal.
- Tremblay, P-A. (2014). « Une sociologie de la recherche partenariale », dans *Savoirs croisés, le défi de l'innovation sociale partagé*. J-L. Klein., J-M. Fontan, D. Bussièrès (dir.). Québec : Presses de l'Université du Québec, p. 15-33.

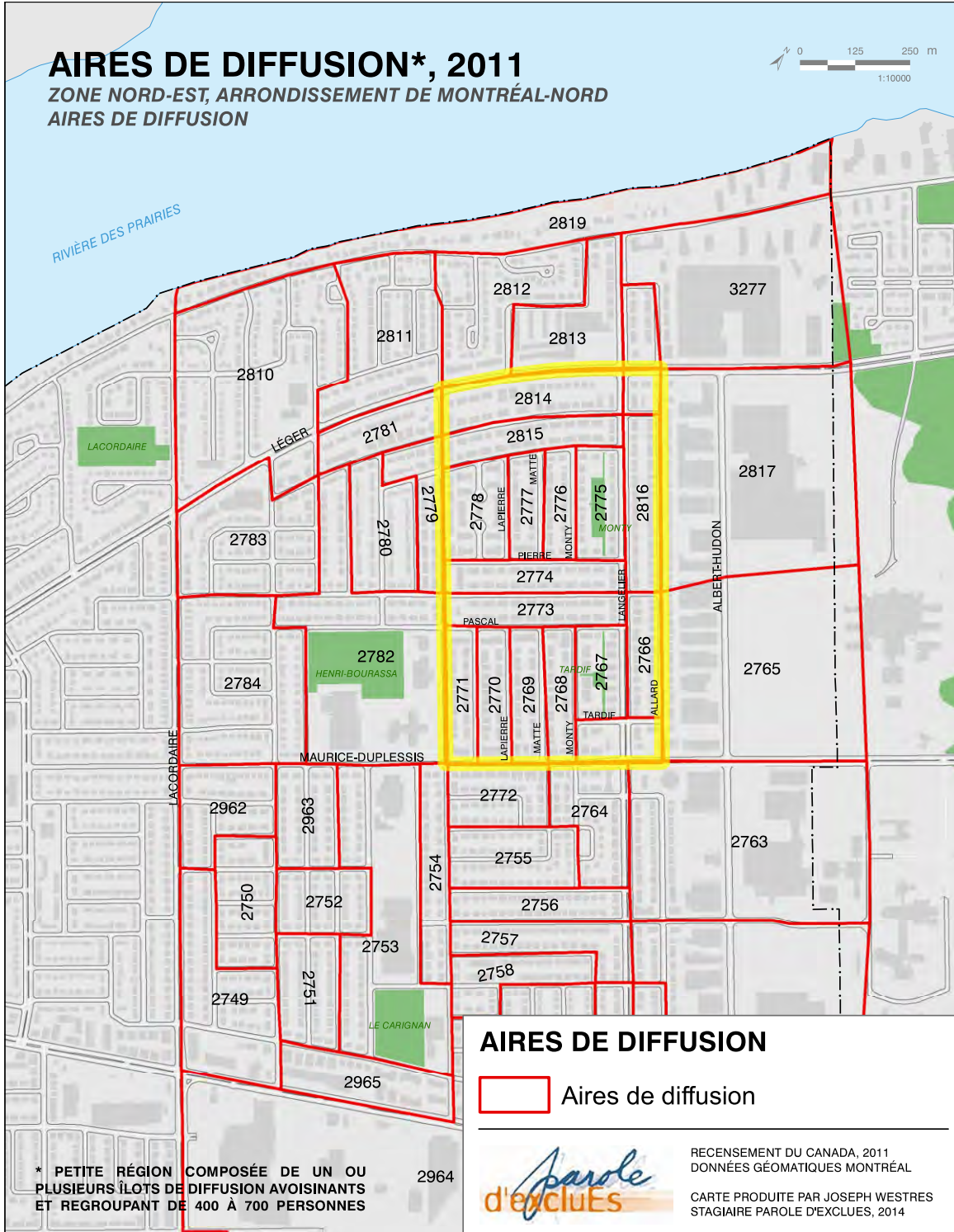
ANNEXES

Cartes géoréférencées du secteur à l'étude

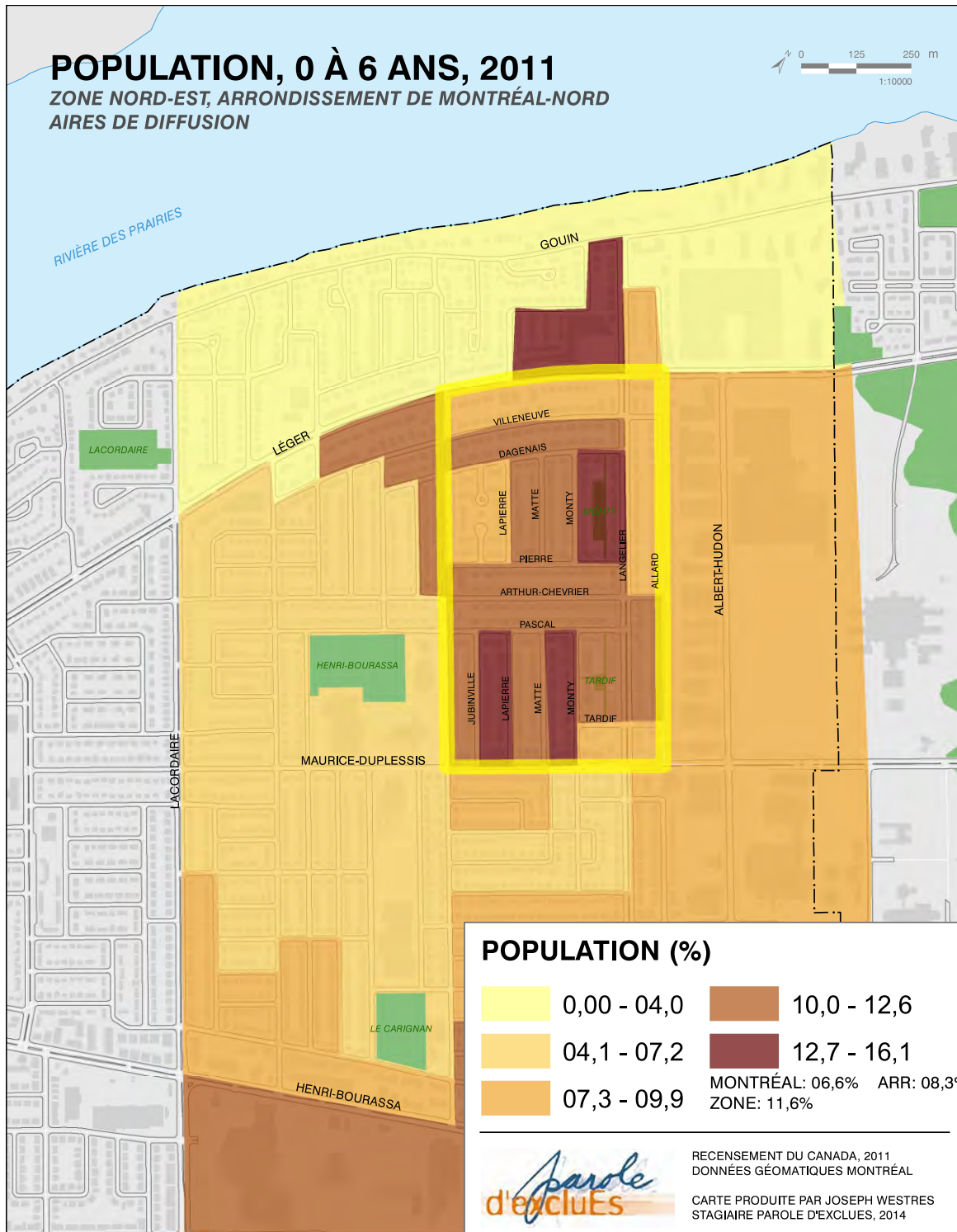
Note : Le Recensement canadien de 2011 a introduit de nouvelles données tirées de l'Enquête nationale auprès des ménages (ENM). Cette enquête est de participation volontaire et a remplacé le questionnaire complet obligatoire des recensements antérieurs. Le questionnaire du ENM a été distribué à environ un ménage canadien sur trois plutôt qu'à un ménage sur cinq, comme c'était le cas avec les recensements antérieurs. On y trouve les données sur les minorités visibles, la scolarité, le taux d'activité, le taux d'emploi, le taux de chômage, le revenu moyen et le taux d'effort. Les données de l'ENM nous ont permis de traiter des données au niveau de petites unités géographiques du territoire, soit les aires de diffusion. Celles-ci sont formées d'un ou de plusieurs ilots et regroupent de 400 à 700 personnes (Québec, 2013).

Dans les cartes tirées des données de l'ENM (cartes 14 à 20), nous avons représenté uniquement la moyenne de la zone à l'étude, principalement à cause du taux global de non-réponse relativement élevé de certaines aires de diffusion de la zone à l'étude. Nous avons également privilégié ce mode de représentation pour la carte sur la monoparentalité (carte 13), afin de ne pas stigmatiser davantage cette population.

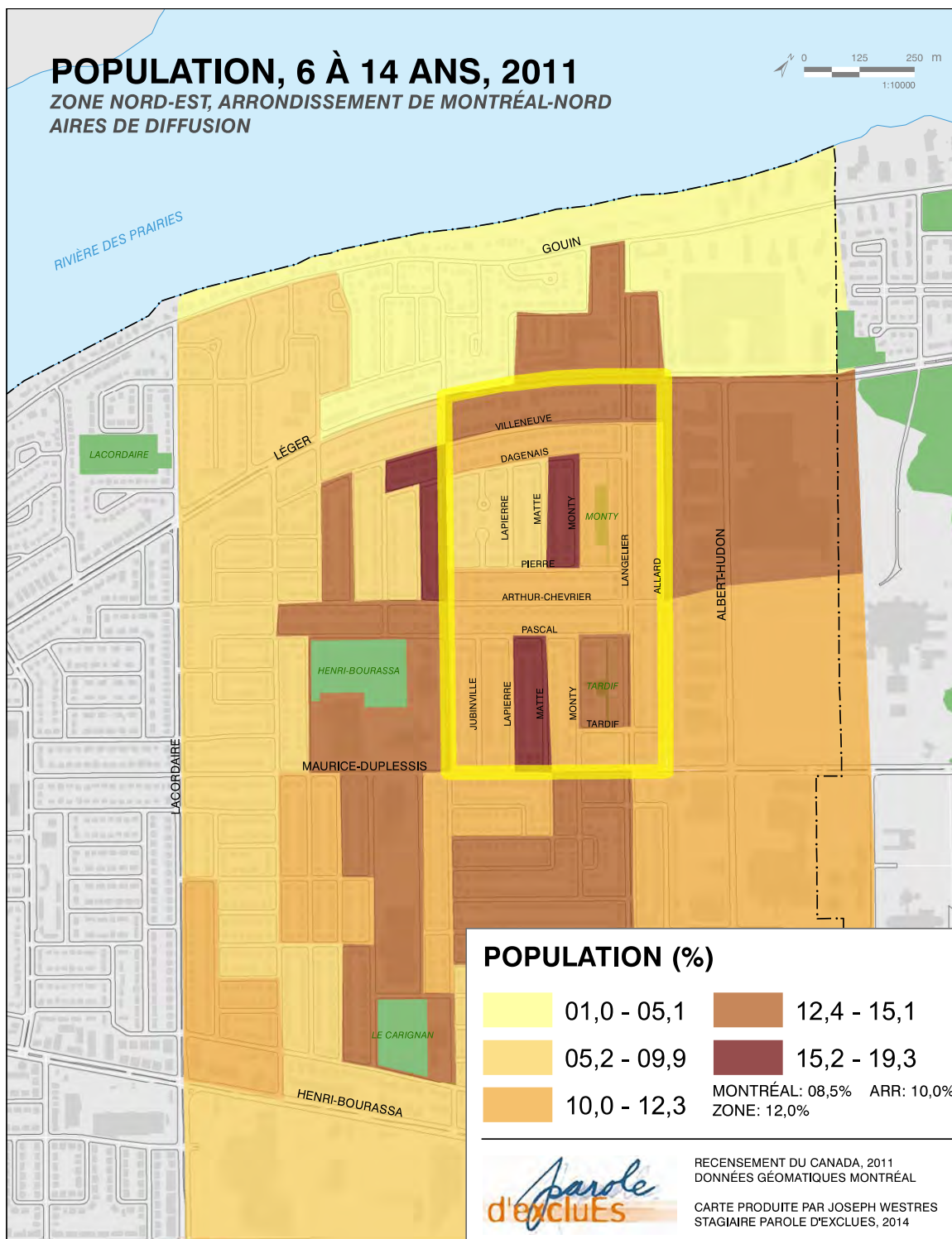
Carte 4 : Aires de diffusion du secteur, 2011, Zone Nord-Est



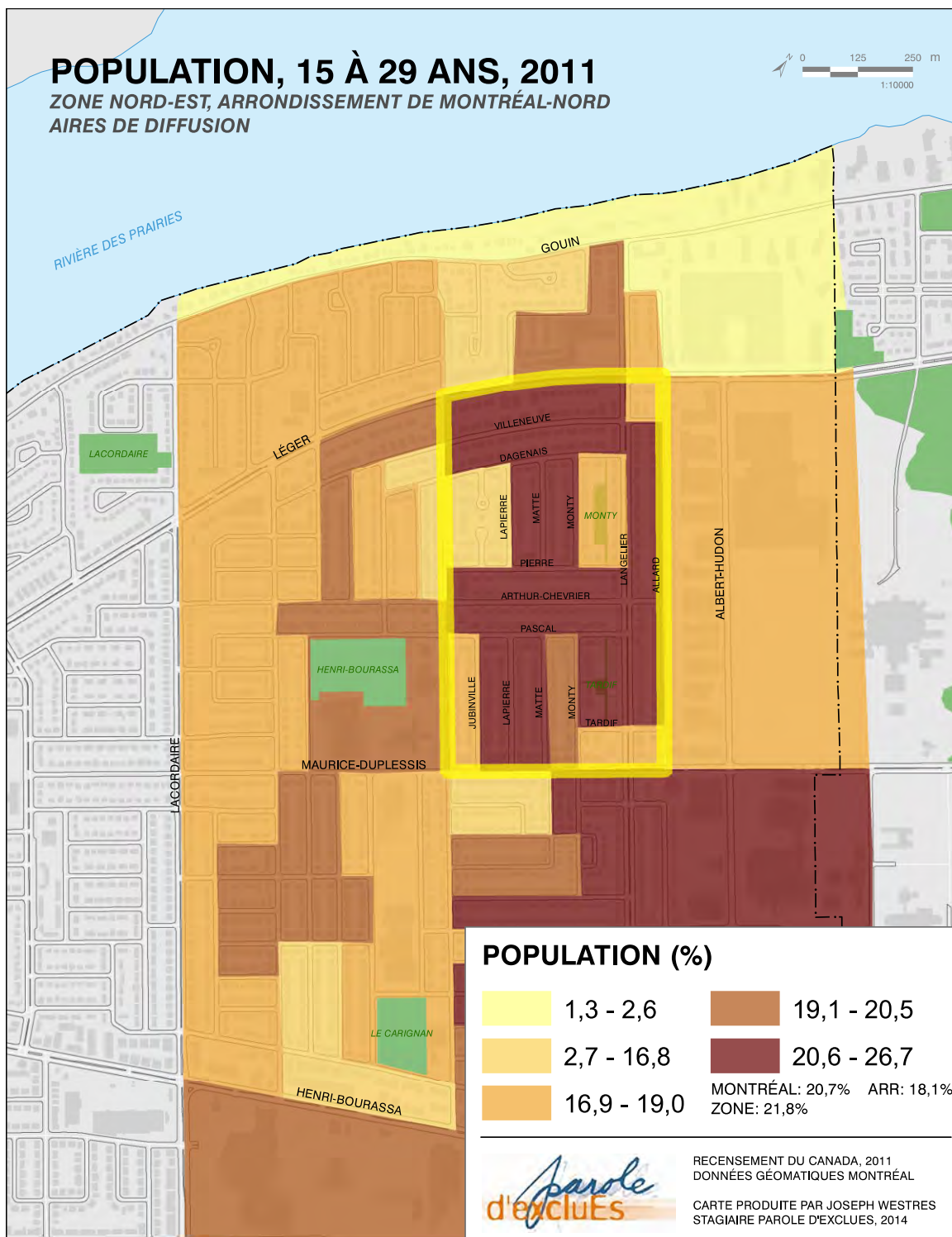
Carte 5 : Population, 0-6 ans, 2011, Zone Nord-Est



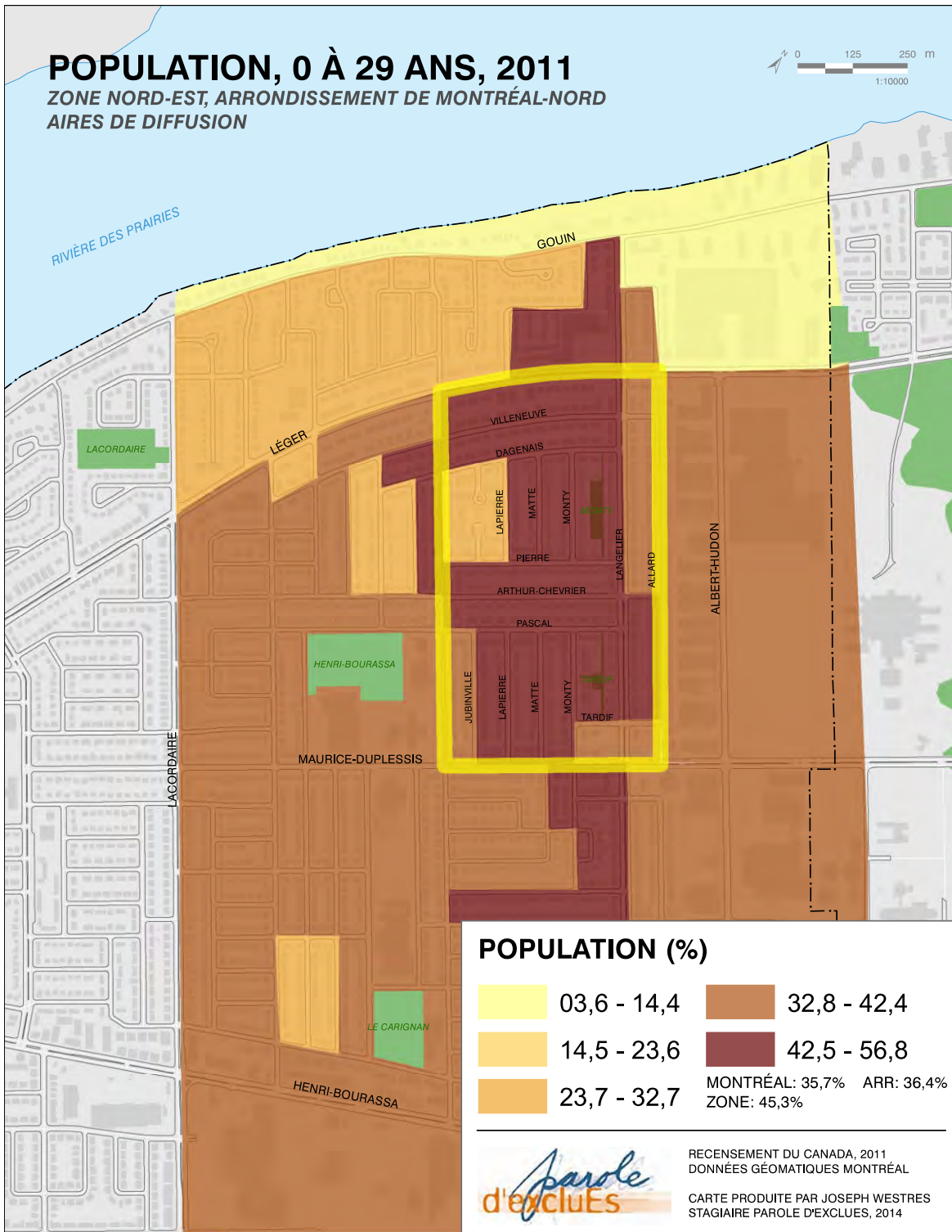
Carte 6 : Population, 6-14 ans, 2011, Zone Nord-Est



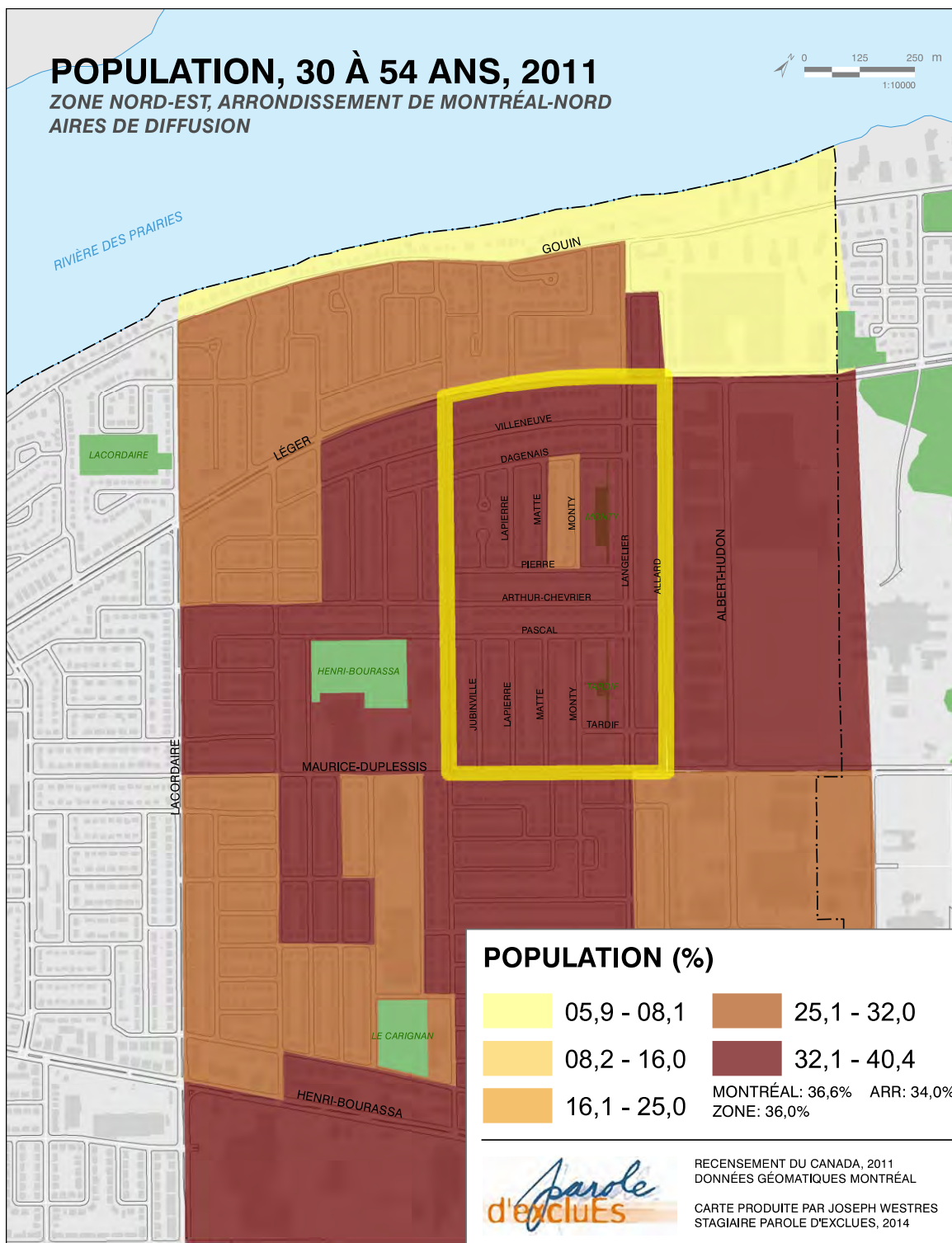
Carte 7 : Population, 15-29 ans, 2011, Zone Nord-Est



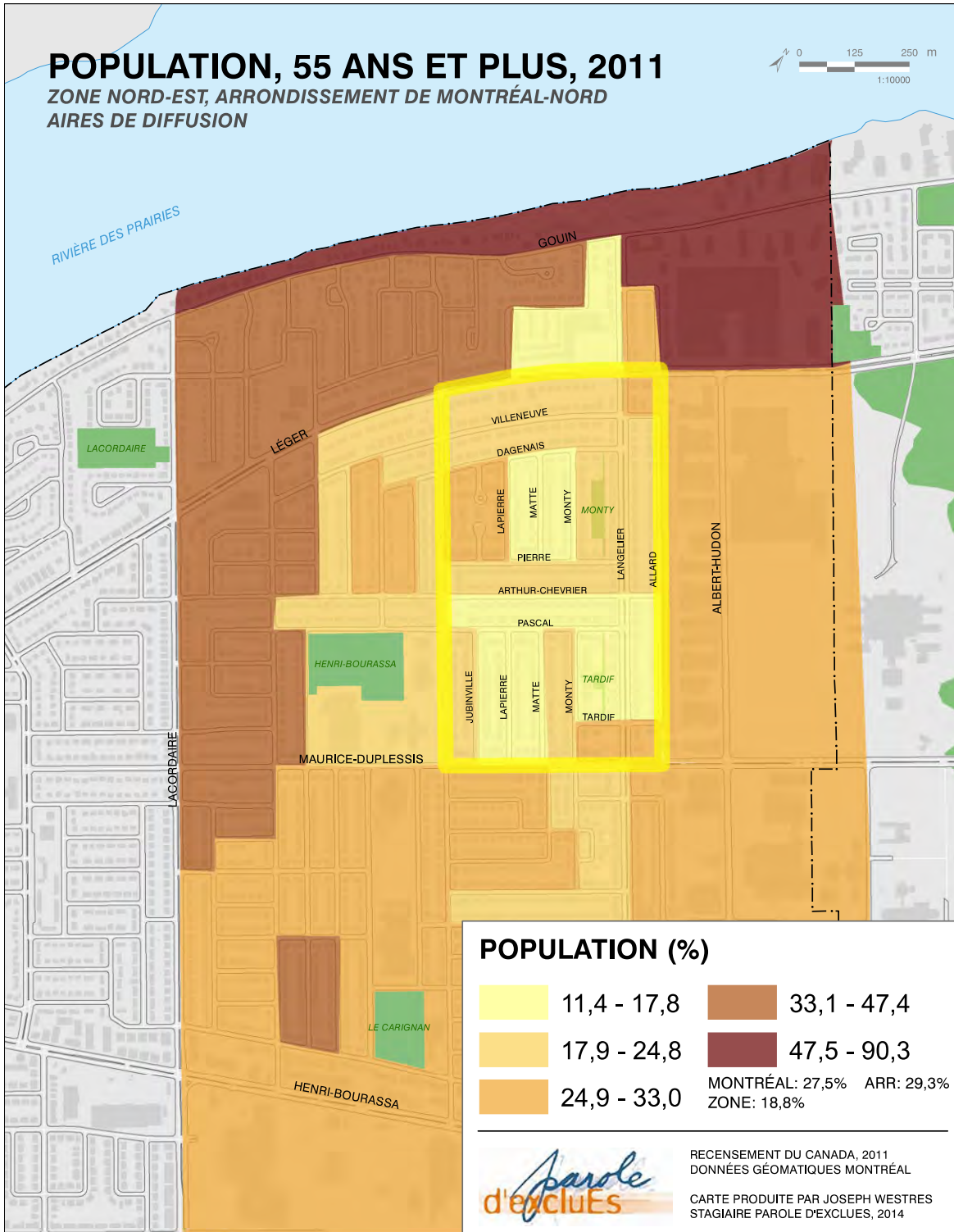
Carte 8 : Population, 0-29 ans, 2011, Zone Nord-Est



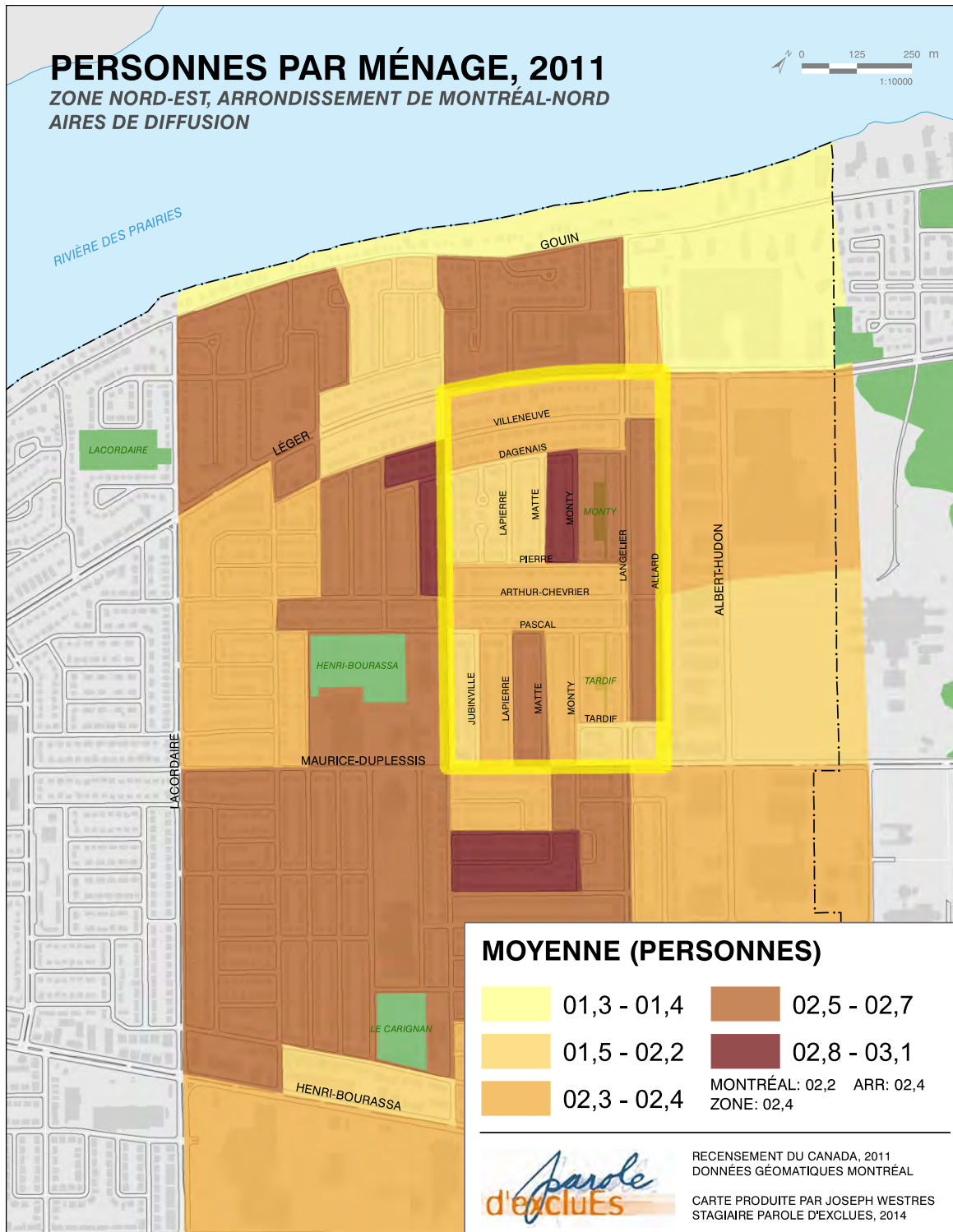
Carte 9 : Population, 30-54 ans, 2011, Zone Nord-Est



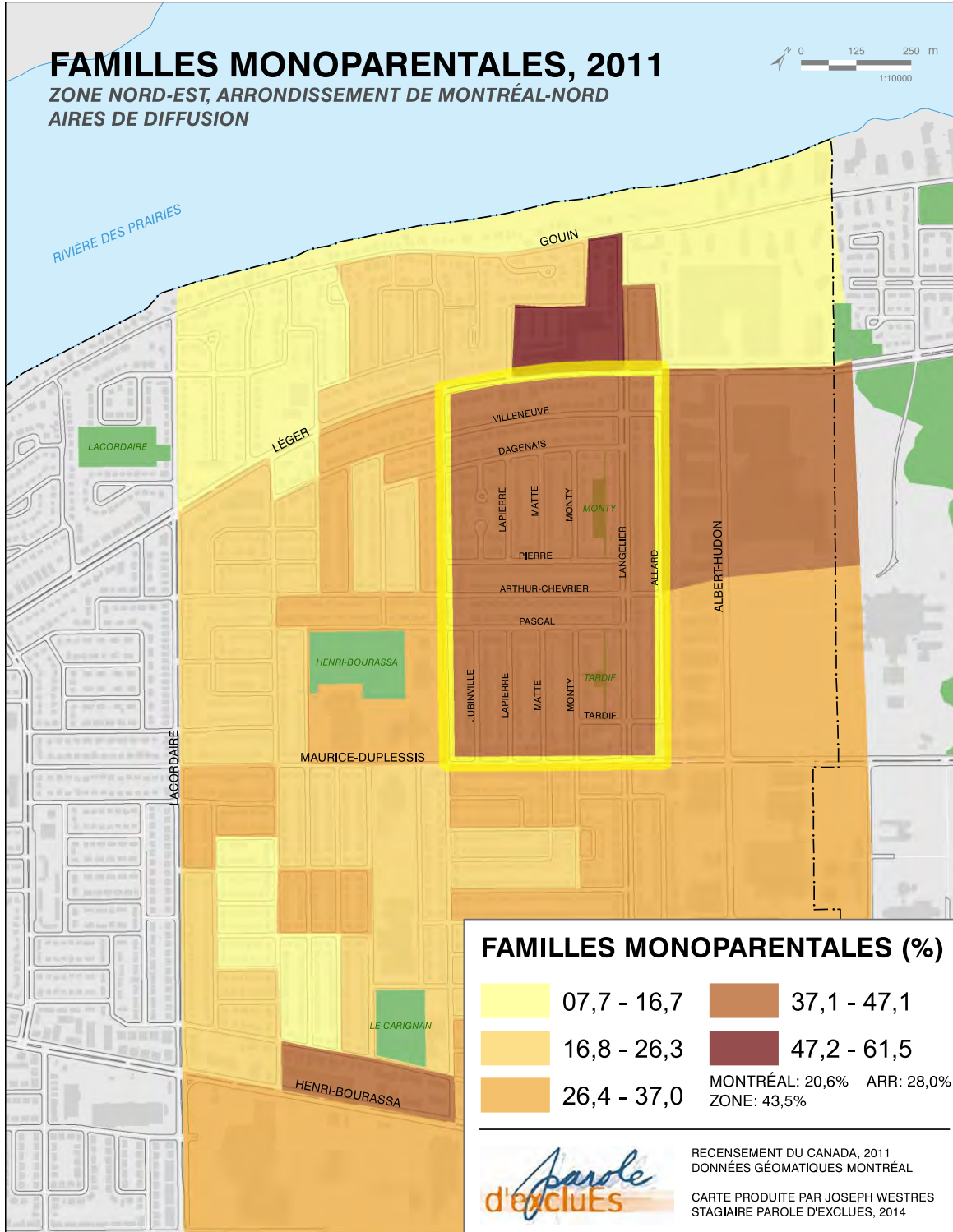
Carte 10 : Population, 55 ans et plus, 2011, Zone Nord-Est



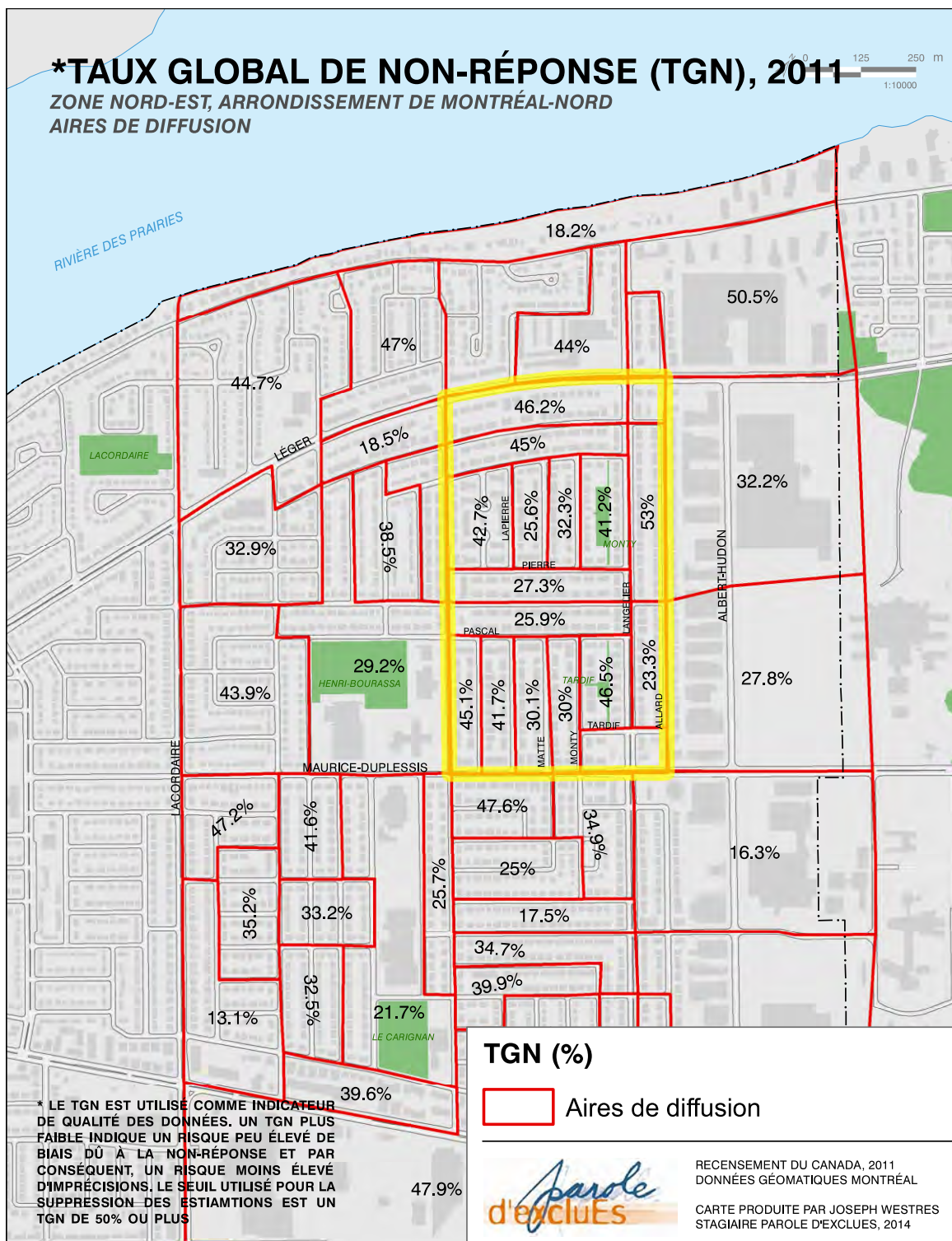
Carte 11 : Personnes par ménage, 2011, Zone Nord-Est



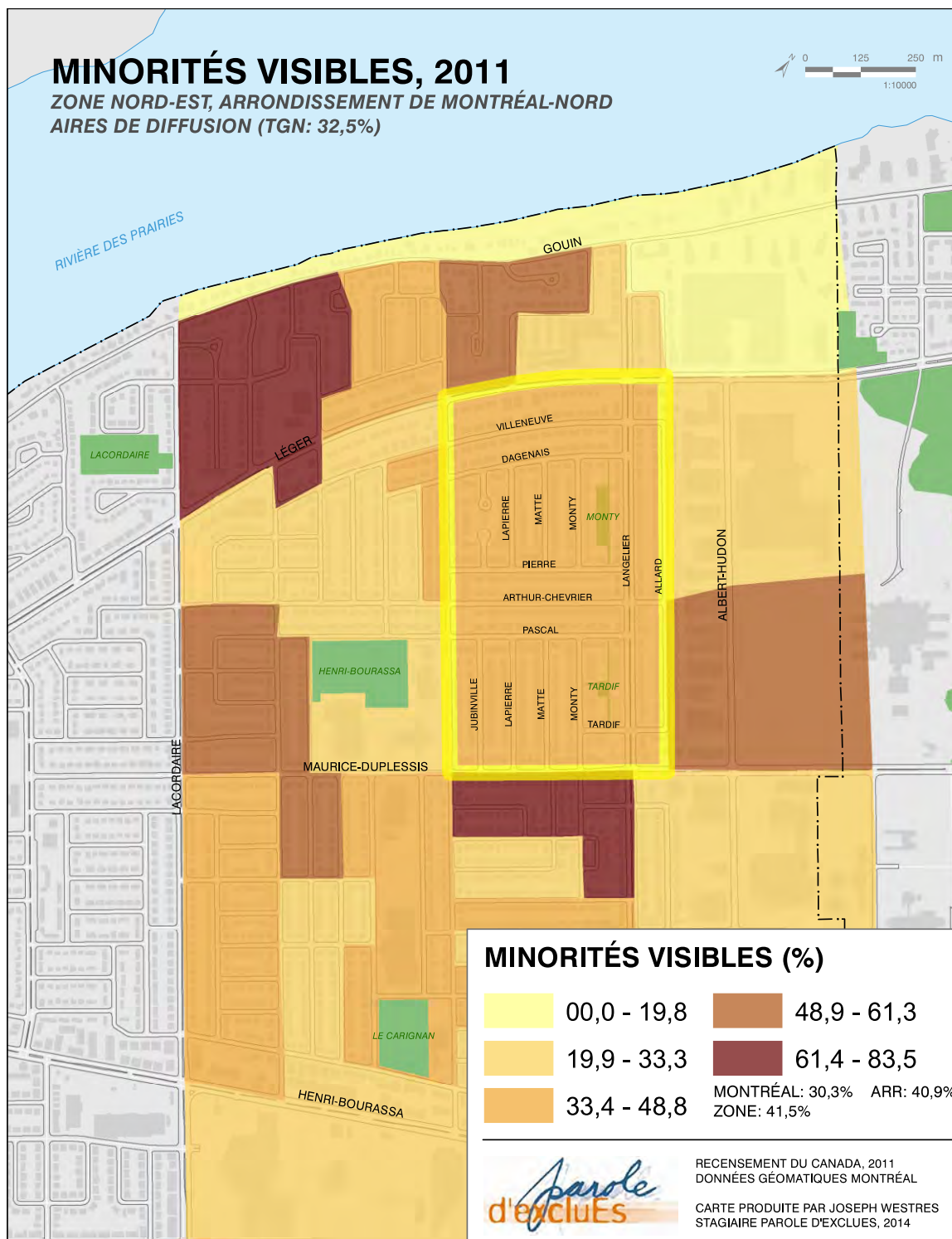
Carte 12 : Familles monoparentales, 2011, Zone Nord-Est



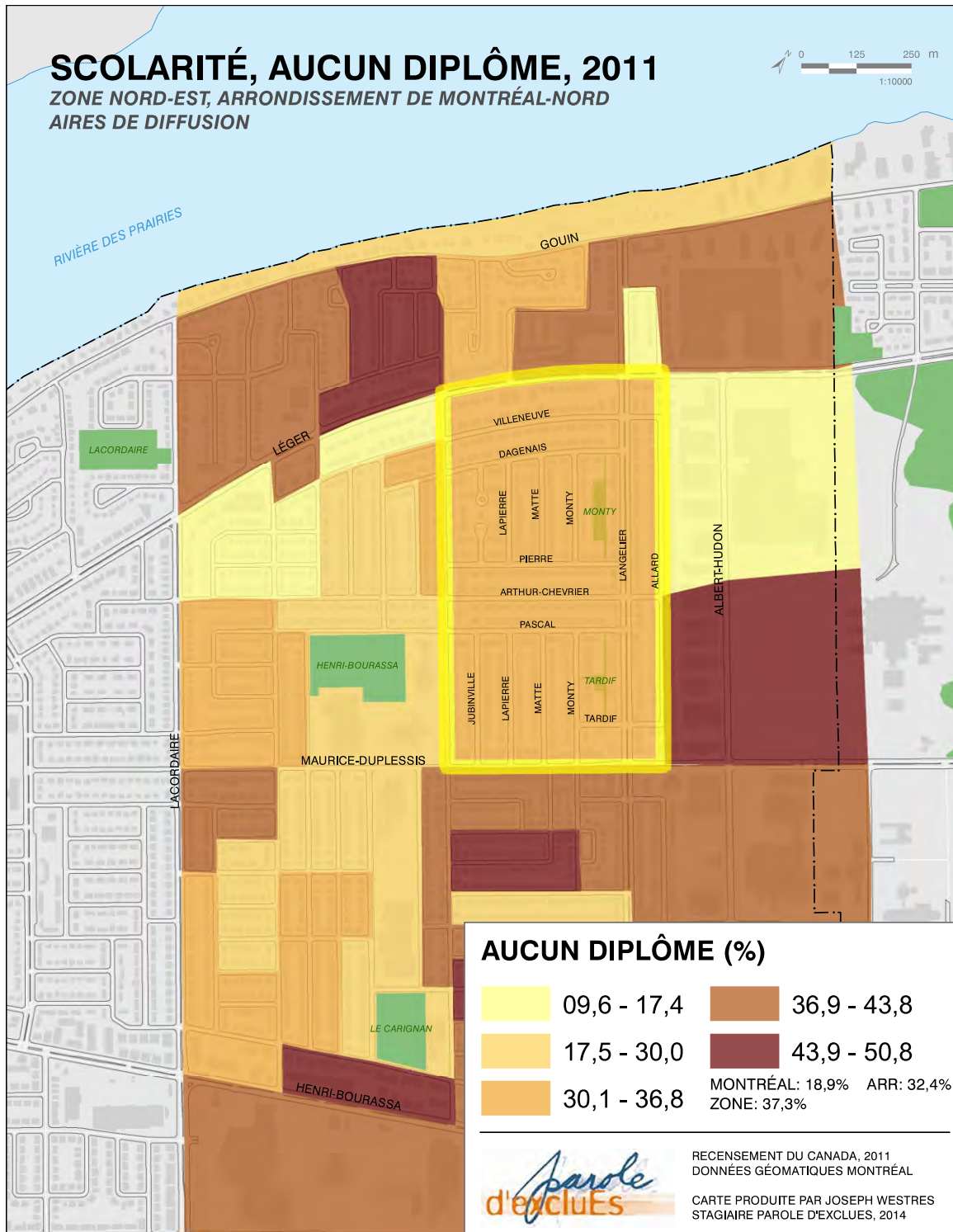
Carte 13 : Taux global de non-réponse, 2011, Zone Nord-Est



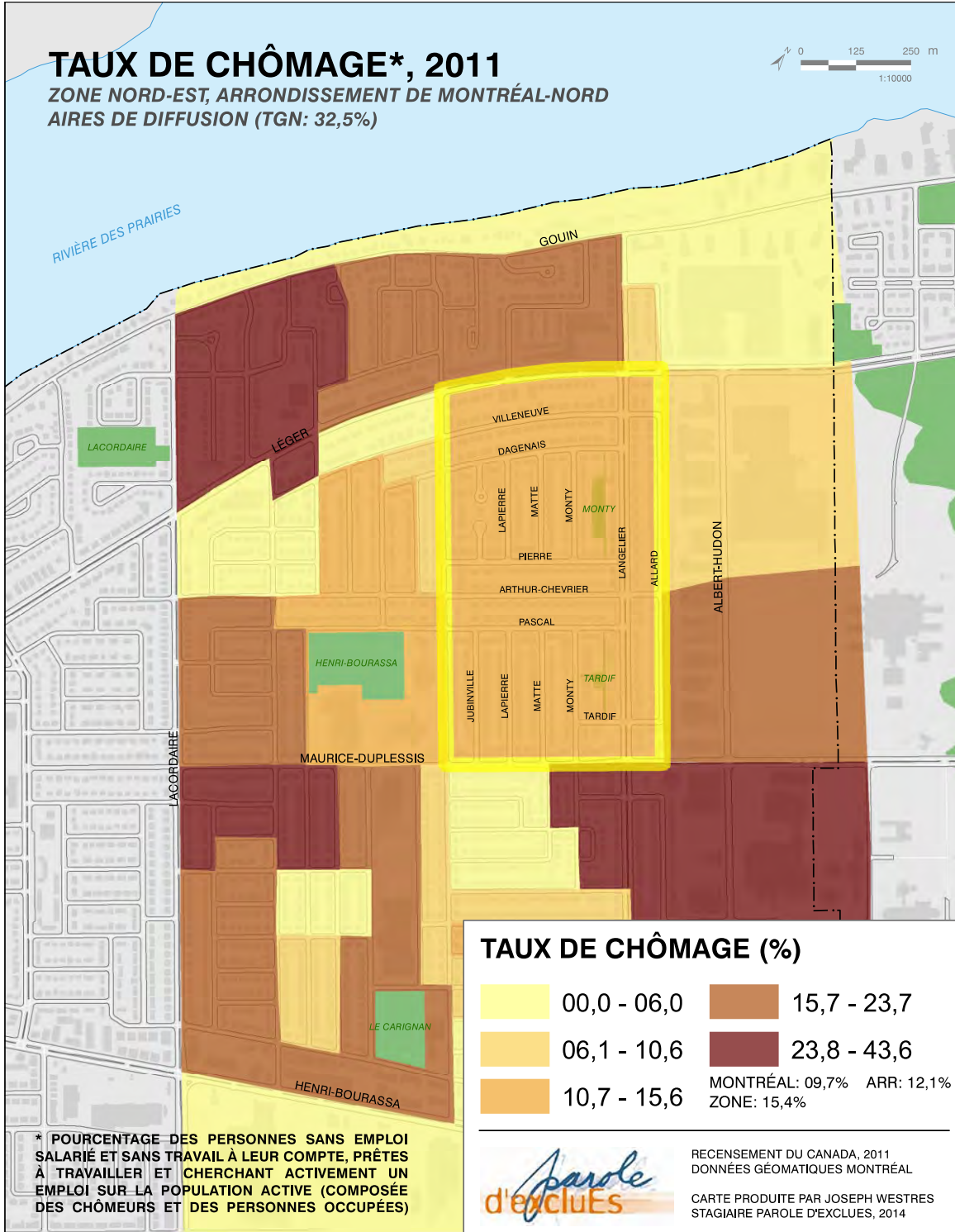
Carte 14 : Minorités visibles, 2011, Zone Nord-Est



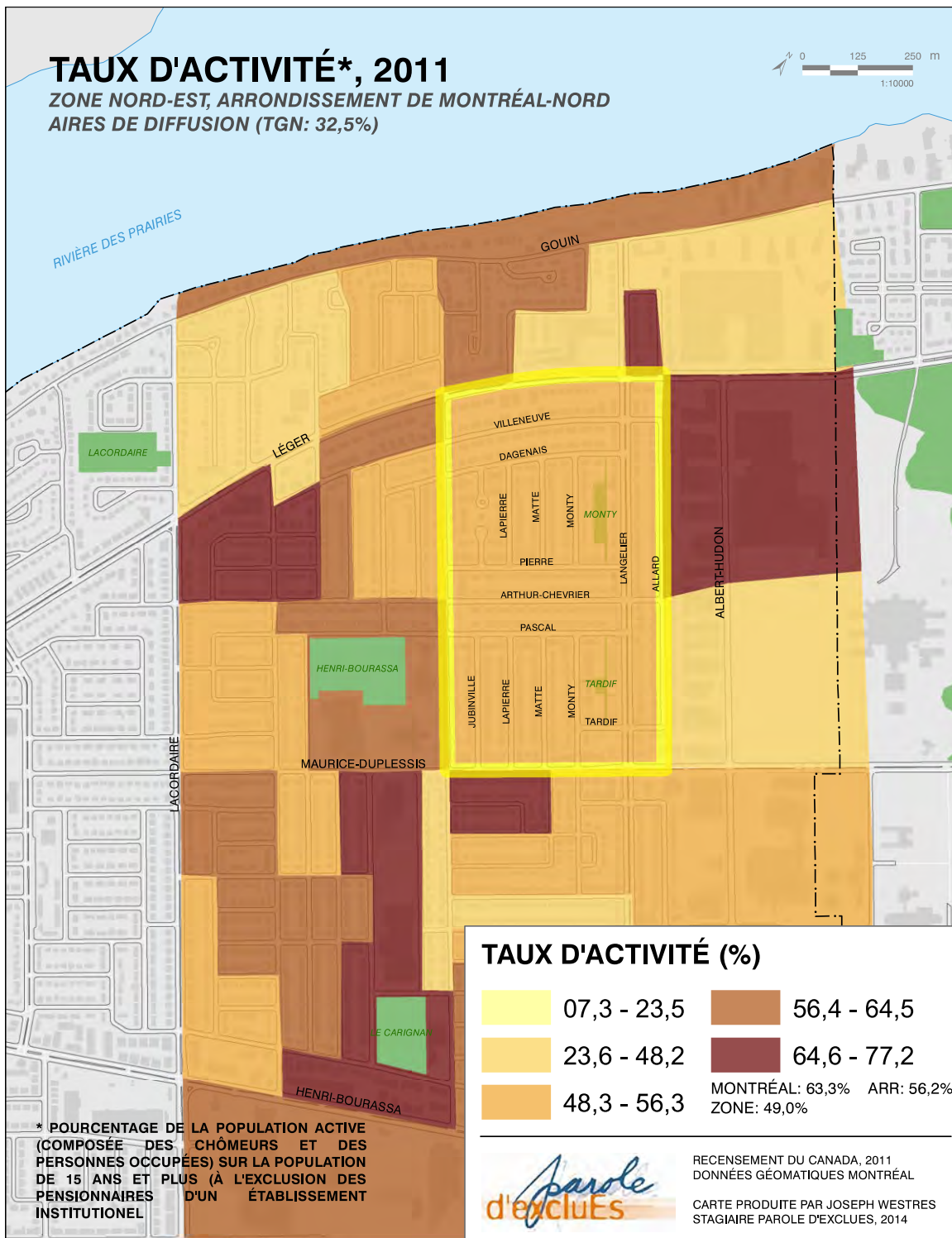
Carte 15 : Scolarité, aucun diplôme, 2011, Zone Nord-Est



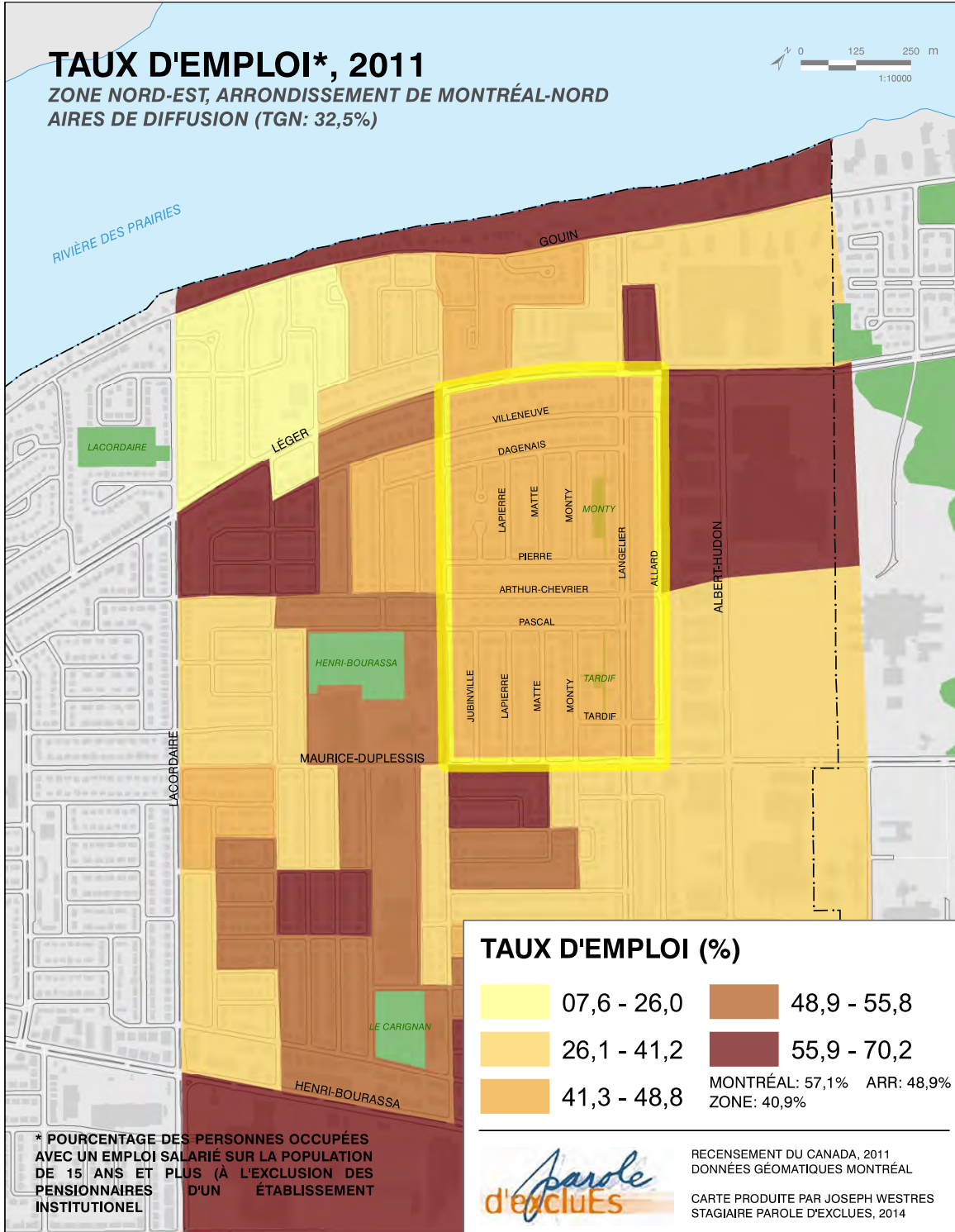
Carte 16 : Taux de chômage, 2011, Zone Nord-Est



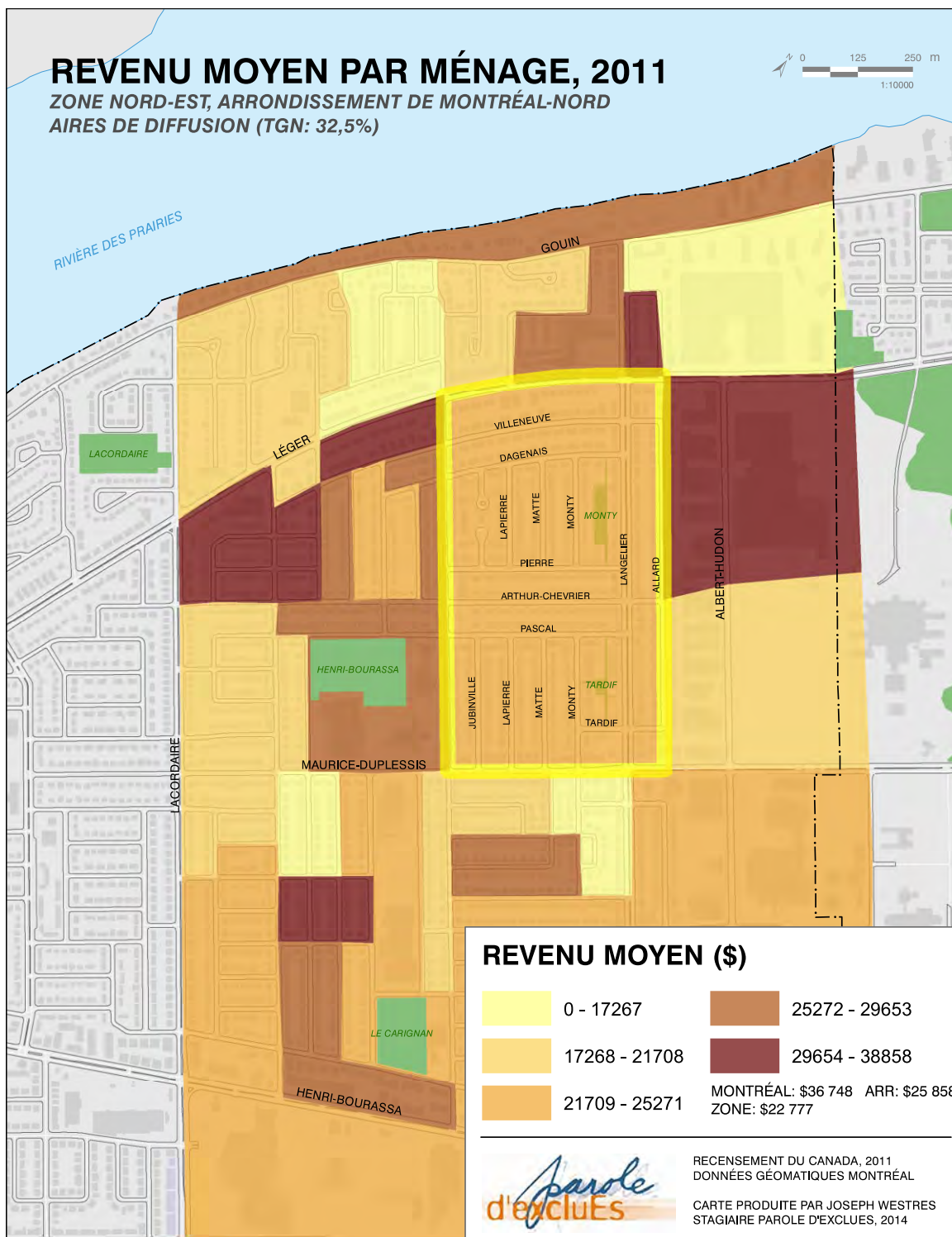
Carte 17 : Taux d'activité, 2011, Zone Nord-Est



Carte 18 : Taux d'emploi, 2011, Zone Nord-Est



Carte 19 : Revenu moyen par ménage, 2011, Zone Nord-Est



Carte 20 : Population consacrant 30 % ou plus du revenu au logement, 2011, Zone Nord-Est

